

P.8.971 B

64-1980

B

511

CAHIERS DE **CLIO**

Périodique trimestriel

Numéro 64

Quatrième trimestre 1980



Bruxelles

Liège

Centre de la pédagogie de l'histoire et des sciences de l'homme

**SCIENCES DE L'HOMME
ET DE SON ENVIRONNEMENT**

COMITE DE PATRONAGE :

John BARTIER (†) - Marinette BRUIER - Giovanni BUSINO - Roger CHRISTE - Gilbert DE LANDSHEERE - Huguette DUSSAULT-DUMAS - Pierre GOUBERT - Paul HARSIN - Etienne HELIN - Jean-Jacques HOEBANX - André JORIS - Christian LAVILLE - Jacques LE GOFF - Louis-Théo MAES (†) - Lucile MARBEAU - Philippe MOUREAUX - Albert SOBOUL - Jacques STIENNON.

COMITE DE REDACTION :

Minna AJZENBERG-KARNY - Françoise BOVY-LIENAU - Pervenche BRIEGLER - René CORNET - Josette DEBACKER - Liliane DE KEYSER - Gérard DELCROIX - Jacqueline DELROT - Denise DENBLYDEN-LAMBRETTE - Jean DUGNOILLE - Arlette GODFROID-LAURENT - Maggy HODEIGE - Nicole JOZIC-HIERNAUX - Jean LECLERCQ-PAULISSEN - Michel REVELARD - René ROBBRECHT - Freddy SCHANER - Gérard TURPIN - Jenny VANROELEN - René VAN SANTBERGEN - Marie-Rose VILLE.

ABONNEMENT 1980 (4 numéros) :

* Belgique, pays faisant partie de la Communauté économique européenne sauf le Royaume-Uni :

Professeurs, bibliothécaires, institutions diverses	400,— fr. b.
Professeurs retraités	350,— fr. b.
Etudiants	300,— fr. b.

* Autres pays (expédition par voie terrestre) :

Professeurs, bibliothécaires, institutions diverses	500,— fr. b.
Professeurs retraités	450,— fr. b.
Etudiants	400,— fr. b.

* Autres pays (expédition par voie aérienne) :

Professeurs, bibliothécaires, institutions diverses	600,— fr. b.
---	--------------

Les abonnés belges verseront le montant de leur abonnement au compte 704-042333-82 du Centre de la pédagogie de l'histoire - 4000 Liège, avec la mention « Cahiers de Clio, 1980 ». Les paiements peuvent se faire par virement bancaire, par virement postal ou par mandat postal.

Les abonnés étrangers verseront le montant de leur abonnement soit au compte bancaire 704-0420050-97, soit au compte chèque postal 000-0016824-43 de la Caisse d'Epargne IPPA - 4000 Liège (Belgique), avec la mention « D.S. 10.750.713, Centre de la pédagogie de l'histoire, abonnement Cahiers de Clio, 1980 ». Les bureaux de poste étrangers peuvent envoyer un mandat de poste international, de même d'ailleurs que les banques. Ces dernières peuvent également acheminer votre paiement par le truchement d'une banque belge.

Prix du numéro :

* Belgique et pays de la Communauté économique européenne :

Professeurs, bibliothécaires, institutions diverses	fr. b.
Etudiants	fr. b.

* Autres pays (expédition par voie terrestre) :

Professeurs, bibliothécaires, institutions diverses	fr. b.
Etudiants	fr. b.

Envoyez-nous vos suggestions

ADRESSE POSTALE (tant pour les articles que pour les abonnements) :

Maggy HODEIGE, rue Saint-Gilles, 343
Téléphone (041) 52 55 94.

CAHIERS DE CLIO

GROUP 10

ÉDITORIAL

EDITORIAL

LES JEUNES RETROUVERONT EN 1980-1981 UN ENSEIGNEMENT DE L'HISTOIRE DIGNE DE CE NOM

Les actions menées en 1979-1980

Au cours des mois écoulés, différentes actions ont été menées dans le but de sensibiliser l'opinion publique et les milieux politiques à la nécessité de réserver à l'enseignement de l'histoire une place suffisante dans l'enseignement secondaire. Non pas pour garantir l'emploi des professeurs, — encore que cet aspect des choses ne soit pas négligeable, — mais pour garantir à la jeunesse une formation générale de qualité, pour que les expériences du passé ne lui soient pas inconnues, pour qu'elle puisse comprendre et expliquer le monde actuel, se situer dans le temps, réfléchir et agir de manière responsable et consciente.

Parmi ces actions, rappelons :

- les différentes lettres et documents variés ⁽¹⁾ adressés à la presse par le Groupe informel d'historiens et par l'Association des historiens sortis de l'Université de Liège et les articles ou communiqués de presse, émissions de radio et de télévision qu'ils ont suscités ⁽²⁾ ;
- l'organisation à Bruxelles en décembre 1979 d'un *Forum-Histoire* animé par l'Association des historiens sortis de Louvain ;
- l'organisation à Liège en avril 1980 d'une journée-débat intitulée *Nos racines, c'est l'histoire*. A cette journée-débat, où plus de 300 personnes invitées par l'Association des historiens sortis de l'Université de Liège se sont retrouvées, des « non-historiens » sont venus témoigner de l'intérêt et de l'utilité de l'histoire dans l'exercice de leur profession. Ils étaient économistes, médecins, juristes, physiciens, hommes du monde politique et syndical. Ils ont démontré que les connaissances historiques permettent de comprendre les problèmes actuels, tel par exemple celui de l'utilisation des voies d'eau ou

(1) *Rôle et place de l'histoire : pourquoi l'enseigner ? Premiers avis sur le rôle de l'histoire ; L'enseignement, — et notamment l'enseignement de l'histoire, — vu par les élèves des deux années terminales du secondaire et par les professeurs ; Les adolescents face aux problèmes de notre temps : leurs connaissances et leurs attitudes à propos de la résistance pendant la seconde guerre mondiale*, etc.

(2) Parmi les très nombreux journaux et hebdomadaires, il convient de citer *Le Soir*, *La Cité* et *La Wallonie*. En radio, les émissions *La pensée et les hommes*, *Liège-Matin*, *Liège-Université*, *Bloc-notes de R.T.C.*, *Point de mire* et *Du sel sur la queue*. En télévision, le *Journal télévisé* et *Autant savoir*.

encore celui de la résurgence du fascisme. Ils ont démontré que les connaissances historiques étaient nécessaires au médecin, au physicien, au juriste. Ils ont démontré que la critique historique, méthode critique d'analyse et d'interprétation des documents, est transférable à de nombreux autres domaines, tel par exemple le revisorat d'entreprises (3) ;

- les listes de pétitionnement qui ont recueilli près de 14.500 signatures à la date du 6 septembre 1980 ;
- les auto-collants *Sans racines, l'arbre meurt. Nos racines, c'est l'histoire* qui ont permis une sensibilisation non négligeable de l'opinion publique... et des professeurs ;
- les contacts avec Monsieur Jacques Hoyaux, alors Ministre de l'Education nationale, et avec Monsieur José Doods, son Chef de Cabinet, dans le but de modifier les circulaires relatives à la rentrée scolaire de septembre 1979, désastreuses sur le plan de l'enseignement de l'histoire. Ces contacts ont débouché, — et nous en sommes reconnaissants à Jacques Hoyaux, — sur la création d'une Commission pour la promotion de l'histoire, présidée par Monsieur Jacques Stiennon, Professeur à l'Université de Liège. Cette commission était, ou plutôt est car elle existe toujours et sera amenée à rester vigilante, représentative des différents pouvoirs organisateurs et des aspects de l'histoire et de son enseignement dans ce pays. Le ministre lui-même et/ou des membres de son Cabinet ont régulièrement assisté à ses travaux qui ont débouché, notamment, sur les grilles horaires de la rentrée 1980, actuellement en notre possession de manière complète pour le seul enseignement de l'Etat (4).

La rentrée scolaire 1980-1981 sur le plan des cours d'histoire dans l'enseignement de l'Etat

La circulaire du 29 juillet 1980 organisant les cours dans les écoles de l'Etat à partir de la rentrée scolaire 1980 est favorable à l'enseignement de l'histoire et nous en remercions vivement et publiquement Monsieur le Ministre Guy Mathot, qui a repris sur ce point la politique mise sur rail par son prédécesseur, et son chef de Cabinet, Monsieur José Doods. En effet, l'enseignement de l'histoire voit maintenant sa place garantie dans ce qu'on appelle la « formation commune » des élèves du secondaire, la seule qui soit la même, en principe du moins, pour tous.

(3) Les exposés de cette journée et les débats qui les ont suivis seront publiés dans un prochain numéro des *Cahiers de Clio*.

(4) Les informations dont nous disposons actuellement pour les autres pouvoirs organisateurs sont fractionnaires.

Quelle est la situation ?

1. Dans l'enseignement général

Au premier degré de l'enseignement général, les élèves recevront désormais dans le cadre de l'*étude du milieu*, en première année, une période d'*histoire* et une période d'*éducation à la vie sociale* (à confier à l'historien) (5), soit deux périodes hebdomadaires ; en deuxième année, une période et demie d'*histoire* par semaine.

Au deuxième et au troisième degrés du même enseignement apparaissent pour chaque année d'études deux périodes d'*histoire y compris la formation sociale et la formation économique*.

Dans l'enseignement « traditionnel », les élèves de l'enseignement général recevaient avant 1979 une formation historique de deux périodes hebdomadaires par année d'études. Soit au total 12 périodes. Dans l'enseignement de type 1 qui doit maintenant se généraliser, ils en recevront 11 et 1/2, y compris la formation sociale et la formation économique. Cette conception de l'enseignement de l'histoire obligera, à juste titre, les professeurs d'histoire qui ne l'auraient pas encore fait, à revoir leur manière d'organiser tant la matière que les apprentissages et à être ainsi en accord avec les programmes diffusés maintenant depuis plusieurs années.

Il faut encore signaler des possibilités de recevoir un enseignement historique complémentaire par le biais des options choisies par certains élèves, malheureusement minoritaires. C'est ainsi que la formation historique apparaît dans l'*option socio-économique* de deuxième année. De la troisième à la sixième, les élèves qui choisissent l'option de base *sciences économiques* sont tenus de faire leur choix d'option complémentaire parmi une liste qui inclut l'option complémentaire *sciences sociales* et l'option complémentaire *sciences humaines*, elle-même comprenant une période d'*histoire*. Quant à l'option de base *sciences sociales*, elle comporte une période obligatoire d'*histoire*. Nous n'avons pas le détail pour les options groupées *économie familiale et sociale* et *sciences sociales appliquées* de cinquième et sixième années. Enfin, dans les mêmes cinquième et sixième années, à côté de l'option de base *histoire - 4 heures*, choisie par peu d'élèves en raison de sa densité et de son caractère de spécialisation, existe maintenant une option complémentaire *histoire - 2 heures* qui, espérons-le, va permettre aux élèves soucieux de leur formation générale de faire un choix cohérent. Puissent les chefs d'établissement bien informer les parents et les élèves, à tous les niveaux d'études !

2. En première année B et en deuxième professionnelle

En première année B (« classe d'accueil ») destinée aux élèves qui doivent recevoir momentanément un enseignement particulier en raison d'un état de santé déficient ou qui ont déjà décidé de poursuivre ultérieurement des études

(5) Circulaire du 29 juillet 1980 (réf. I/JD/MJD/80/1000 - FB/73/32), p. 37.

professionnelles, trois périodes sont consacrées à l'*étude du milieu naturel et humain*. Pour faciliter la pédagogie par projet, ce groupe de périodes n'est pas ventilé. Afin que les élèves de cet enseignement ne soient pas mis en présence d'un trop grand nombre de professeurs, il est ordinairement confié à un agrégé de l'enseignement secondaire inférieur habilité aussi à enseigner la langue maternelle. On peut espérer que celui-ci sera attentif à ce que la dimension historique soit largement présente dans les projets traités.

En deuxième année professionnelle, deux périodes sont attribuées au même cours *étude du milieu naturel et humain*, dans le même esprit.

3. Dans l'enseignement technique de qualification

Un regret d'abord : il est bien difficile de convaincre autrui de la nécessité d'assurer à tous les jeunes une formation équivalente. La « formation commune » de l'enseignement technique reste en effet différente de la « formation commune » de l'enseignement général, tant sur le plan de la conception que sur celui du nombre de périodes horaires.

Cela dit, à côté de la période de *sciences humaines* obligatoire en troisième et en quatrième années, il existe maintenant une possibilité de créer des *compléments de sciences humaines*, se décomposant, comme la période obligatoire, en *histoire* et *géographie*. Ce qui, dans la meilleure hypothèse, permettrait un enseignement de l'histoire d'une période hebdomadaire. En cinquième et en sixième années, le cours de la « formation commune » comporte deux périodes. Il y a donc, au mieux une période hebdomadaire d'histoire par année d'études pendant quatre ans, soit 4 périodes (contre 8 dans l'enseignement général) et, au pire 3.

Les élèves qui poursuivent leurs études dans ce type d'enseignement recevront donc, sur leurs six années de scolarité normale, 6 périodes 1/2 ou 7 périodes 1/2 d'histoire, les 3 périodes 1/2 d'*histoire* et de *formation sociale* du premier degré venant s'ajouter aux 3 ou 4 heures de l'enseignement technique proprement dit.

4. Dans l'enseignement professionnel

Par contre, un effort réel a été consenti du côté de l'enseignement professionnel. Il existe en effet maintenant dans cet enseignement, de la troisième à la sixième année d'études, une période hebdomadaire de *formation humaine, sociale et familiale* à confier à un professeur d'histoire (6). A ce cours de la formation commune, il faut en ajouter un autre, celui de *questions d'actualité*, à raison aussi d'une période hebdomadaire de la troisième à la sixième. Ce cours peut être totalement ou partiellement confié à un professeur d'histoire.

Les élèves de l'enseignement professionnel recevront donc, à partir de 1980, 5 périodes hebdomadaires d'*étude du milieu* en première et deuxième années, — dont on peut estimer que 3 seront de nature historique, par référence aux cours

(6) Circulaire du 29 juillet 1980 (réf. I/JD/MJD/80/1000 - FB/73/32), p. 37.

de l'enseignement général, — 4 périodes de *formation humaine, sociale et familiale* et 4 périodes hebdomadaires de *questions d'actualité*. Cela fait un total qui peut être estimé à 9 périodes (3 + 4 + 2) voire 11 périodes (3 + 4 + 4) à tendance historique et confiées à un professeur d'histoire. La situation n'a jamais été aussi bonne et c'est une magistrale revalorisation de l'enseignement professionnel. Nos responsables politiques doivent en être remerciés !

Et les enseignements subventionnés ?

1. Dans l'enseignement catholique

Pour ce qui est de l'enseignement catholique, — et tous les historiens, parents et hommes politiques de ce pays s'en réjouiront en pensant à la jeunesse, — la situation est comparable à celle des écoles de l'Etat de la troisième à la sixième année d'études. Du moins en ce qui concerne le temps imparti à l'enseignement de l'histoire dans les sections générales. Les élèves auront donc deux périodes hebdomadaires d'*histoire* pendant quatre ans, y compris au troisième degré où ils ne disposaient jusqu'à présent que d'une période et demie.

A cela, il faut ajouter les 7 périodes d'*étude du milieu* du premier degré (3 en première année, 4 en deuxième année), où l'*histoire* joue un rôle, certes, et particulièrement en deuxième année, mais où le bloc horaire est confié à un seul professeur : historien ou géographe. Cela fait pour la formation historique 11 périodes sur les six années.

Pour les sections de qualification, la situation de l'histoire est hélas moins favorable : le cours est intégré à l'ensemble *sciences humaines*.

2. Dans les enseignements dépendant de la C.P.E.O.N.S. (7)

Pour ce qui est de l'enseignement dispensé par les villes et les provinces, les grilles horaires restent très variables. Notons cependant qu'un effort a été réalisé par l'Enseignement provincial liégeois.

3. Essais de coordination

Le seul élément positif est la nécessité d'atteindre, par le biais de la Commission de concertation de l'enseignement secondaire, une uniformisation progressive des grilles horaires, seuls les contenus restant de la compétence exclusive des pouvoirs organisateurs.

(7) Commission permanente de l'enseignement officiel neutre subventionné.

Conclusion

Le combat que nous avons mené, nous l'avons mené non pour les professeurs mais pour les jeunes afin qu'ils puissent agir de manière lucide et responsable dans le monde actuel, afin qu'ils puissent choisir avec esprit critique et en connaissance de cause les options qui leur conviendront le mieux parmi les options politiques, économiques et sociales qui leur seront proposées demain sur les plans local, régional, national et international. L'histoire n'est pas une discipline engagée mais elle doit susciter des engagements réfléchis, donc contribuant au progrès de la société et à la coopération entre les peuples.

Les défenseurs non corporatistes de l'histoire ont été entendus. Nous en remercions vivement Messieurs les Ministres Jacques Hoyaux et Guy Mathot, Monsieur José Dooms, leur Chef de Cabinet, ainsi que tous ceux qui nous ont aidés et soutenus.

Il reste maintenant aux professeurs d'histoire à ne pas démeriter, à promouvoir au maximum les connaissances historiques, à demeurer des pédagogues enthousiastes maîtrisant les méthodes d'enseignement et les choisissant judicieusement en fonction des objectifs à atteindre ! Ils s'emploieront à faire en sorte que leur enseignement comprenne largement, comme les programmes les y autorisent et les y invitent d'ailleurs, les dimensions politique, économique et sociale tant nécessaires à la compréhension profonde de notre monde et de notre pays !

Maggy HODEIGE et René VAN SANTBERGEN,
6 septembre 1980

Annexes

Enseignement officiel (Etat)

1. Nombre d'heures d'histoire - Enseignement secondaire de type 1 - circulaire du 29 juillet 1980

A. Enseignement général

<i>Années d'études</i>	<i>Formation commune</i>		<i>Options</i>
1	Histoire 1	Education à la vie sociale 1	
2	1 1/2		+ une partie de l'option socio-économique
.....			
3	Histoire, y compris la formation sociale et la formation économique		
4	2 2		+ une partie de l'option de base sciences sociales + une heure de l'option complémentaire sciences humaines
.....			
5	2		+ une partie de l'option de base sciences sociales
6	2		+ une heure de l'option de base sciences humaines + option de base histoire (4 heures) + option complémentaire histoire (2 heures)
<i>Total</i>	<i>11 heures 30</i>		<i>Variable suivant les élèves</i>

Remarques : les cours d'histoire et d'éducation à la vie sociale du premier degré (1^{re} et 2^e années) font partie du bloc *étude de du milieu*. A partir de la 3^e année, le cours d'histoire, y compris la formation sociale et la formation économique, du bloc sciences humaines (formation commune).

2. Nombre d'heures d'histoire - Enseignement secondaire de type 1 - Circulaire du 29 juillet 1980
 B. Enseignement technique de qualification, 1^{re} B (accueil) et enseignement professionnel

Années d'études	Enseignement technique de qualification		1 ^{re} B et enseignement professionnel
	Formation commune	Options	Formation commune
	Histoire		Etude du milieu naturel et humain
1	1		3 (dont 2 à tendance historique)
2	1 1/2		2 (dont 1 d'histoire)
.....			
3	1/2	Histoire	Formation humaine, sociale et familiale
4	1/2	1/2	1
.....			
5	1		1
6	1		1
	6 heures 30		11 heures
Total	7 heures 30		(9 heures)

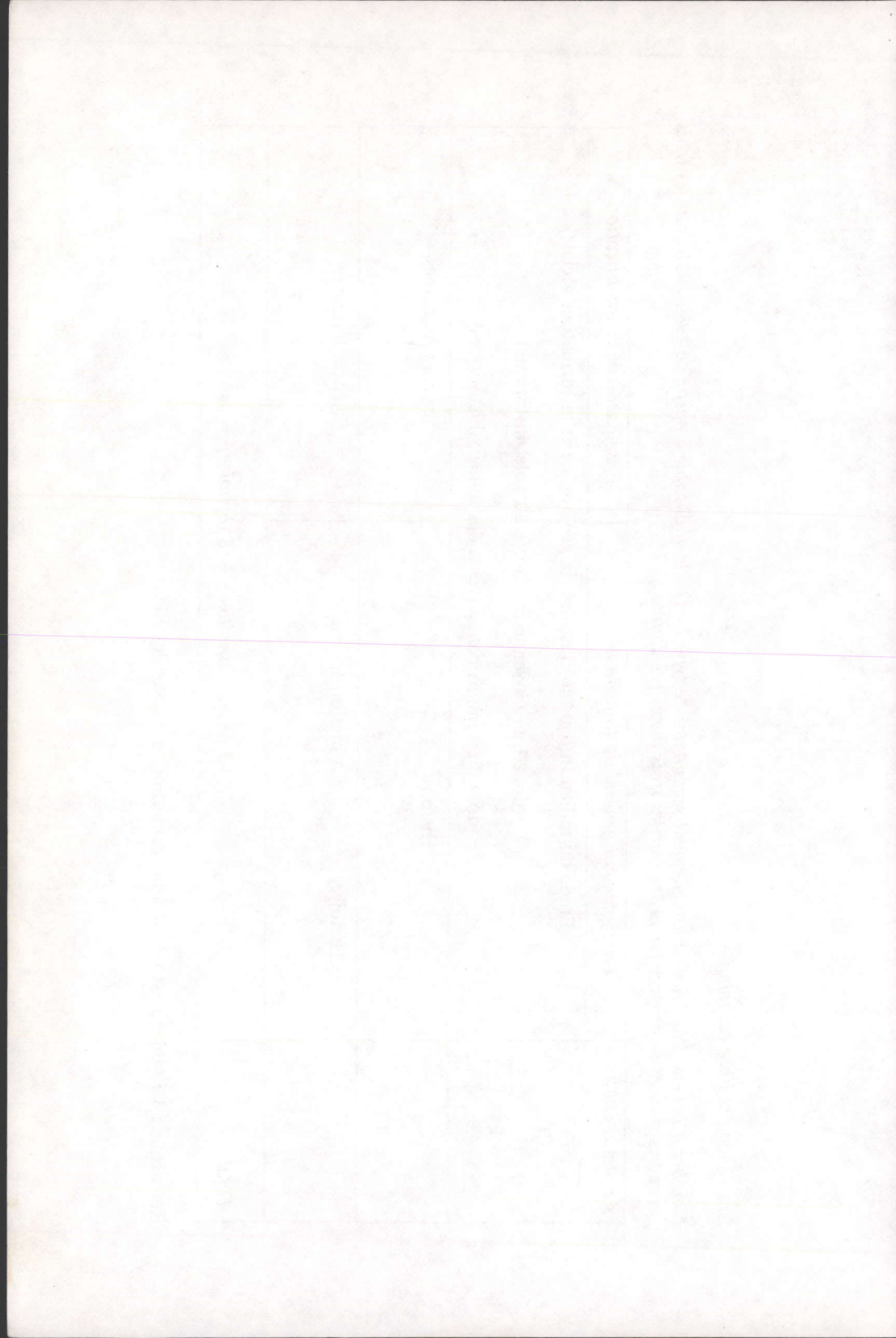
Remarques : Au premier degré (1^{re} et 2^e années) de l'enseignement technique, l'horaire et les intitulés sont identiques à ceux de l'enseignement général. En 1^{re} B (accueil) et 2^e professionnelle, le bloc *étude du milieu naturel et humain* n'est pas ventilé. On peut cependant s'inspirer des normes de 1^{re} A (général et technique). A partir du 2^e degré de l'enseignement technique, l'*histoire* fait partie des *sciences humaines* et des *compléments de sciences humaines*. Les chiffres donnés sont relatifs au seul cours d'histoire.

Enseignement libre catholique

Nombre d'heures d'histoire - Enseignement secondaire de type 1 - Grille applicable à partir de 1980-1981 pour les trois premières années et progressivement pour les trois dernières années

Années d'études	Enseignement général de transition	Enseignement de qualification	
1	Etude du milieu (intégrant l'histoire, la géographie et la formation sociale) 3 (dont 1 en moyenne consacrée au volet historique) 4 (dont 2 au moins consacrées à des milieux historiques)	3	
2		4	
3	Histoire 2 2	Sciences humaines 1	
4		1	
5	Histoire 2 2	Formation sociale 2 2	Sciences humaines 2 2
6			
Total	3 (étude du milieu) + 8 (histoire) = 11		

Remarque : Le tableau est relatif à la formation commune des élèves.



DIALOGUE AVEC...

DIATHEQUE AVE...

...NOS COLLÈGUES FLAMANDS

LE COURS DE FORMATION HISTORIQUE ET SOCIALE DANS L'ENSEIGNEMENT SECONDAIRE DE L'ÉTAT EN BELGIQUE NÉERLANDOPHONE

1. La situation nouvelle

1.1. La semaine des 32 heures

L'application de l'arrêté royal du 21 août 1978 a limité l'horaire hebdomadaire des élèves à 32 heures. Bien que cette mesure n'ait pas été prise en premier lieu pour des considérations pédagogiques, cependant, celles-ci peuvent difficilement être invoquées pour la rejeter. De plus, il ne faut pas oublier qu'il existe un certain nombre de disciplines « inviolables » : les 2 heures de religion ou de morale laïque, les 2 à 3 heures d'éducation physique, un ensemble de 11 à 14 heures de cours de langues, soit au total 15 à 19 heures. C'était donc dans le cadre du reste de l'horaire déjà très limité qu'on pouvait, qu'on devait procéder à des économies, et essentiellement dans les activités orientées vers les sciences exactes et les sciences humaines.

Outre la réduction du nombre d'heures, on a cherché à faire des économies d'une deuxième manière : en groupant pour chaque discipline autant d'élèves et de sections que possible.

1.2. Et quand même une formation historico-sociale plus importante !

Lorsqu'on considère ce qui précède, on est agréablement surpris de constater que la formation historico-sociale reste non seulement assurée mais est même sensiblement améliorée. Ceux qui pensaient devoir sonner l'alarme en ce qui concerne la disparition ou la réduction de l'enseignement de l'histoire « ont fait en vain appel aux pompiers ».

Pour clarifier tout ceci, nous allons résumer la situation nouvelle dans un tableau afin de la comparer à la situation précédente.

ENSEIGNEMENT SECONDAIRE RÉNOVÉ - RÉGIME LINGUISTIQUE NÉERLANDAIS - ANNÉE SCOLAIRE 1979-1980

ANNÉES	FORMATION COMMUNE	GÉNÉRALES	OPTIONS PARTICULIÈRES	ACTIVITÉS COMPLÉMENTAIRES
A. Général et technique 1 ^e obs. 32 h FC 2 ^e obs. 25 h FC 7 h OG (1)	1 h Histoire 2 h Histoire			
3 ^e or. 24/25 h FC 3/9 h OG 2 h AC (2)	2 h Histoire et société	Opt. Sciences humaines 1 h Histoire	Tourisme : 2 h Histoire Vêtement : 1 h Histoire Soc.-Tech. : 2 h Histoire	1 h Histoire
4 ^e or. 23/24 FG 4/9 OG 2 h AC	2 h Formation sociale	<i>Idem</i>	<i>Idem</i>	<i>Idem</i>
5 ^e dét. 15 h FC 12/13 OG 4/6 AC	2 h Formation sociale	Sciences humaines Langues anciennes Langues modernes Éducation en arts plast. Éducation musicale 2 h Histoire	Tourisme : 1 h Histoire du tourisme 3 h Hist. cult. Vêtement : 1 h Histoire Esthétique : 1 h Histoire	2 h Histoire
6 ^e dét. <i>Idem</i>	<i>Idem</i>	<i>Idem</i>	<i>Idem</i> + Infirmière : 1 h Histoire Soc.-Techn. : 1 h Histoire	<i>Idem</i>
B. Professionnel 1 ^{er} degré, 2 ^e année 2 ^e degré, 3 ^e année 4 ^e année 3 ^e degré, 5 ^e année 6 ^e année	1 h Histoire 1 h Histoire 1 h Histoire 1 h Formation sociale 1 h Formation sociale		Coiffure : 2 h Histoire 2 h Histoire 1 h Histoire 1 h Histoire	

(1) FC : Formation commune, OG : Option générale

(2) Activités complémentaires

Que nous apprend la comparaison avec la situation telle qu'elle existait jusqu'au 30 juin 1979 ? La formation historico-sociale est maintenant plus importante et ceci pour *tous* les élèves alors que la formation historique était réservée à un nombre partiellement limité au degré d'orientation et entièrement au degré de détermination (une comparaison avec l'enseignement traditionnel ou de type*2 souligne l'avantage de la nouvelle réglementation).

Prenons un exemple probant. Avant la réforme du ministre Ramaeckers(3), seuls les élèves des options sciences humaines, langues anciennes, langues modernes, langues-art recevaient, au degré de détermination, un enseignement de l'histoire de la Belgique indépendante, de l'histoire des XIX^e et XX^e siècles, de l'internationalisation au XX^e siècle de la vie publique et privée. Grâce à cette réforme, tous les élèves recevront dorénavant un enseignement en ces matières. De cette manière, une lacune intolérable est ainsi comblée dans l'éducation de nos jeunes, à un moment où ont lieu les élections européennes, où on célèbre le 150^e anniversaire de la formation de la Belgique, où on proclame des années internationales, — pour ne citer que trois exemples.

Encore un exemple : les élèves qui dans l'enseignement de transition au degré de détermination optent pour une orientation sciences humaines ne recevront dorénavant pas moins de 4 heures de formation historico-sociale, — en ne tenant même pas compte de l'initiation à l'histoire littéraire, à l'histoire de l'art et/ou de la musique, initiation qui est assurée par des enseignants d'autres disciplines.

1.3. Les intérêts des professeurs d'histoire ont été défendus

Les intérêts des professeurs d'histoire ont certainement été défendus sur trois plans :

- les possibilités d'emploi ont non seulement été maintenues mais aussi élargies ;
- on leur a épargné des modifications radicales dans les programmes ;
- les tâches qui leur sont attribuées sont conçues de manière intelligente et offrent plus que par le passé des possibilités d'approfondissement de la matière et l'emploi de nouvelles techniques pédagogiques.

2. Histoire et formation sociale

Dans l'après-guerre, l'enseignement de l'histoire est tombé en disgrâce dans beaucoup de pays. Le fait est connu et il y a pour l'expliquer plusieurs raisons. Nous vous en rappelons quelques-unes :

- 1° L'enseignement de l'histoire a surtout été mis au service du culte du nationalisme et de l'hypernationalisme, il a beaucoup aidé à fomenter l'idéologie fasciste et a été très peu capable de défendre l'idéologie démocratique. Or l'hypernationalisme et le fascisme ont provoqué la seconde guerre mondiale et tout ce qui a contribué à leur succès est pour le moins suspect.

(3) Ministre socialiste flamand de l'Education nationale.

- 2° Nous vivons une époque qui est dominée et même dirigée par les sciences exactes et la technologie et où l'éducation doit viser à la productivité. Que voulez-vous que cette époque et son éducation fassent d'un enseignement de l'histoire, ce luxe aristocratique de l'esprit ?
- 3° Quelle pourrait bien être l'utilité d'apprendre difficilement par cœur des dates, des événements et des noms du passé alors que celui qui s'y intéresse peut disposer de livres, de revues spécialisées et d'autres sources d'information ?
- 4° L'histoire est bien trop compliquée que pour pouvoir être enseignée à de jeunes esprits. D'autant plus qu'étant liée à un strict ordre chronologique, il faut nécessairement commencer par aborder avec les plus jeunes des matières aussi difficiles que la préhistoire et l'antiquité.

Il faut avouer que ces reproches ne sont pas sans fondement... pour autant qu'on continue à enseigner l'histoire comme on l'a fait dans le temps, le temps de nos parents et de nos grands-parents. Nous n'oserions pas jurer que de nos jours cela ne se pratique plus nulle part mais nous nous permettons d'avancer que le courant de rénovation est très réel, qu'il n'est pas l'apanage d'un seul pays et qu'il ne date pas d'aujourd'hui. Dans l'enseignement de l'Etat de la Belgique néerlandophone, la rénovation a déjà été amorcée en 1947 et n'a pas cessé de se développer depuis. Il nous est impossible d'en expliquer ici la portée en détail. Bornons-nous donc à en dégager quelques lignes de force : condamnation de l'encyclopédisme au profit d'une matière sélectionnée par rapport à des buts précis d'apprentissage et de formation ; enseignement thématique ; histoire enseignée non par des exposés mais par des méthodes actives et apprise non par cœur mais par le raisonnement ; forte diminution de l'intérêt pour le politico-militaire au profit du socio-économique ; valorisation de l'époque contemporaine jusqu'à y compris l'histoire « vivante » ; éviction des préjugés et promotion d'un esprit de tolérance et de compréhension internationale.

Ainsi conçu le cours d'histoire dans l'enseignement secondaire est non pas un service à rendre à l'histoire en tant que science mais un service à rendre aux jeunes puisqu'il devient l'outil par excellence qui leur permet de comprendre et de vivre le présent et de se préparer à l'avenir. Certains prétendent que l'enseignement de l'histoire n'est rien d'autre que le développement de la mémoire sociale. Oui, bien sûr, mais c'est encore en minimiser la valeur et les possibilités. *Formation sociale*, voilà la dénomination qui convient pour un acte pédagogique qui lie le passé et son évolution aux sociétés vivantes tout en développant l'esprit critique.

Peut-être qu'il y a eu manque d'information, peut-être qu'on a mal compris ou qu'on ne s'est pas suffisamment rendu compte des caractéristiques de cet enseignement de l'histoire « nouvelle vague ». Toujours est-il qu'au moment de lancer la rénovation de l'enseignement secondaire, on y a introduit une nouvelle matière, destinée à servir de moyen d'introduction à la vie des sociétés et empruntant son contenu surtout aux thèmes d'étude chers à la sociologie. Excellente idée en soi ! Apport de formation sociale supplémentaire et bienvenue à côté du cours d'histoire ! Excellente idée, d'autant plus que la charge de cet enseignement était réservée par priorité aux historiens.

Alors où était le mal ? Mais simplement dans le fait qu'on a introduit la nouvelle discipline au détriment du cours d'histoire qui lui s'est vu réduit au strict minimum, et encore, c'est s'exprimer avec mansuétude. S'ensuivit une sorte de querelle des anciens et des modernes qui eut au moins le mérite de révéler certaines choses et de poser certains problèmes. Les discussions qu'elle a engendrées (encore que s'amenuisant bien vite) et surtout l'expérience acquise au fil de quelques années de pratique firent apparaître deux choses. En premier lieu, que l'enseignement de l'histoire est bel et bien une formation sociale ; celle-ci, en effet, ne peut se concevoir sans une approche historique. En second lieu, que le double emploi est inévitable et qu'on doit traiter à plusieurs reprises les mêmes thèmes dans les deux disciplines.

Quand, tout récemment, on a mis sur chantier la rénovation du rénové, on a sagement pris la solution qui s'imposait. Bien sûr vous avez deviné laquelle. Encore que par honnêteté il faut avouer qu'elle fut en partie inspirée par la nécessité dans laquelle on se trouvait de réduire les horaires hebdomadaires. Mais de toute façon on en a profité pour réparer une injustice pédagogique et pour réaliser le concept global de la formation sociale. Examinons-le d'un peu plus près.

3. Le cours de formation sociale

3.1. *Justification pédagogique en tant que préparation à la vie*

L'enseignement secondaire n'est plus conçu ni comme une fin en soi, ni comme uniquement une préparation aux études supérieures. L'enseignement est un maillon, extrêmement précieux il est vrai, de la chaîne pédagogique que constitue l'éducation permanente et son but primordial est de préparer à la vie ou, — pour employer une expression désormais consacrée, — d'apprendre à être.

En dressant l'inventaire de ce que doit contenir une préparation à la vie, on y retrouve les grandes rubriques que voici : une éducation physique, une formation linguistique, un apprentissage technico-scientifique, une initiation esthétique, une approche philosophique, une formation sociale. On pourrait tout aussi bien prendre comme point de départ les caractéristiques fondamentales qui sont le propre de l'homme, c'est-à-dire : *homo biologicus* ou l'organisme physique, *homo sapiens* ou l'être qui accumule les connaissances et fait usage de facultés intellectuelles, *homo faber* ou l'homme au travail, *homo ludens* ou l'homme qui crée et se divertit, *homo philosophicus* ou l'homme contemplateur, *homo politicus* ou l'homme en tant qu'être social.

Soit dit en passant, ne serait-il pas plus logique, en ébauchant un enseignement et une éducation, de s'inspirer des besoins et des caractéristiques de l'homme plutôt que de disciplines unidimensionnelles qui ont acquis des droits de notoriété par la grâce des universités et de la tradition ? Mais cela, chers lecteurs, c'est encore une autre histoire ! Contentons-nous donc pour le moment de souli-

gner que la double énumération qui précède a été faite dans un ordre fortuit et n'a absolument rien d'une hiérarchie. Vous n'avez pas été sans remarquer que dans le tableau apparaît le mot « social ». Si chaque fois nous l'avons mentionné en dernier lieu, c'est pour le seul avantage de pouvoir immédiatement lui enchaîner le reste de notre exposé.

L'enchaînement consistant à relever qu'en effet l'homme est un être social par excellence et qui de nos jours est pris dans une multitude diversifiée de relations interhumaines, structurées et non-structurées, aux échelons macro, meso et micro. En toute logique nous en concluons que les jeunes doivent être préparés et bien préparés à cette importante dimension de la vie humaine qui est la dimension sociale.

3.2. Le principe de l'interdisciplinarité

Ce ne sont pas tellement le manque de temps et les horaires surchargés qui ont poussé à rassembler des activités pédagogiques socialisantes, c'est en premier lieu le principe de l'approche interdisciplinaire qui en est la cause. Principe oh combien sage et justifié puisque, 24 heures par jour, la vie sociale est inter- et multidisciplinaire. Pour la comprendre, pour s'y retrouver, la meilleure approche est l'exploration historique à laquelle s'ajoutent en s'y entremêlant des données d'économie, de géographie humaine, de politologie, de sociologie, d'anthropologie, de psychologie, de droit, de biologie, d'écologie et autres.

C'est le sacro-saint devoir des universités et autres institutions scientifiques d'étudier et de cultiver ces matières en tant que sciences autonomes mais il faut reconnaître que là n'est pas la mission de l'enseignement secondaire et que, par surcroît, il serait impossible de les inscrire toutes à l'horaire. Il faut reconnaître qu'une préparation à la vie sociale est mieux servie par une formation interdisciplinaire ayant l'histoire comme noyau central. C'est à la structure de l'atome que nous ne pouvons pas nous empêcher de penser : une entité indivisible possédant un noyau central autour duquel gravitent les électrons.

L'argument ne s'arrête pas là. On peut y ajouter que les actions de l'homme et les décisions qu'il a à prendre présentent très exceptionnellement un caractère unidimensionnel : c'est l'interdisciplinaire qui est le propre de l'homme et l'évolution de la civilisation ne fait que confirmer cette constatation. On se doit d'être conscient que les hommes d'aujourd'hui et encore davantage les hommes de demain sont et seront confrontés avec des problèmes énormes, compliqués, interdisciplinaires et dont la solution est condition de survie : la paix, le désarmement, l'énergie, l'environnement, le mouvement démographique, l'alimentation, le nouvel ordre économique, la santé, les droits de l'homme, l'éducation... Interdisciplinarité et condition de survie : vraiment il serait impardonnable de l'oublier en cherchant les moyens de préparer honnêtement le citoyen de demain.

3.3. Le principe psychologique

Vers l'âge de 12 ans, et donc au moment de faire leur entrée dans l'enseignement secondaire, les enfants se détachent du monde de la fantaisie et de l'irréel

qui a meublé leur prime jeunesse et témoignent un intérêt grandissant pour le monde du réel qu'ils désirent explorer et dont ils veulent faire partie. La puberté est une phase de transition difficile et qui mène à l'âge pseudo-adulte : les 14 à 16 ans ne veulent plus être traités en enfants, ils rompent la liaison parents-enfants des années précédentes, ils contemplent la société et la vie qui les entourent uniquement en noir et blanc, ils accentuent volontiers les aspects qui leur apparaissent négatifs ou imparfaits, ils sont convaincus de tout pouvoir améliorer. Mûris par l'acquis de connaissances et d'expériences et souvent par les désillusions, les jeunes gens de 17-18 ans essaient de penser et d'agir socialement d'une façon active ou, ce qui est beaucoup plus fréquent, se distancient de l'organisation de la vie en société et se morfondent dans l'indifférence.

Ces données de la psychologie du développement, forcément schématisées et simplifiées, ont co-déterminé la structuration et le programme du cours de formation sociale. A juste titre, d'autant plus que les générations actuelles de jeunes constituent un phénomène social beaucoup plus caractérisé que ce ne fut le cas pour les générations qui les ont précédés.

3.4. *Le principe démocratique*

La formation sociale à l'école est une formation démocratique, c'est-à-dire une formation de démocrates. Les plus grands dangers qui menacent la démocratie sont sans conteste l'ignorance et l'indifférence envers les phénomènes politiques. L'école doit donc s'occuper de politique : s'en occuper mais non en faire. Elle doit s'en occuper, et pas un peu, par une initiation à la politique dans le sens de la structuration et de l'administration de la *politeia* ou communauté, des interrelations dans la communauté et de celle-ci avec d'autres communautés, du pouvoir de décision dans toutes ces affaires, des relations entre la communauté et les individus et entre les droits et les devoirs.

Mettons tout spécialement en exergue le principe démocratique qui exige un enseignement sur les droits de l'homme et les libertés fondamentales, sur leur protection et garantie locales, sur les multiples dangers qui les menacent.

Toujours au nom du même principe, il est du devoir de l'éducation scolaire de combattre efficacement l'indifférence sociale et politique, l'escapade de la société, le comportement asocial et antisocial dont ont témoigné récemment et continuent de témoigner aujourd'hui tant de jeunes parmi lesquels un nombre inquiétant n'hésite pas à chercher solution ou refuge dans la fuite, l'alcoolisme, la drogue, voire le suicide.

En somme, pour préconiser une formation sociale scolaire en vue de la préparation à la vie de citoyen démocratique, il suffit d'avancer ce qui est l'évidence même. Nous en référons au fait que, quelque soit la différenciation des jeunes en ce qui regarde leurs capacités et intérêts, leurs choix d'études et de profession, tous sans exception seront des membres de plein droit d'une et même de plusieurs communautés, tous seront créditeurs et débiteurs de relations sociales, tous seront des citoyens locaux, régionaux, nationaux, européens et du monde. Tous ont de ce chef droit à une préparation adéquate à cette dimension, — répétons-le

car on ne peut trop insister, — tellement importante de la vie humaine. Et le fait qu'il faut être en mesure de vivre la vie engage singulièrement la responsabilité de l'école, qu'elle ait à faire à de futurs médecins ou plombiers, employés ou architectes, juristes ou routiers ou qui que ce soit.

Un cours de formation sociale est tout indiqué pour réaliser le principe démocratique de l'éducation. Il l'est de par ses objectifs dont le développement de la personnalité et de l'être social sont les plus importants, il l'est également par son contenu axé en premier lieu sur la compréhension de l'évolution de la vie en société et de cette vie en société contemporaine, il l'est encore de par sa méthodologie qui par le truchement de l'étude critique veut permettre aux jeunes de définir librement mais en gens avertis leur attitude sociale.

L'application du principe démocratique a été une préoccupation majeure de ceux qui se sont occupés de près de l'organisation du cours de formation sociale. Etant de ceux-là, oserais-je vous avouer que j'ai toujours eu à l'esprit une certaine année 1968 ?

3.5. Le principe de la formation

De ce qui précède, il apparaît clairement que nous sommes convaincus qu'un système éducatif digne de ce nom doit en premier lieu viser à la formation et ne peut pas se borner à transmettre des connaissances et des valeurs traditionnelles.

Pour bien former, point n'est besoin de tout vouloir enseigner. Au contraire, il faut faire un choix judicieux répondant aux buts précis qu'on s'est fixés. Choix du contenu et de la méthodologie en fonction des buts à atteindre, c'est bien là la phrase-clef qui caractérise l'entreprise (et probablement tous les essais de rénovation générale dont nous sommes témoins).

Et puis on ne peut pas se permettre d'ignorer que l'école n'est plus le seul agent éducateur et qu'elle n'est même pas celui qui a le plus d'impact sur les jeunes. Finalement, il faut tenir compte du fait qu'en somme chaque discipline a ou devrait avoir une fonction socialisante.

Tout ceci sert de mise en garde avant de parler programme. Comme son nom l'indique, la formation sociale veut être avant tout une formation et elle n'ambitionne nullement de couvrir l'intégralité des faits et situations. Elle vise avant tout à ce que les jeunes se découvrent être social, développent une vue critique sur les relations sociales et les structures qui les gouvernent et soient armés pour choisir en connaissance de cause leur attitude sociale à eux. Cette formation ne tend ni à glorifier béatement, ni à démolir sournoisement le ou les types de sociétés qui existent actuellement. S'appuyant amplement sur l'initiation historique, elle justifie ce faisant la prédilection pour l'époque contemporaine.

4. Les programmes en vigueur

4.1. *Histoire, histoire et société, formation sociale*

Sous ces trois dénominations se présentent dans les horaires les branches qui visent une formation historique et sociale. Certains trouvent ceci justifié et croient découvrir plus de clarté dans le changement des termes. D'autres déplorent que ceci amène à une confusion. Quoi qu'il en soit, toutes ces activités d'apprentissage doivent être considérées comme un ensemble harmonieux et inséparable.

L'enseignement secondaire se compose d'une formation commune, obligatoire pour tous les élèves, d'une option ou ensemble de disciplines axée sur une formation spécialisée et de 2 à 3 heures d'activités complémentaires au choix des élèves.

4.2. *La formation commune*

Examinons d'abord et pour les six années du secondaire ce qui est obligatoire pour tous les élèves. Au cours des deux premières années (degré d'observation) est assurée une initiation historique introduisant une certaine terminologie, développant certaines capacités intellectuelles et brossant un tableau simplifié des grands moments de l'histoire économique, sociale, politique et culturelle.

Dans la première année du second degré (degré d'orientation), les élèves étudient une douzaine de types de société caractéristiques qui se sont manifestés à travers les siècles. Ainsi par exemple ils examinent les types de société en vigueur en Egypte au cours du moyen empire, à Athènes au cours du V^e siècle avant Jésus-Christ et à Rome au cours du I^{er} siècle. Ils le font non seulement pour apprendre les hauts faits de l'histoire de l'antiquité ou du moins l'essentiel mais autant et même davantage pour comprendre le comportement d'une société rurale, d'une société commerçante et d'une société au centre d'un grand empire, pour découvrir les forces sur lesquelles ces types de société s'appuyaient, les raisons de leur déclin, les interrelations entre l'économique, le social, le politique et le culturel, l'influence qu'elles ont eue, les comparaisons possibles qu'elles permettent avec des situations antérieures, postérieures et contemporaines. Les trois derniers des douze types de société proposés sont représentatifs du XX^e siècle.

Mais dans cette société moderne que nous avons vu naître, dont nous connaissons les lignes de force et dont nous faisons partie, comment se déroulent les processus sociaux majeurs tels que le processus économique, le processus politique, le processus culturel, le processus démographique, le processus de communication, le processus de massification... ? Voilà le thème d'études pour la quatrième année. Méfiez-vous : il y entre pas mal de notions historiques.

Nous aboutissons ainsi au dernier degré ou degré de détermination (17-18 ans). En cinquième année on se pose la question fondamentale : mais comment et pourquoi sommes-nous devenus ce que nous sommes aujourd'hui ? En

d'autres mots, on essaie de retrouver et d'expliquer les courants déterminants socio-économiques, politiques et culturels de la société et de la civilisation contemporaine ; ce qui revient essentiellement mais non exclusivement à l'étude de l'histoire contemporaine. En cours de route on peut fort bien dégager l'un ou l'autre problème social et en approfondir l'étude ; citons à titre d'exemple l'émancipation ouvrière, les conditions de travail, l'urbanisation, les mouvements féminins, le rôle de la jeunesse...

En classe terminale, ce sont l'histoire de la Belgique contemporaine et l'internationalisation de la vie publique et privée au XX^e siècle qui figurent au programme. Une large part est faite à l'action sociale des grandes organisations mondiales.

Pour compléter ce tableau, signalons que le professeur dispose d'une heure par semaine en première année du secondaire général et de deux heures par semaine dans toutes les autres années.

4.3. Les options et les activités complémentaires

Au degré d'orientation, l'option *art et sciences humaines* bénéficie d'un supplément de formation socio-historique. Elle est occupée par l'étude des grandes civilisations, étude qu'il ne faut pas confondre avec l'histoire de l'art au sens étroit puisqu'on insiste surtout sur les rapports de la création artistique, de la pensée, de la vie quotidienne avec l'esprit du temps et la structuration sociale d'une époque. Ce programme est échelonné sur les deux années du degré d'orientation.

Non pas une seule mais bien cinq options se sont vu octroyer deux heures supplémentaires de formation socio-historique dans les deux années du degré de détermination : les *langues classiques*, les *langues modernes*, les *sciences humaines*, l'*éducation en arts plastiques*, l'*éducation musicale*. Avec quel programme ? L'étude de quatre sujets à choisir librement par le professeur et ses élèves à condition d'appartenir aux quatre grands thèmes que voici : l'étude d'un pays, d'une région ou d'un ensemble de pays ; l'étude de l'actualité dans une perspective historique ; les faits et problèmes sociaux ; l'étude d'un fait ou phénomène, série de faits ou phénomènes historiques.

Mais oui, le choix est pour ainsi dire illimité ! Mais oui, le professeur dispose d'une demi-année scolaire à raison de deux heures par semaine pour approfondir un seul sujet, — encore que le programme minimum n'est pas une stricte obligation et peut être étendu ! C'est que, voyez-vous, nous ne voulons pas seulement que les élèves acquièrent des connaissances quasi-complètes sur un sujet qui en vaut la peine mais également qu'au seuil d'études supérieures ou de l'entrée dans la vie active ils puissent développer les capacités intellectuelles qui sont indispensables à l'étude, à la recherche, au travail.

Et voilà pour les programmes ! Il reste l'étude socio-historique comme *activité complémentaire* que peuvent choisir les élèves autres que ceux des options mentionnées plus haut, — qui eux l'ont obligatoirement. C'est bien simple : le programme est le même que celui offert dans ces options.

5. Bref commentaire

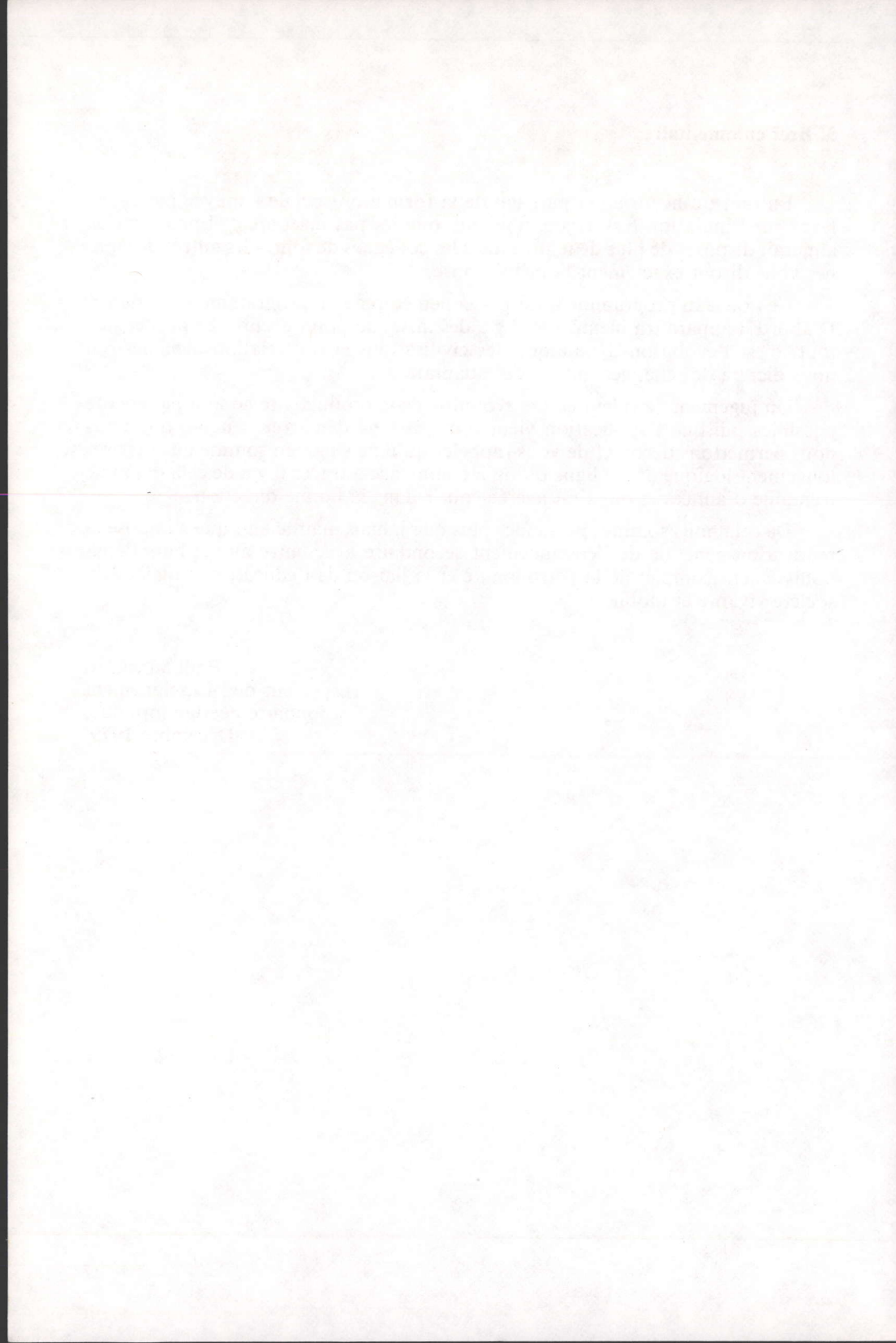
En tant qu'historien et partisan de la formation sociale appuyée par excellence sur l'initiation historique, nous ne sommes pas mécontent. Encore qu'on aimerait disposer de plus de temps, mais les collègues de toutes les autres disciplines vous diront exactement la même chose.

Ce nouveau programme n'est pas conçu comme un programme *ne varietur*. D'abord il apparaîtra bientôt qu'il y a des mises au point à faire. Et puis et surtout, c'est l'évolution dynamique des civilisations et des relations sociales qui nous dictera des changements et des adaptations.

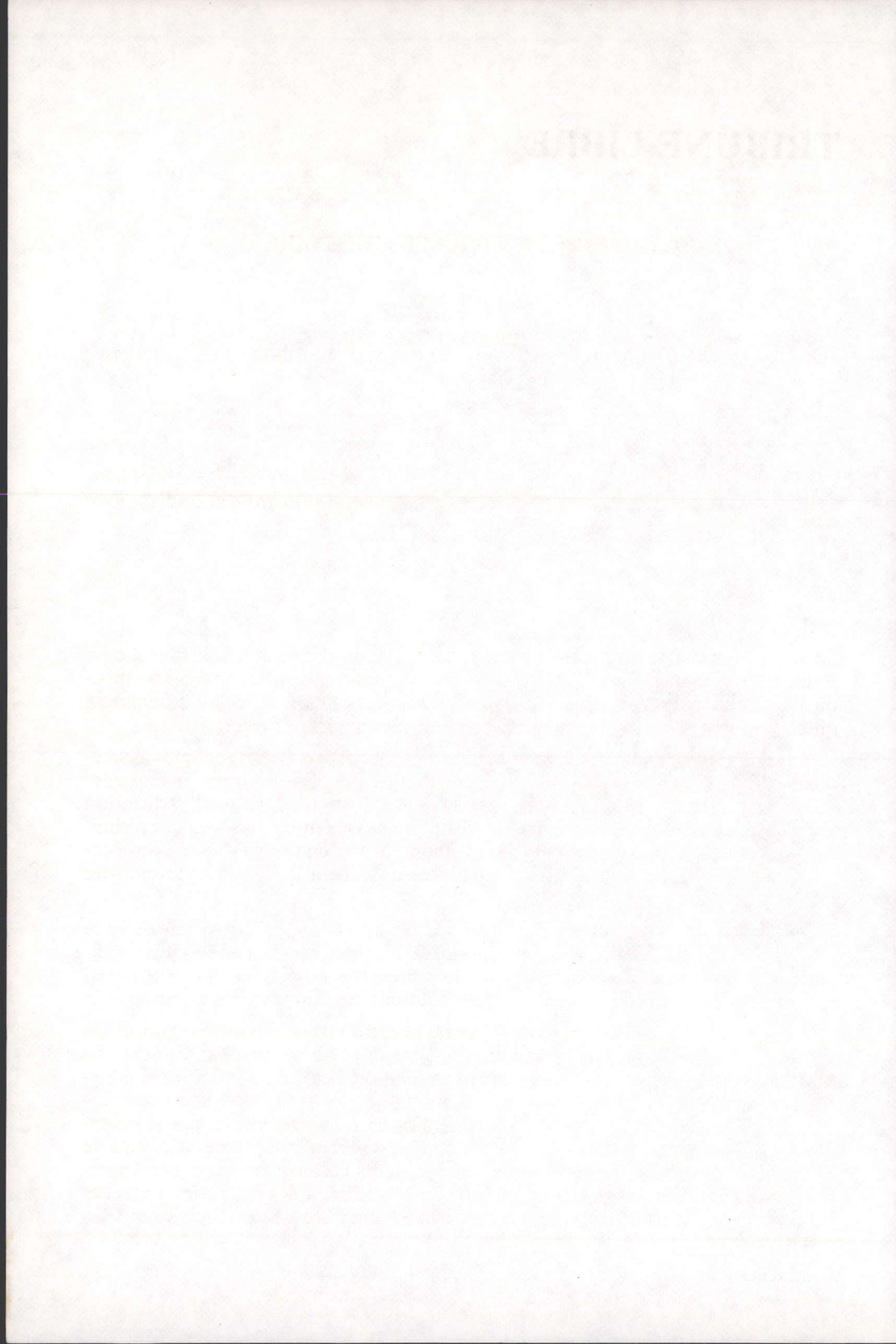
Un jugement de valeur et une évolution de la productivité ne sont pas encore possibles puisque l'application vient tout juste de démarrer. Encore que nous nous permettons d'ores et déjà de vous rappeler qu'il ne s'agit en somme que du prolongement logique d'une ligne qu'on a commencé à tracer il y a de cela déjà une trentaine d'années et qui s'est avérée courir dans la bonne direction.

De cela nous sommes persuadés plus que jamais maintenant que s'impose la rénovation générale de l'enseignement secondaire avec entre autres buts l'épanouissement complet de la personnalité et la liaison de l'éducation scolaire à la société vivante et mobile.

Paul MORREN,
Inspecteur de l'Enseignement
secondaire néerlandophone,
Décembre 1979.



TRIBUNE LIBRE



LA FOIRE DU LIVRE ET L'HISTOIRE

DISCOURS PRONONCÉ PAR MONSIEUR LE MINISTRE MICHEL HANSENNE À L'OCCASION DE L'INAUGURATION DE LA FOIRE DU LIVRE DE BRUXELLES EN MARS 1980

Nous publions ici les extraits les plus significatifs de ce discours mettant en évidence le rôle de l'enseignement de l'histoire et celui du livre comme outil de culture.

[...]

Il est opportun que, rencontrant cette année un thème controversé, elle [la Foire du livre] se soit placée sous le signe du livre, miroir de l'histoire, au moment où l'enseignement de cette discipline, dont Georges Duby rappelait récemment qu'elle est une école de démocratie, connaît une mutation caractéristique.

Il ne m'appartient pas de m'immiscer dans les aspects pédagogiques assurément préoccupants que soulève cette réforme. Je me plais pourtant à souligner qu'elle s'inscrit, par certains côtés, dans un souci que rencontre aussi l'éducation permanente : celui de globaliser notre vision du passé, en recourant à des techniques nouvelles d'approche et de dépouillement, afin d'en dégager les aspects économiques, sociaux et culturels et d'étudier ce qu'étaient le sort et le devenir des différentes couches de la population.

Heureux choix sans doute que celui de l'histoire comme fil d'Ariane de cette nouvelle Foire du livre, quand on considère l'intérêt accru que suscitent dans notre société les ouvrages relevant de ce secteur de nos connaissances. Pareil regain de succès appelle deux remarques : double constat, double question.

Est-il possible de concevoir une démarche culturelle cohérente en ignorant le passé ? Est-il une seule réalité de culture qui ne soit l'aboutissement d'une tradition, qui se perçoive avec justesse hors de sa relation à ce qui l'a précédée et nourrie ? Aucun pan de la connaissance humaine ne peut être abstraitement « exempté » d'un passé. Non pas que cette histoire omniprésente ici puisse revendiquer sans limites un statut de juge intègre et de science suprême, d'oiseau de Minerve ou de muse maîtresse. Mais, surtout, leurs contacts toujours plus intenses avec les sciences, humaines et autres, leur ouverture à des méthodes nouvelles et forgées par d'autres, amplifient considérablement l'écoute des disciples de Clio

et portent plus loin les frontières de ce que j'appellerai, à la manière d'Emmanuel Le Roy-Ladurie dans un important recueil d'études : *Le territoire de l'historien*.

Si les écrits de spécialistes de très haut niveau, tels celui dont je viens de citer le nom, éveillent aujourd'hui une attention soutenue et réussissent à conquérir les faveurs de l'édition à gros tirage, au lieu de demeurer, comme jadis, à l'usage exclusif des professionnels de la discipline, c'est qu'ils répondent à un besoin, donc à une interrogation fondamentale de notre temps. Sans jouer aux Cassandre et aux Nostradamus, mais guidés par un souci plus pragmatique que spéculatif, nos contemporains, en prise directe sur le passé, recherchent le pourquoi d'un présent fait d'angoisses et d'incertitudes et s'efforcent de cerner un avenir, inquiétant peut-être, mais que coûte que coûte il leur faudra vivre. Le livre d'histoire aide à mieux connaître ce qui fait l'identité des communautés auxquelles nous appartenons et les valeurs que nous défendons ; il incite à en assurer la pérennité.

Mais le livre ne peut être simplement objet de discours. En tant qu'outil de culture, il requiert l'attention des pouvoirs publics. Il appartient aux pouvoirs publics d'encourager l'édition dans notre communauté culturelle et de dialoguer efficacement avec l'ensemble des secteurs d'activités concernés par elle : [...] le monde de l'édition belge, [...] la traduction, [...] le rôle des bibliothèques publiques [...].

En cette période d'austérité budgétaire, de tels objectifs ne pourront être atteints qu'à une double condition :

- il faut que notre communauté reconnaisse la place éminente et indispensable de l'écrit dans nos projets de formation et d'éducation et en conséquence la place du livre face aux autres moyens de communication ;
- il faut également faire preuve d'imagination et envisager une rationalisation des structures de prêt des divers moyens de communication de la culture aux citoyens.

[...].

Mars 1980.

INFORMATION SCIENTIFIQUE

FORMERLY OF THE

HISTOIRE QUANTITATIVE ET DÉVELOPPEMENT DE LA BELGIQUE AU XIX^e SIÈCLE

ÉTAT DES RECHERCHES. RÈGLES MÉTHODOLOGIQUES. CHOIX ÉPISTÉMOLOGIQUES

On a vu récemment paraître l'annonce des premiers ouvrages d'une vaste étude collective, qui entraine de la sorte dans sa phase finale, sur *Histoire quantitative et développement de la Belgique, 1830-1913*⁽¹⁾. Dix tomes sont prévus :

- I. *D'une histoire l'autre*
- II. *La révolution industrielle*
- III. *La population belge (1830-1913)*
- IV. *Le produit physique de l'économie belge (1830-1913)*
- V. *Les relations économiques internationales belges (1830-1913)*
- VI. *L'Etat et les finances publiques belges (1830-1913)*
- VII. *Monnaie et crédit en Belgique (1830-1913)*
- VIII. *Les moyens de communications en Belgique (1830-1913)*
- IX. *Trois évaluations synchroniques du « produit national belge » (aux environs de 1845, de 1880, de 1910)*
- X. *Croissance économique et développement de la Belgique au XIX^e siècle*

Certains étaient au courant de nos travaux, d'autres non. Il nous a été demandé de préciser l'objet de ces travaux, l'état d'avancement de l'ensemble de l'œuvre, nos règles méthodologiques. Nous y ajouterons une nouvelle réflexion épistémologique, — suivant de la sorte une démarche qui ne nous est pas habituelle, allant de l'objet concret au cadre de référence, cette façon de faire devant être mieux acceptée par certains.

1. L'objet

Les dix tomes aujourd'hui annoncés forment une première série. Le programme à long terme comprend plusieurs étapes, selon quatre périodes et deux points de vue.

Selon quatre périodes :

- la période 1830-1913 où les conditions d'observation sont les meilleures ;
- la période 1914-1945, l'ère des grandes crises, moment de guerres et de perturbations économiques, — dont monétaires, — graves ;

(1) Editeurs : Académie royale de Belgique, Palais des académies, rue Ducale 1, 1000 Bruxelles (Belgique) et, plus facilement, Centre d'histoire quantitative, place du 20 Août, 32, 4000 Liège (Belgique).

- la période 1945-1980, quand l'Etat commence à renouveler un rôle qui n'avait jamais été négligeable, s'insère dans le cadre de communautés plurinationales, tandis que naissent des institutions à objectifs mondiaux (trilatéralisme) ;
- la période antérieure à 1830 où il faudra dépenser des trésors d'ingéniosité pour reconstituer la mosaïque de nos provinces et de nos départements.

Selon deux points de vue :

- le point de vue macrocosmique, visant à reconstruire les séries globales, la comptabilité nationale⁽²⁾ et les comptabilités régionales ;
- le point de vue microcosmique, centré sur les archives privées et notariales, l'histoire des entreprises, assurant des forages en profondeur, donnant un accès privilégié aux mentalités.

Les dix tomes prévus pour la première série constituent la première étape de ce programme. Ils forment un tout cohérent : la mise en place d'un système de référence, l'exposé du point de départ choisi (la révolution industrielle), l'étude approfondie de la période 1830-1913 en sept tomes, enfin une conclusion collective.

Pourquoi le choix de la période 1830-1913 ? Parce que la Belgique de 1830 à 1913 représente une « unité expérimentale » relativement simple pour sept raisons : 1. Il y a réellement sinon une unité, du moins un « unitarisme » dont l'œuvre de Henri Pirenne est un témoin. 2. La Belgique ne connaît pas de guerre, — à part l'épisode de 1831 et la peur qu'elle a eue en 1870. 3. Elle ne connaît pas non plus de révolution, — bien que 1848 ait suscité des soucis aux gouvernants ; cela ne veut pas dire qu'il n'y ait pas eu de mouvements sociaux ; mais ceux-ci s'inscrivent dans la dynamique du système dont les grèves sanglantes marquent les moments de haute tension. 4. Le régime censitaire, à quelques modifications près, représente un invariant politique au niveau du groupe dirigeant et de son renouvellement même. 5. Le franc de 1913, est comme celui de 1830⁽³⁾, celui de germinal : il n'y a donc aucune manipulation monétaire ; les mouvements de prix sont purs de tout changement de définition du franc. 6. Les statistiques belges sont probablement les meilleures du monde ; elles sont élaborées par la *Commission centrale de statistique* puis par l'*Institut national de statistique* ; des hommes éminents les dirigent : Quételet, Heuschling, etc. 7. Enfin nous disposons d'un recul historique qui est quasi *optimum* : il s'agit bien d'un autre monde et pourtant nous pouvons encore en rencontrer des derniers témoins⁽⁴⁾.

Notre propos n'est ni de faire l'histoire de la Belgique, — bien que celle-ci nous soit dorénavant mieux connue, — ni de développer des « exercices » d'histoire quantitative, — bien que la quantification rigoureuse nous soit indispensable, — ni de contribuer à l'unification aujourd'hui en vue de l'histoire et de la théorie économique, — bien que toute théorie de science humaine nous soit fort utile. Notre objectif est de tenter la reconstitution de fonctionnements successifs d'abord, du développement global ensuite, d'un certain système social. Ce qui

(2) La reconstruction de la comptabilité nationale sera poursuivie jusqu'en 1953, date de début des *Comptes nationaux* établis par l'*Institut national de statistique*.

(3) Légalisé en 1831.

(4) C'est ainsi que la méthode par *interview*, sans occuper une place importante, n'est pas ignorée.

est en cause, — d'où le caractère fascinant de l'entreprise, — c'est de savoir si, à partir de l'« unité expérimentale » relativement simple que constitue le système belge de 1830 à 1913, il est possible d'élaborer scientifiquement un modèle irréversible qui rende compte de la « trajectoire » d'un système social déterminé pendant une période temps suffisamment longue pour que les particularités individuelles, même à effets cumulatifs, puissent être considérées comme convergentes, — convergentes non plus en raison d'une situation d'équilibre, mais par rapport à un devenir appréhendé comme une suite de structures et de « passages »⁽⁵⁾.

2. Les rétroactes

Comme tout jeune historien, nous n'étions pas entièrement satisfaits du travail de nos aînés, ni même du nôtre, lorsque nous publiâmes, en 1948, notre thèse de doctorat⁽⁶⁾. Nous connaissions bien le mouvement des *Annales*. Au-delà de l'observation statistique préconisée, au-delà des œuvres maîtresses de Lacombe⁽⁷⁾, Berr⁽⁸⁾, Simiand⁽⁹⁾, Labrousse⁽¹⁰⁾, nous étions un peu fasciné par les mathématiques et nous pensions qu'elles pouvaient constituer la clé d'une démarche plus rigoureuse.

Les mathématiques auxquelles nous pensions n'étaient pas la mesure, — nécessaire, cela va de soi, — des phénomènes, ni le remplacement, — évident, — des adverbess par des ordres de grandeurs⁽¹¹⁾, pas davantage la constitution, — difficile, indispensable, mais insuffisante à elle seule, — de séries chiffrées continues⁽¹²⁾. Les mathématiques auxquelles nous pensions n'étaient pas cela, ou plutôt n'étaient pas que cela. C'étaient les mathématiques qui avaient transformé la physique, légitimaient sa présentation quantique et indéterministe, après avoir autorisé la relativisation de l'univers de nos perceptions, en un mot des mathématiques qui nous permettraient de dire clairement ce que nous voulions dire. Claiement : obligeant à énoncer les hypothèses propres à notre démarche comme à toute démarche scientifique, procurant une formulation générale et généralisable des conclusions (de cette fameuse « heure de synthèse pour un an d'analyse »), enfin nous débarrassant du problème mal posé de l'individuel (du « singulier » pour certains !) et du collectif, au-delà du problème non scientifique de la liberté et du déterminisme.

(5) Cette convergence met naturellement en cause les analyses par futuribles, *counterfactuals*, tant au niveau des processus qu'à celui des résultats.

(6) P. LEBRUN, *L'industrie de la laine à Verviers pendant le XVIII^e et le début du XIX^e siècle. Contribution à l'étude des origines de la révolution industrielle*, Liège, 1948.

(7) P. LACOMBE, *De l'histoire considérée comme science*, 2^e éd., Paris, 1930 (1^{re} éd. : 1894).

(8) H. BERR, *La synthèse en histoire. Son rapport avec la synthèse générale*, 2^e éd., Paris, 1953 (1^{re} éd. : 1911).

(9) F. SIMIAND, *Le salaire, l'évolution sociale et la monnaie. Essai de théorie expérimentale du salaire*, 3 vol., Paris, 1932.

(10) C.-E. LABROUSSE, *Esquisse du mouvement des prix et des revenus en France au XVIII^e siècle*, 2 vol., Paris, 1932.

(11) Voir P. LEBRUN e.a., *Essai sur la révolution industrielle en Belgique*, pp. 600-602.

(12) Bref l'importance du chiffre, de la quantification et de l'élaboration de séries longues pour analyser des mouvements dits longs, séculaires (que les économistes étudiaient le plus souvent sur des séries courtes).

Ce qu'il faut préciser, c'est que nous ne fûmes jamais tenté par l'attitude scientifique, à modèle physique ou même biologique, que notre horizon était celui d'une science humaine unitaire, d'une science humaine unifiée à partir de l'histoire dont s'étaient détachées les jeunes sciences sociales qui, depuis trois quarts de siècle, se posaient comme un défi. Nous savions, et les *Annales* le disaient depuis longtemps, que l'histoire d'hier avait fait son temps, — et l'avait bien fait. Mais il restait à trouver la nouvelle voie. Les mathématiques furent l'occasion de poser le problème. Nous ne savions pas qu'après être apparues comme le moyen de le résoudre, elles s'avéreraient un jour impuissantes, puis donneraient, — depuis peu, — de nouveaux espoirs. Mais ceci est la fin de l'histoire et nous y reviendrons en temps opportun.

Nous étions dans l'obligation de tout apprendre. Il nous fallait entreprendre un cheminement long et difficile. Ce furent d'abord des études complémentaires de science économique à une époque (1950-1953) où la Belgique ne comptait pas un seul économètre professionnel, — à l'exception de feu Chait, homme d'affaires cultivé et personnalité curieuse. Ce fut ensuite un séjour de plus d'un an à Paris pour suivre les cours d'économie pure (et d'équilibre général), merveille de clarté et de rigueur, que M. Allais donnait aux futurs ingénieurs et les enseignements et séminaires d'économétrie de cet homme extraordinaire qu'était René Roy. Ce fut, enfin, rentré à Liège, l'aide continue et chaleureuse, dont nous ne pourrions jamais assez dire l'importance scientifique et humaine, de notre ami de toujours H. Breny, professeur de calcul des probabilités et d'analyse statistique à la Faculté des sciences de Liège. Un premier circuit était bouclé.

Pendant cette période, J. Tinbergen publia le premier ouvrage d'économétrie rétrospective : *Business cycles in the United Kingdom, 1870-1914*, (1951). En en terminant le compte rendu, nous prenions catégoriquement parti ⁽¹³⁾. L'économétrie est de l'histoire. Elle peut même être une excellente histoire. Cette thèse, affirmée dès 1953, nous allions la reprendre périodiquement, forgeant de façon classique le terme d'*historiométrie*. Sans le savoir, nous avançons ainsi dans le même sens que de jeunes chercheurs américains, venus, eux, de l'économie à l'histoire, et qui allaient se rassembler dans les années '60 sous l'étiquette *cliometrics* ou *new economic history* ou *new history*.

Dès avant 1940, S. Kuznets avait inauguré une série d'études quantitatives qu'il ne devait pas cesser de poursuivre. En conformité avec cette approche, la France, sous l'impulsion de F. Perroux et de J. Marczewsky, entreprenait de vastes recherches de comptabilité nationale rétrospective, qui prirent le nom d'*histoire quantitative* dès 1961, — elles étaient en cours depuis 1951. Ph. Deane et W.A. Cole publiaient leurs résultats pour l'Angleterre en 1962 et W.J. Hoffmann pour l'Allemagne en 1965 ⁽¹⁴⁾. A chaque fois, il s'agissait d'entreprises limitées ⁽¹⁵⁾, — nous verrons la différence avec la nôtre.

(13) *Revue belge de philosophie et d'histoire*, pp. 183-186, Bruxelles 1953.

(14) Toute une bibliographie pourrait être citée à cet endroit. Nous nous limiterons aux mentions des pays, des auteurs et des dates de parution des ouvrages principaux : Allemagne (J. JOSTOCK, 1955 ; W.J. HOFFMANN, 1959, 1969), Angleterre (A.R. PREST, 1948 ; Ph. DEANE et W.A. COLE, 1962 ; Ch. FREINSTEIN, 1972), Brésil (N.H. LEFF, 1972), Canada (O.J. FIRESTONE, 1958, 1960), Danemark (K. BJERKE, 1955), Etats-Unis (S. KUZNETS, 1946, 1952 ; R. GOLDSMITH, 1952 ; R.E. GALLMAN, 1966), France (F. PERROUX, 1955 ; J. MARCZEWSKI, 1965 ; J.C. TOUTAIN, T.J. MARKOVITCH et

3. Les aides

Après avoir été accueillies par des doutes nombreux en 1956, nos recherches furent amorcées dès 1961 et pleinement engagées en 1966. Quand on entreprend un peu tôt un type de travail que, demain, tout le monde pratiquera, on rencontre bien plus d'obstacles que d'encouragements, bien plus d'adversaires que de partisans. Nous pourrions faire le procès facile de ceux qui nous firent un procès injuste. Nous pensons plus positif de rappeler les aides qui nous ont été accordées et d'exprimer notre reconnaissance à ceux qui nous ont soutenu.

Nous devons une gratitude immense à notre maître, le professeur Paul Har- sin, président honoraire de l'Association mondiale des historiens, qui, formé à l'école du génial François Simiand, ayant pressenti, avant la plupart, l'intérêt des voies nouvelles, nous encouragea et nous aida à nous y engager dès 1948, — nous laissant la plus totale liberté de conception. C'est à deux éminents savants, un juriste et un assyriologue, qui s'étaient informés à l'étranger, que nous devons d'avoir pu disposer des quelques moyens de travail au sein de notre Université ! Le professeur L.H. Dupriez de Louvain, le créateur de la première école économique belge, nous honora de son estime en nous invitant à occuper, en 1969-1970, la chaire Francqui à l'Université de Louvain pour exposer nos idées dans leur première formulation. C'est à cette occasion que nous rencontrâmes notre collègue H. van der Wee, professeur à l'Université néerlandophone de Leuven ; suite à nos discussions, celui-ci décida de créer un *Workshop of quantitative history* avec lequel notre *Centre de recherches sur « Histoire quantitative et développement »* ne cessa d'entretenir d'amicales relations, institutionnalisées dans un groupe de contact, créé sous l'égide du *Fonds national de la recherche scientifique* en 1973-1974.

En 1968, le *Fonds de la recherche fondamentale collective* nous accorda un premier contrat de recherches, ce qui nous permit de constituer une équipe suffisamment nombreuse pour tenter d'engager de front l'ensemble quasi complet de nos études sectorielles, — nous y reviendrons. Ce contrat fut renouvelé quatre fois : en 1972, 1974, 1976, 1978. Nous devenions de la sorte l'équipe la plus ancienne en activité. Il fallait que les responsables du *F.R.F.C.* admissent que les travaux préparatoires d'érudition étaient aussi longs qu'indispensables et pour cela nous fissent confiance. Parallèlement le *Fonds national de la recherche scientifique* nous confia un poste de chercheur pour quatre années.

Récemment le problème de la publication d'une œuvre représentant entre vingt et trente volumes se posa. Le *Département de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique* vint à notre secours en 1976, nous avançant les

L. FONTVIELLE, 1963 à 1976), Hongrie (A. ECKSTEIN, 1955), Inde (K.J. SAINI, 1969 ; M. MUKHERJEE, 1969), Italie (F.A. REPACI, 1969), Japon (K. OKKAWA, S. TSURU, L. KLEIN, 1953, 1957, 1968), Nouvelle-Zélande (G.R. HAWKE, 1975), Pologne (A. WYCZANSKI, 1971), Suède (O. JOHANSSON, 1967). On consultera également P. STUDENSKI, *The income of nations. Theory, measurement and analysis : past and present*, New York, 1958 ; J. MARCZEWSKI, *Introduction à l'histoire quantitative*, pp. 11, 40-42, Genève, 1965 ; *Comptabilité nationale*, pp. 60-64, 546-561, Paris, 1965. La plupart de ces études se limitent au dernier siècle et leur date de début se situe entre 1860 et 1900.

- (15) Le Japon a entamé la publication d'une série de 14 volumes, — en japonais, — la comparaison sera difficile pour nous.

premiers fonds, tandis qu'à sa demande, l'*Académie royale des lettres et des sciences* nous accorda son patronnage. Notre œuvre pouvait dorénavant se présenter comme reconnue par une institution prestigieuse, en même temps que s'enrichir d'apports extérieurs⁽¹⁶⁾.

A lire cet énoncé des sympathies dont nous avons bénéficié⁽¹⁷⁾, on comprend qu'il nous est impossible à la fois de ne pas les rappeler pour dire notre gratitude et de ne pas les dater pour montrer que la confiance ne s'obtient que lentement et progressivement. Mais, on s'en doute, les aides et les confiances ne suffisent pas. Elles se méritent bien plutôt.

4. L'état actuel des recherches

Au départ une question se posait qui fut l'objet d'une assez longue hésitation : fallait-il engager presque en même temps toutes les études qui se mèneraient parallèlement ou devons-nous concentrer nos forces sur un ou deux secteurs, les terminer, puis aborder les secteurs suivants et ainsi de suite ? La seconde méthode avait pour elle les avantages de ne mobiliser que peu de personnes et d'obtenir des résultats partiels (et provisoires), — et les crédits qui en dépendent, — plus rapidement. Par contre, elle présentait l'inconvénient de limiter les échanges d'idées, les comparaisons et de ne pouvoir atteindre des résultats d'ensemble qu'au bout d'un nombre impressionnant d'années. Naturellement le choix à faire dépendait d'abord du nombre de jeunes qui acceptaient de s'engager dans ce genre de travail et d'en acquérir la formation préalable, ensuite du montant des crédits et des postes que nous pourrions obtenir. Nous estimâmes ce nombre et ce montant suffisants et nous nous engageâmes dans la première voie. Théoriquement, elle était la plus rationnelle : l'ensemble pouvait être conçu comme tel et l'idée maîtresse s'énoncer et être discutée tôt. Pratiquement, cette première voie s'avéra représenter une charge fort lourde. Finalement, elle apparaît aujourd'hui comme avoir été le bon choix⁽¹⁸⁾. D'autant meilleur qu'il engendra une solidarité qu'il faut avoir vécue pour en comprendre l'immense importance et toute la richesse humaine.

Le tome I ne paraîtra naturellement qu'en même temps que le volume des conclusions du tome X. Il systématisera le cadre de référence et les règles opératoires qui, espérons-le, nous auront permis d'atteindre notre objectif final. Il montrera à la fois combien l'histoire a dû se modifier au niveau de sa pratique et combien elle est restée l'histoire au niveau de sa visée totalisante. Empruntée à L.F. Céline⁽¹⁹⁾, la suppression de la préposition, — *D'une histoire l'autre*, —

(16) C'est ainsi que le vol. 2 du t. II, volume consacré aux *Débuts de la machine à vapeur dans l'industrie belge (1800-1850)*, est une thèse de doctorat de l'Université libre de Bruxelles, dont l'auteur est Madame A. Van Neck.

(17) En millions de francs, cela représente une somme importante. En densité humaine, une richesse bien supérieure.

(18) Elle permet par ailleurs la division de chaque tome en autant de volumes qu'il s'avère nécessaire (volumes qui suivent une numérotation en chiffres arabes au sein de chaque tome). Ces volumes paraissent dès qu'ils sont achevés. Ainsi les résultats atteints sont portés à la connaissance du monde scientifique au fur et à mesure de leur arrivée à maturité, suivant le rythme propre à chaque recherche et en fonction des imprévisibles de celle-ci.

(19) *D'un château l'autre*.

est censée rendre cette « proximité » dans un cheminement. Des élaborations successives ont été publiées car, à chaque progrès empirique, le cadre conceptuel s'enrichit et se simplifie à la fois⁽²⁰⁾.

Le tome II établit l'« état initial » du système étudié. Consacré à la *Révolution industrielle*, il envisage celle-ci comme une structure génétique, c'est-à-dire comme une structure de changement de structure. Les hypothèses fondamentales sont : l'apparition d'une forte densité de curiosité technique, sa convergence avec le calcul économique, calcul dont les débuts remontent au XI^e siècle, un nombre suffisant d'entrepreneurs potentiels créant une « masse critique », le déclenchement d'une réaction en chaîne sur le modèle des économies régionales polarisées, une « molécularisation » des phénomènes par suite du montant modique de plusieurs grandeurs, enfin une succession de phases d'importances fort inégales et dont la dernière seulement voit les débuts du règne de la haute finance bruxelloise. Ce tome II compte déjà trois volumes, dont le troisième est sous presse⁽²¹⁾. Il comprendra les études sur la fin du régime antérieur (problème d'une éventuelle protoindustrialisation). Le volume 3 en est la première.

Le tome III analyse *La population belge (1830-1913)*, — son état physique et mental. Sa documentation reprend les statistiques des régimes français (1795-1815), hollandais (1815-1830) et belge afin de reconstituer un état de la population avant l'indépendance, qui servira de base de comparaison pour l'analyse des fluctuations ultérieures. Indépendamment du rassemblement des données démographiques habituelles, cette étude envisage la loi de population propre au système, les conditions de vie, les relations famille-santé-travail et l'offre de main-d'œuvre, les migrations internes et l'urbanisation. Elle conclut que la « transition démographique » occupe tout le XIX^e siècle en Belgique⁽²²⁾. Enfin, c'est dans ce tome que l'histoire des mentalités, — si importante, — trouvera une première place⁽²³⁾.

(20) On pourra consulter l'*Introduction* et les *Conclusions générales* de P. LEBRUN, M. BRUWIER, J. DHONDT (+), G. HANSOTTE, *Essai sur la révolution industrielle en Belgique, 1770-1847*, t. II, vol. 1, des *Etudes sur histoire quantitative et développement de la Belgique*, Bruxelles, 1979 ; ainsi que P. LEBRUN, *Structure et quantification. Réflexion sur la science historique* (1960), dans *Revue de l'Institut de sociologie de l'U.L.B.*, pp. 765-787, 1963 ; *Développement et histoire quantitative. Vers une historiométrie ?*, *ibid.*, pp. 569-605, 1967 ; *L'histoire économique : une science avec ou sans méthode expérimentale*, dans *Histoire économique de la Belgique. Traitement des sources et état des questions*, dans *Archives et bibliothèques de Belgique*, numéro spécial 10, pp. 139-145, Bruxelles, 1973 ; *Histoire quantitative et développement de la Belgique au XIX^e siècle*, dans *Wirtschaftskräfte und Wirtschaftswege*, Festschrift für Hermann Kellenbenz, t. 3 : *Auf dem Weg zur Industrialisierung*, pp. 347-370, Nürnberg, 1978 ; *Réflexions méthodologiques à propos des recherches sur « Histoire quantitative et développement de la Belgique au XIX^e siècle »*, dans *Bulletin de l'Association française des historiens économistes*, n° 12, pp. 47-59, Paris 1979 ; enfin le présent article qui, à certains égards, est probablement le plus clair et le plus explicite.

(21) P. LEBRUN, M. BRUWIER, J. DHONDT (+), G. HANSOTTE, *Essai sur la révolution industrielle en Belgique, 1770-1847*, vol. 1, Bruxelles, Palais des académies, 1979 ; A. VAN NECK, *Les débuts de la machine à vapeur dans l'industrie belge, 1800-1850*, *ibid.*, vol. 2, 1980 ; G. HANSOTTE, *La métallurgie et le commerce international du fer dans les Pays-Bas autrichiens et la Principauté de Liège pendant la seconde moitié du XVIII^e siècle*, *ibid.*, vol. 3, 1980.

(22) Ecrit par D. Delvaux, il existe un premier manuscrit qui doit être complété.

(23) *Supra*, p. 36.

Le tome IV reconstitue *Le produit physique* (agriculture et industrie) de l'économie belge. Il forme l'élément central en termes réels. L'heuristicque et la critique sont terminées et nous disposons déjà des indices annuels, partiels et globaux, de la production agricole et de la production industrielle⁽²⁴⁾. A partir des innombrables chiffres recueillis, on a constitué une banque de données, dès à présent utilisable. On insiste sur les compléments indispensables que représente l'information technologique.

Le tome V est consacré aux *Relations économiques internationales*, notamment au *Commerce extérieur*. En deux volumes, le responsable est parvenu à agréger les données des 83 volumes annuels du commerce extérieur belge de 1830 à 1913 (exportation, importation, transit). Il a poursuivi l'étude d'abord jusqu'en 1939, puis jusqu'en 1970, pour constater l'homogénéité des grandes rubriques, signe d'une tradition administrative. Petit pays, la Belgique est directement branchée sur l'économie internationale et elle ressent les fluctuations de celle-ci principalement *via* un commerce extérieur très important⁽²⁵⁾.

Le tome VI étudie l'ensemble du secteur public et confronte les données chiffrées concernant *Les finances publiques* aux politiques suivies par les diverses instances des pouvoirs publics. Naturellement, c'est le pouvoir central qui a d'abord retenu l'attention. Les recettes et dépenses annuelles ont été ventilées selon les règles de la comptabilité nationale et des budgets économiques vrais reconstitués pour chaque année de 1831 à 1913. Ces budgets comportent 8 grands groupes, 49 catégories et 67 sous-groupes d'opérations⁽²⁶⁾.

- (24) Les 14 fardes (200.000 chiffres) qui présentent les résultats de l'étude sont disponibles et ont constitué une brillante thèse de doctorat. Trois volumes doivent paraître en 1981-1982. Le responsable et auteur, J. GADISSEUR, a déjà publié : *La production industrielle au XIX^e siècle en Belgique*, dans *L'industrialisation en Europe au XIX^e siècle*, Colloque C.N.R.S. (Lyon, 1970), pp. 146-155, Paris, 1972 ; *La production industrielle en Belgique. Construction d'un indice*, dans *Histoire économique de la Belgique. Traitement des sources et état des questions*, dans *Archives et bibliothèques de Belgique*, numéro spécial 10, pp. 79-96, Bruxelles, 1973 ; *Contribution à l'étude de la production agricole en Belgique de 1846 à 1913*, dans *Revue belge d'histoire contemporaine*, pp. 1-48, 1973 ; *Les lents progrès de l'agriculture*, dans *Wallonie. Le pays et les hommes. Histoire, économie et sociétés*, t. 2, pp. 117-138, Bruxelles, 1976. J. Gadisseur est lauréat de l'Académie royale des lettres et des sciences de Belgique.
- (25) Indépendamment d'une thèse de doctorat, *Le commerce extérieur de la Belgique, 1830-1913*, dont le premier volume est sous presse, Bruxelles, Palais des académies, 1981 (t. VI : *Les relations économiques internationales belges, 1830-1913*, vol. 1a et 1b : *Le commerce extérieur belge, 1830-1913. Présentation critique des données statistiques*, D. DEGRÈVE a publié : *Le commerce extérieur révélateur de l'économie nationale*, dans C.N.R.S. (Lyon, 1970), pp. 155-169, Paris, 1972 ; *De la correspondance d'une théorie à l'interprétation des données : la théorie pure du commerce extérieur et les statistiques belges*, dans *Revue de l'Institut de sociologie de l'U.L.B.*, pp. 259-303, 1972 (réimpression dans *La quantification en histoire*, dans *Travaux du Centre national de recherche de logique [belge]*, pp. 121-165, Bruxelles, 1973). D. Degrève est lauréat de l'Académie royale des lettres et sciences de Belgique.
- (26) Le premier volume est paru sous le titre : *L'Etat et les finances publiques belges, 1830-1913*, vol. 1a et 1b : *Le pouvoir central belge et les comptes économiques belges, 1830-1913*, Bruxelles, Palais des académies, 1980 (La subdivision en lettres : 1a et 1b indique seulement que le nombre de pages est trop grand pour une même reliure. La pagination est du reste continue). J. PIRARD a déjà publié : *Le rôle de l'Etat dans l'industrialisation*, dans *L'industrialisation en Europe au XIX^e siècle*, Colloque C.N.R.S. (Lyon, 1970), pp. 169-173, Paris, 1972 ; *Le compte économique du pouvoir central de 1830 à 1913*, dans *Finances publiques d'ancien régime, finances publiques contemporaines en Belgique de 1740 à 1860*, pp. 481-511, Bruxelles, Crédit communal de Belgique, 1975 ; *La dette publique belge de 1830 à 1913*, dans *Actes du Colloque*

Le tome VII tente de découvrir les rôles liés de *La monnaie et du crédit* dans le régime capitaliste classique belge. Masse de monnaie, — une hypothèse hardie, mais très intéressante, a été présentée pour évaluer le stock de monnaie métallique, — taux d'intérêt, volumes et soldes des opérations, différents niveaux et taux, répertoire des actionnaires et des dirigeants, tels sont les grands fichiers actuellement en élaboration. L'analyse de la période 1873-1913 est pratiquement achevée(27).

Le tome VIII analyse en principe l'ensemble des *Moyens de communication*. La priorité a été donnée à l'étude des *Chemins de fer*, objet au fond très mal connu malgré l'intérêt, assez récent, d'un certain public. Les chemins de fer sont un élément essentiel de la révolution industrielle d'abord, du fonctionnement du système belge au XIX^e siècle ensuite(28).

Le tome IX tente trois *Evaluations synchroniques du produit national belge* : « aux environs » de 1845, 1880 et 1910. Ce travail peut tenir compte des anciennes estimations de feu le professeur F. Baudhuin de l'Université de Louvain. Il doit se conformer davantage aux normes de calcul actuellement admises. La première évaluation, — celle des années 1846, — est terminée : elle se situe entre 1.400.000.000 et 1.500.000.000, plus probablement vers 1.400.000.000 francs pour une population de 4.337.000 habitants(29), avec une distribution fort inégale des revenus(30). Ce tome IX doit servir de contrôle aux autres tomes. Si celui-ci s'avère favorable, on pourra proposer une suite de produits nationaux annuels à partir d'indicateurs partiels correctement détectés aux trois dates retenues (1845, 1880, 1910), en tenant compte d'éventuels changements de structure et, plus difficilement, de « glissements » de contenu des indicateurs. Enfin le tome IX doit tenter la construction de plusieurs tableaux d'« entrées-sorties », — complément normal, mais très difficile à établir.

d'histoire : La dette publique aux XVIII^e et XIX^e siècles. Son développement sur le plan local, régional et national, Crédit communal de Belgique, septembre 1978 ; *La dette du pouvoir central au XIX^e siècle*, dans *Revue de la banque*, cahier 8/9, pp. 206-217, 1980 ; *Capitaux privés et capitaux publics dans l'industrialisation de la Belgique au XIX^e siècle*, dans *Colloque international du Centre d'études européennes de Waterloo*, 29/30 novembre et 1^{er} décembre 1979 ; *Rôle des capitaux publics dans le financement de l'industrie en Europe occidentale aux XIX^e et XX^e siècles*. J. Pirard est lauréat de l'Académie royale des lettres et des sciences de Belgique.

- (27) Deux articles ont déjà paru : Ph. de BRACONIER, *La monnaie et le crédit en Belgique de 1839 à 1914. Etat de la recherche*, dans *Croissance et révolution industrielle en Belgique*, pp. 424-463, Bruxelles, F.N.R.S., Groupe de contact, 1976-1977 ; *La monnaie métallique en Belgique. Essai d'estimation du stock de 1878 à 1913*, dans *Revue de la banque*, cahier 8/9, pp. 163-189, numéro spécial du cent-cinquantième anniversaire de l'indépendance de la Belgique, 1980. Auxquels il faut ajouter P. LEBRUN, *La haute banque et la révolution industrielle en Belgique, 1822-1847*, dans *Revue de la banque*, 1980, numéro spécial du cent-cinquantième anniversaire de l'indépendance de la Belgique.
- (28) Les deux volumes consacrés aux chemins de fer paraîtront en 1981-1982. Le volume contenant les données statistiques et leur critique est terminé. M. LAFFUT a déjà publié : *Pour une étude descriptive des chemins de fer belges. Exemple d'application*, dans *Croissance économique et révolution industrielle en Belgique*, pp. 152-196, Bruxelles, F.N.R.S., 1974 ; *Huy et la construction du chemin de fer Hesbaye-Condroz*, dans *Annales du cercle hutois des sciences et beaux-arts*, t. 29, pp. 119-137, 1975 ; *Les origines des locomotives*, à paraître dans *Cahiers de Clio*.
- (29) Soit plus de 300 francs (330 francs environ) annuels par habitant.
- (30) A. Dubois qui a fait ce travail, aura, espérons-nous, les possibilités de le continuer pour 1880 et 1910. M. Dubois a déjà publié *Produit national et relations interindustrielles au XIX^e siècle. Problématique et première approche du cas belge*, communication présentée au Groupe de contact « Révolution industrielle et croissance économique », Louvain, 1980, à paraître F.N.R.S.

Le tome X contiendra deux catégories de volumes. Une première catégorie reprendra les statistiques non suffisamment importantes pour constituer l'objet d'un tome, mais nécessaires à l'analyse du système global, ainsi que les statistiques complémentaires à un tome (le nombre de policiers, les statistiques de l'enseignement, etc.). La seconde catégorie, — probablement un seul volume, — présentera la conclusion collective d'une œuvre qui l'aura été authentiquement. Les diverses parties de cet article ont dit ou diront quels étaient le cadre de références, l'objectif espéré : répondre au défi que l'histoire lance aux historiens en leur posant, comme problème central, le problème du développement pris dans sa totalité.

5. Les règles critiques

Nous concentrons notre attention sur la critique des chiffres. Cela ne veut pas dire que la critique traditionnelle, forgée principalement pour l'analyse des textes soit ici sans application, ni que la critique du chiffre ne soit pas extensible à cette analyse. Mais il y a intérêt à ne pas mélanger les genres. Chacun fera les dosages qui lui semblent bons. En fait, c'est d'un grand thème, — consacré à « histoire et nombre », — du tome I que nous donnons les premiers éléments.

En rigueur de terme, tout chiffre est inexact et c'est au moyen de ces approximations que l'histoire quantitative va tenter de cerner le réel. Il n'y a rien là de particulier. C'est une simple transposition numérique de la proposition générale selon laquelle la science ne procure qu'une connaissance approchée du réel dans un cadre dont l'illusion de l'objectivité a disparu⁽³¹⁾.

L'histoire quantitative au sens large comporte au moins six chapitres : 1. Les principes spécifiques d'homogénéité et de cohérence. 2. La notion d'ordre de grandeur. 3. La quantification simple. 4. L'histoire quantitative au sens restreint. 5. L'historiométrie. 6. Les rapports entre histoire, science et théorie⁽³²⁾.

Les principes spécifiques de critique en histoire quantitative sont les principes d'homogénéité et de cohérence. Ils s'impliquent l'un l'autre au point qu'il nous arrive souvent d'invoquer le principe d'homogénéité et de cohérence (ou

(31) Il nous est heureux de proposer la relecture des lignes suivantes de ce génie que fut Marc Bloch, *Apologie pour l'histoire ou métier d'historien*, pp. 53, 60, 65, 93-94, Paris, 1949 : « Des conclusions qui se fondent sur un délicat dosage de motifs supposent, de l'infiniment probable au tout juste vraisemblable, une longue dégradation ». « Pour que le doute devienne instrument de connaissance, il faut que, dans chaque cas particulier, puisse être pesé avec quelque exactitude le degré de vraisemblance de la combinaison. Ici, la recherche historique, comme tant d'autres disciplines de l'esprit, croise sa route avec la grande voie royale de la théorie des probabilités ». « En bornant sa part d'assurance à doser le probable et l'improbable, la critique historique ne se distingue de la plupart des autres sciences du réel que par un échelonnement des degrés sans doute plus nuancé ». « Chaque type de phénomène a son épaisseur de mesure particulière et, pour ainsi dire, sa décimale spécifique ».

(32) Il ne faudrait pas croire que la prise en considération du chiffre date de l'histoire quantitative. Il y a d'abord l'histoire qui utilise le chiffre dans le cadre du récit traditionnel. Il y a ensuite l'histoire sérielle qui se préoccupe de reconstituer des séries homogènes, les plus longues possibles. Nous verrons combien son souci d'homogénéité a influencé l'histoire quantitative. Il y a donc continuité et progrès.

vice versa). La critique de l'homogénéité a pour but d'assurer la comparabilité des chiffres. Elle comprend la délicate opération d'établissement des classifications et des nomenclatures. Elle part d'une classification statistique plus ou moins récente, puis elle s'efforce de remonter le plus loin possible dans le temps (séries longues) en maintenant le principe de cette classification tantôt en exécutant les agrégations nécessaires, tantôt en se permettant de pousser la désagrégation plus loin⁽³³⁾. La critique de cohérence étudie la compatibilité des chiffres soit successifs au sein d'une même série, soit contemporains, mais relatifs à des objets différents. C'est sur la base de cette critique que nous pourrions ci-dessous proposer une méthode d'évaluation de données pour lesquelles nous n'avons aucun renseignement. Le principe d'homogénéité et de cohérence complète la critique historique traditionnelle, une fois que l'on aborde une documentation constituée d'une grande quantité de chiffres. Ce principe estime que, sauf rares exceptions, il règne entre les observations chiffrées une sorte de « complicité ». On l'a dit, le chiffre est en principe inexact, mais il est rarement aberrant. En conséquence, une contradiction nette entre deux estimations indépendantes pose le problème non plus de la valeur de la mesure, — ou de « la bonne mesure », — mais du phénomène réellement mesuré. Une telle conception met souvent sur la voie d'une compréhension plus profonde des réalités dont on possède les mesures⁽³⁴⁾.

La notion d'ordre de grandeur n'est pas aussi précise que celle d'intervalle de confiance à des niveaux d'incertitudes donnés⁽³⁵⁾. Elle permet toutefois de dépasser le caractère aventureux des adverbess et surtout de fixer, selon l'hypothèse examinée, tantôt une valeur minimale, tantôt une valeur maximale qui permette de raisonner *a fortiori*. Le recours à l'ordre de grandeur est chose courante en sciences dites exactes. Aussi les physiciens ont pris comme point de repère « la puissance de dix qui se rapproche le plus du nombre » en cause. En ce qui nous concerne, nous optons plus naturellement pour la suite des décimales (ou encore des logarithmes).

La quantification simple vise à réunir les indications chiffrées qui se trouvent soit dans des textes littéraires, soit, bien davantage, dans des publications statistiques, et à leur appliquer les normes de la critique traditionnelle. Si l'« auteur » est souvent, dans notre cas, une administration, la chose n'apparaît guère nouvelle et renvoie assez curieusement aux chancelleries du moyen âge. Les règles d'examen cependant sont difficilement transposables. Il nous faut étudier

(33) Moyennant certains risques d'erreurs qui doivent être explicites. C'est en cet endroit que l'on peut situer la question du choix du niveau d'agrégation ; tout travail empirique est confronté à la double exigence d'approcher le plus possible le réel (niveau microcosmique) et d'explicitier celui-ci au moyen d'un nombre « modéré » (les ordinateurs relativisant ce mot, mais la lecture courante ne cessant pas pour la cause de poser des contraintes) de relations vérifiables (niveau macrocosmique). Baumol a pu caractériser le dilemme en une phrase : « Un modèle macro-économique entièrement formalistique a des chances d'être ce qu'il y a de pire au monde parce qu'il ne peut offrir ni connaissance empirique, ni mécanisme analytique précis ». On perd sur les deux tableaux. Voir W.J. BAUMOL, *Théorie économique et analyse opérationnelle*, p. 319, Paris, 1963 (éd. angl. 1961).

(34) Ainsi les définitions en extension d'un ensemble, ou définitions statistiques (par énumérations non nécessairement explicites), présentent des dangers. L'exemple du produit national d'un pays est le plus célèbre en économie.

(35) Entraînant ce que les statisticiens appellent l'erreur de première espèce et l'erreur de seconde espèce B, — cette dernière trop souvent négligée.

les administrations qui ont produit les chiffres, l'organisation du relevé de ceux-ci, les choix qui ont présidé à leur publication. Cette publication va du volume mis dans le public au rapport parlementaire. Celui-ci est l'équivalent, dans notre cas, des sources d'archives. Nous ne nions pas l'existence de sources manuscrites, — il suffit de penser aux rapports diplomatiques, aux archives d'entreprises, — mais nous pensons qu'elles sont relativement rares et *non décisives* au niveau global qui est le nôtre : un texte illustre une moyenne, il n'en modifie pas la valeur ; l'étude des comptabilités d'entreprises atteint des mécanismes « plus profonds », elle ne change pas le montant des agrégats nationaux ou régionaux. Par contre, nous souhaitons que nos études d'ensemble soient prolongées par des études monographiques : forages en profondeur, — penser à l'histoire des entreprises⁽³⁶⁾.

L'histoire quantitative au sens strict insère tout chiffre dans des ensembles qui posent à celui-ci des exigences auxquelles il doit satisfaire. Ces ensembles sont chronologiques, comptables et techniques :

- Chronologiques : les chiffres se succèdent et forment des séries. Il y a naturellement des fluctuations, mais il y a des fluctuations aberrantes qui mettent sur la voie de rectifications, d'approfondissements.
- Comptables : les chiffres sont regroupés en égalités comptables qui ne doivent pas être confondues avec des équilibres. Ainsi, selon les définitions keynésiennes comme selon les comptabilités nationales, les montants de l'épargne et de l'investissement observables (donc normalement *ex post*) sont toujours égaux.
- Techniques : les exigences techniques entre facteurs et produits sont réelles. Il ne faut cependant pas oublier qu'une certaine variabilité peut résulter de la substitution des facteurs de production.

Nous avons parlé ailleurs, et après d'autres, des avantages et des inconvénients de la méthode quantitative⁽³⁷⁾. Nous insisterons ici sur un aspect

(36) Il serait faux de déduire de ce qui est dit dans le texte que nous privilégions, en tous les cas, une catégorie de sources. Bien au contraire. Nous venons simplement de mentionner la catégorie de documents adéquate au type d'analyse globale qui est le plus souvent, mais non exclusivement, menée dans nos recherches. Il convient de rappeler certaines précisions :

- entre le microcosmique et le macrocosmique, il y a des niveaux successifs d'agrégation, — la macro-économie est, notons-le, — bien antérieure à Keynes : J.L. COCHRAN, *Macroeconomics before Keynes*, New York, 1970 ;
- si les documents que nous venons de citer dans le texte sont plus adéquats pour notre propos général, il n'en reste pas moins que celui-ci demande à être nuancé. Il y a distinction, non division, entre microcosmique et macrocosmique. Ce sont des angles de vue ;
- ainsi l'analyse d'un développement, d'une structure génétique, doit aussi, — nous le verrons, — observer les points d'émergence de la nouveauté, points qui sont toujours individuels, microcosmiques. Pour ce faire, il lui faut consulter les documents adéquats, de même nature ;
- cependant on ne peut personnaliser cette démarche aux individus comme étant « ceux-là », mais plutôt comme représentatifs d'un niveau d'observations où les individus innover, imitent, contre-imitent, interagissent, propagent, — rappelons Tarde. La notion de masse critique, — conçue, dans notre *Révolution industrielle*, comme un nombre suffisant d'entrepreneurs (innovateurs) potentiels, — se situe à ce niveau.

(37) Voir J. MARCZEWSKI, *Introduction à l'histoire quantitative*, pp. 12-14, 17-18, Genève, 1965 ; P. LEBRUN, *Développement et histoire quantitative. Vers une historiométrie ?* dans *Revue de l'Institut de sociologie* (U.L.B.), pp. 596-599, 1967.

particulier car il conduit à des conséquences qui nous semblent permettre des extensions très intéressantes de la recherche historique. Les exigences comptables et techniques donnent lieu à une série d'égalités, d'équations⁽³⁸⁾. Quand toutes les grandeurs des variables sont connues, toutes les équations doivent être satisfaites à l'approximation près⁽³⁹⁾. Si certaines quantités ne peuvent être chiffrées directement par manque de documentation, il est possible de remédier à ces carences, de remplir les cases vides, avec des chiffres qui ont la même valeur que l'ensemble dont ils sont déduits. Pour cela, il suffit qu'il y ait autant d'équations indépendantes que d'inconnues. On crée ainsi un authentique matériau historique non observable.

Mais il est possible d'aller plus loin. Lorsque les inconnues sont plus nombreuses que les équations indépendantes où elles figurent, le problème se transforme. Il est maintenant de conjecturer les grandeurs de certaines inconnues pour réduire le nombre de celles-ci au nombre d'équations indépendantes, — ce qui permettra d'effectuer l'opération décrite ci-dessus. Pour ce faire, on se trouve devant la gamme complète des inconnues et on peut y choisir, pour opérer les conjectures, les inconnues les moins incertaines, celles sur lesquelles on sait déjà quelque chose, celles pour lesquelles les grandeurs supposées seront les plus vraisemblables. D'autre part, pour ces inconnues les moins incertaines, on peut conjecturer plusieurs valeurs et notamment deux valeurs extrêmes entre lesquelles se trouve presque certainement la vraie valeur. On obtient ainsi des « fourchettes » qui déterminent les « fourchettes » des valeurs les plus incertaines, qui, elles, sont déduites du système complété par les conjectures dont nous venons de parler. On sait très rigoureusement où se localisent les hypothèses, quels en sont les contenus, quelles en sont les marges d'incertitude.

Est-il besoin de souligner à quel point de telles procédures supposent respecté le principe d'homogénéité et de cohérence ?

Il devient banal de dire que ces recherches font appel à l'analyse statistique. Mais il nous paraît que la « probabilisation » de la démarche doit franchir un nouveau seuil pour deux raisons. La première tient au sujet : l'historien dont les connaissances sont limitées et qui doit pouvoir les utiliser pleinement, c'est-à-dire, dans le domaine traité, estimer, — certains diront, mais cela ne nous déplaît pas, inventer, — des chiffres. La seconde tient à l'objet : les hommes étudiés se comportent de façon « indéterministe » bien que conditionnée. La première raison nous conduit à utiliser la théorie des probabilités subjectives (formes de croyances si l'on veut, mais rationnellement traitées). La seconde raison nous permet de comprendre l'indétermination des lieux d'émergence, sur le tissu social, de la nouveauté ; elle nous incite à tenter d'élaborer des relations irréversibles, exprimant le jeu des imaginations créatrices par des densités de probabilité⁽⁴⁰⁾.

(38) Les exigences chronologiques, davantage à des inégalités (plus grand ou plus petit).

(39) Remarquable contrôle.

(40) Les précisions qui suivent ne seront peut-être pas inutiles :

1. L'option déterministe est intenable, puisqu'elle contraint celui qui l'affirme à reconnaître qu'il est déterminé à l'affirmer. Elle est, à proprement parler, invérifiable et inefficace. Le réel est fait d'occurrences plus ou moins probables.
2. Toute connaissance est dialectique, car elle est un lien entre un sujet et un objet qui ne laisse intact ni l'un ni l'autre et, dans ce sens, est partie constitutive de leur devenir propre, qui

En conséquence, l'opinion, comme telle, de l'historien, familiarisé avec une catégorie de faits, se voit conférer, dans l'analyse de ceux-ci, un rôle réel, précis et un statut scientifique.

L'historiométrie est une application à l'histoire de la méthode expérimentale avec procédures statistiques. Nous nous sommes déjà expliqué sur la nature, les avantages et les limites de l'historiométrie⁽⁴¹⁾. Ce qui nous paraît devoir être souligné aujourd'hui, c'est qu'en définitive, l'historiométrie, beaucoup plus que de respecter strictement les règles de l'analyse statistique, — ce qu'en tout cas, elle ne peut faire, — doit s'efforcer de construire, d'inventer des formes (des fonctions) d'ajustement qui donnent satisfaction pour les données que celles-ci ont à résumer. Nous atteignons de la sorte un « comment », un « comme si ». Une façon, à la fois ancienne et nouvelle, d'approcher le réel s'ébauche de la sorte, qui est pour le moment en discussion entre nous. Sans nous avancer, nous pensons pouvoir dire que l'acuité du regard jeté sur un diagramme aura au moins autant d'importance que la décomposition mécanique des séries, que l'opinion du chercheur aura autant de poids que les calculs de régression, que l'autocorrélation des « chroniques » et la multicollinéarité des facteurs seront considérées comme des réalités à prendre en compte *comme telles* et non plus comme des obstacles à éliminer ou à contourner.

est aussi leur devenir commun. Avant même qu'il y ait connaissance, on ne peut parler de sujet et d'objet séparément. Distincts, ils s'évanouissent. L'axiome du *res sunt* (réalisme) n'a de sens que comme fondement ultime et sous la seule spécification du verbe. Leur être est un support à jamais inutile au-dehors de la connaissance.

3. Par une connaissance, un sujet dit d'un objet quelque chose de probable, — probable de par la nature de l'objet (occurrences de ses caractères) et de par la nature du sujet (possibilités limitées).
4. De par les occurrences de caractères de l'objet. Dans ce cas, on parle de probabilités objectives, caractéristiques falsifiables attribuées au réel, donnant lieu à vérification expérimentale. Mais ces caractéristiques de l'objet ont elles-mêmes un double aspect. Il y a des virtualités (*ex ante*) relevant des lois de probabilité. Il y a des réalisations (*ex post*) dont on connaît le mode d'actualisation. Les réalisations des virtualités modifient les lois de probabilités de celles-ci. Et ainsi de suite..., suite dont il faut vérifier (par simulation) si elle est convergente.
5. De par les limites du sujet. Celui-ci dispose d'une information restreinte et subit des conditionnements. L'attribution qu'il fera de l'occurrence de caractères à l'objet est, en conséquence, imparfaite. Prenant conscience de cette imperfection, le sujet sait que sa conduite d'homme de science doit être aussi une conduite rationnelle en situation d'incertitude. Ses attributions de caractères auront donc la nature de croyances que l'on appellera probabilités subjectives.
6. Le problème de la connaissance ne doit-il pas remplacer le simple lien dialectique entre sujet et objet, par un lien dialectique plus fin entre probabilités subjectives et probabilités objectives ? Dans cette perspective, en fonction de la nature du phénomène aléatoire, on peut dire :
 - a. L'objet concret n'est pas objectivable en soi (puisque'il est fait de possibles) ;
 - b. Le sujet concret n'est pas subjectivable en soit (puisque'il est siège de croyances sur le réel) ;
 - c. La connaissance n'est adéquate qu'en probabilités au second degré par convergence des probabilités subjectives et des probabilités objectives, convergence elle-même soumise, comme toute réalité, à probabilités (objectives comme réel, subjectives pour l'épistémologie).

(41) P. LEBRUN, *Développement et histoire quantitative. Vers une historiométrie ?* dans *Revue de l'Institut de sociologie* (U.L.B.), pp. 599-604, 1967 (note 37, on corrigera deux fois : « se composant » par « se compensant ») ; *Histoire quantitative et développement de la Belgique au XIX^e siècle*, dans *Wirtschaftskräfte und Wirtschaftswege* (Festschrift für Hermann Kellenbenz), t. 3, pp. 349-351, 1978.

Les rapports entre histoire, science et théorie seront discutés en deux temps.

D'abord les rapports entre histoire et science : ainsi entre histoire économique et science économique, entre démographie historique et démographie, entre histoire politique et science politique, etc., bref entre toute histoire particulière et la science humaine correspondante. Du moment qu'une étude économique, démographique, politique, religieuse, technologique, etc. se veut empirique, — et elle ne peut pas manquer de se vouloir telle, au moins à titre d'achèvement puisqu'elle a pour objet le réel, — dès ce moment elle est nécessairement histoire. A ce niveau d'examen, empirique et historique se confondent et font déboucher la réflexion sur la méthode expérimentale, — dont nous parlerons ci-dessous. Reste l'histoire générale, — et non plus les histoires particulières. C'est la sociologie générale qui lui correspond. Pour faire image, nous pensons que, dans le cas d'école où un même objet serait traité par un historien et un sociologue de haute et même qualité, les démarches de recherches de l'un et l'autre pourraient s'étager et se succéder différemment, le résultat serait le même : ils écriraient le même livre⁽⁴²⁾.

Ensuite les rapports entre histoire et théorie. En continuité de ce que nous avons résumé à propos de l'historiométrie se profile la problématique des rapports entre la « théorie » et l'« histoire », entre le cadre théorique admis d'une science particulière et le matériel empirique. Ici, il faut distinguer avec soin entre le corps des théorèmes admis et l'hypothèse de travail qui est soumise à vérification expérimentale⁽⁴³⁾. Selon le jugement des faits, celle-ci sera rejetée parce que infirmée ou conservée jusqu'à plus ample informé parce que non infirmée ; dans ce dernier cas l'hypothèse s'intègre au cadre théorique, au corps des théorèmes admis de la science humaine en question. Mais cette expérience, la formulation de cette hypothèse et, surtout, le type de matériel empirique dépendront du cadre théorique admis. En un premier temps, celui-ci n'est pas mis en question. Bien au contraire, c'est lui qui suggère l'orientation de la recherche scientifique telle que nous venons de la décrire. Il constitue donc, en quelque sorte, la quatrième partie du cadre d'enregistrement⁽⁴⁴⁾ des faits avant de devenir leur cadre d'interprétation. C'est une immense erreur que de s'arrêter en ce point, — erreur très largement partagée par l'école américaine des « cliométriciens », qu'ils adoptent le cadre théorique néo-classique ou le cadre néo-keynésien, en fait si peu différenciés⁽⁴⁵⁾, ou par les marxistes quand ils se mettent à « croire » au *Capital*. De

(42) L'histoire des mentalités d'une part, la psychologie relativisée et l'anthropologie culturelle d'autre part devraient être examinées. On nous permettra de renvoyer à notre ouvrage sur la révolution industrielle, pp. 616-623.

(43) Il y a longtemps déjà, Claude Bernard ne limitait pas la période expérimentale à l'expérimentation stricte en laboratoire, mais la décrivait d'abord comme une hypothèse de travail à vérifier, ensuite comme le rassemblement des observations propres à cette vérification, — que ces observations soient fournies par le monde extérieur (humain dans notre cas) ou provoquées par l'expérimentateur, — enfin comme la soumission absolue au verdict des faits. Voir *supra*, p. 41, note 20.

(44) Formé des relations chronologiques, des relations comptables, des relations techniques, des relations de comportement.

(45) Au lendemain de 1936, les économistes occidentaux se partagent selon une alternative considérée comme radicale : néo-classiques ou keynésiens (adeptes de la *new economics*). A nos yeux, seuls diffèrent véritablement les modes d'approche, — micro ou macro-économie. A part des exercices de style, les cadres classique et marxien sont ignorés, — ce qui est incroyable

quel droit, en effet, le cadre théorique est-il soustrait à l'expérience au point qu'il la commande sans effet de retour et parfois conduit à juger les faits : par exemple comme non significatifs ou non démonstratifs, — on les déclare « irrelevant » (!) *en conséquence*. Il y a, en cette manière de procéder, oubli grave du caractère dialectique de toute démarche scientifique et acceptation intéressée autant qu'innovée d'un paradigme⁽⁴⁶⁾. Si nous devons admettre qu'un cadre théorique est préalable, — il n'y a pas de *tabula rasa*, — et qu'il contribue, à ce titre, au système d'enregistrement, nous ne devons jamais oublier qu'il l'a fait. En conséquence, un manque d'homogénéité et de convergence peut fort bien résulter d'un cadre théorique inadéquat qui, de la sorte, se trouve lui-même mis en cause, au lieu de mettre en cause les faits. Ce point nous paraît fondamental car il situe les lieux privilégiés de progrès à l'intérieur d'une discipline particulière de science humaine, donc historique. Ce peuvent être de petits progrès, mais leur ensemble ne peut modifier un cadre théorique que dans le bon sens : en le rapprochant d'une réalité socio-spatio-temporellement localisée dont il est censé permettre la compréhension. Les observations ne sont pas des exemples de propositions générales ; au contraire leurs agrégats (échantillons, sommes, moyennes) fournissent à la fois les valeurs des paramètres des propositions générales relativisées et le moyen de tester la valeur explicative de celles-ci⁽⁴⁷⁾.

Nous avons de la sorte donné un bref survol de l'histoire quantitative au sens large et de son apport à l'histoire. S'il fallait résumer celui-ci en un mot, nous dirions : rigueur.

6. Les choix épistémologiques

Ce qui a été exposé jusqu'à présent n'a de signification, ne prend de sens que dans le cadre conceptuel que nous allons tenter de délimiter et qui constitue ce que nous considérons comme le paradigme moderne de l'histoire. Celle-ci a souffert longtemps d'une indécision entre deux paradigmes également insuffisants et tout autant infirmés par les recherches concrètes : le paradigme du « grand homme », où que celui-ci se situe, et le paradigme du développement réversible en forme de progrès, quels qu'en soient les déterminismes, avoués ou non. Tout le mouvement de la science historique a consisté à infirmer ces deux paradigmes, malencontreux héritages des siècles passés, doublé récemment d'une ignorance coupable des progrès, — par ailleurs incertains, — des jeunes sciences de l'homme⁽⁴⁸⁾.

s'agissant du XIX^e siècle, compréhensible s'agissant de chercheurs formés en grande majorité dans les départements d'économie des Etats-Unis. Le secteur économique est uniquement pris comme exemple. Nos conclusions valent pour tous les secteurs et à tous les niveaux.

- (46) Sur la prégnance que peut exercer un paradigme sur les membres d'une profession, concernés tant en ce qui regarde leurs connaissances et leurs enseignements qu'en ce qui regarde leur statut social, voir T.S. KUHN, *La structure des révolutions scientifiques*, surtout post face, pp. 206-246, Paris, 1972 (1^{re} éd. angl., 1962 ; 2^e éd., 1970). Nous reviendrons sur la notion de paradigme dans le chapitre 6.
- (47) Attention aussi à la procédure très répandue qui, sans précaution, teste les résultats sur les mêmes observations que celles dont ils sont tirés. Attention aussi à la non remise en question de la forme linéaire ou linéarisée, donc nécessairement réversible.
- (48) La *Kulturgeschichte* (K. Lamprecht), la *Geistesgeschichte* et les *Geisteswissenschaften* (W. Dilthey, W. Sombart, L. von Mises), le conditionnement par le présent (R. Aron, M.G. Murphey),

En fait l'histoire n'a pas encore disposé d'un paradigme authentiquement scientifique. Il faut reconnaître que la chose lui était difficile. Au contraire d'une science particulière comme l'économie, où le paradigme de l'équilibre économique général se maintient encore, — bien qu'avec difficultés et en subissant d'importantes transformations⁽⁴⁹⁾, — l'histoire est confrontée à des difficultés qu'elle ne parvient à s'enoncer que peu à peu, tellement elles sont générales et complexes. L'œuvre de Marx est indiscutablement une trouée, mais le caractère matérialiste attribué à sa dialectique en dénature la signification. En un sens, on peut dire, avec P. Vilar, que tout historien authentique est marxiste. En ajoutant de suite qu'il ne peut le rester. Il avait enfin découvert un fil conducteur, mais celui-ci s'avère intenable pour raison dialectique. Cela dit, il reste la dialectique, elle-même. Et c'est sur elle que doit se brancher, en ultime « instance », le dépassement des pseudo-paradigmes, des confusions et des complexités dont nous avons parlé. Se brancher pour résoudre l'opposition structure-génèse, à laquelle on est trop souvent resté, s'immobilisant en analyses d'équilibres ou en descriptions de changement. La notion de « structure de changement de structure » ou

la nécessité du « comparatisme », de la quantification, l'intersectorialité et la superposition des durées (les Français, de P. Lacombe, F. Simiand, H. Berr, le grand M. Bloch, L. Febvre, F. Braudel, à la présente équipe des *Annales*) ont été jusqu'ici les principaux points d'effort de la réflexion historique moderne. Celle-ci est au moins parvenue à se débarrasser des vieux paradigmes. Un livre a été écrit qui considère qu'il y a un paradigme des *Annales* et qu'il est le troisième. Malgré leur rôle novateur considérable, les *Annales* ne nous semblent encore que s'être approchées du troisième paradigme dans toutes les exigences que nous lui reconnaissons. On verra T. STOIANOVICH, *French historical method. The « Annales » paradigm*, Londres, 1976, Introduction de F. Braudel, pp. 9-17. Dans une analyse semblable à la nôtre, T. Stoianovich résume les trois paradigmes de la sorte : 1. L'histoire est un recueil d'exemples, d'où un guide pour l'action. 2. L'histoire est une recherche des lois universelles du développement humain en même temps qu'une analyse des aspects particuliers de celui-ci. 3. Les *Annales* enfin proposeraient une *fonctional-structural history* selon laquelle l'action humaine n'est plus un exemple, mais une fonction, tandis que le changement est considéré non comme un progrès (un développement régulier, une continuité), mais comme un besoin de nouvelles fonctions, un processus de *structuring, destructuring and restructuring*.

Sur la notion de paradigme et ses aspects sociaux, on verra T.S. KUHN, *La structure des révolutions scientifiques*, Paris, 1972, trad. fr. de la 2^e éd. angl., 1970 (la 1^{re} éd. angl., 1962). La notion de paradigme a son origine dans l'œuvre du logicien Wittgenstein. Selon la théorie de T.S. Kuhn, toute science s'organise autour d'un paradigme. Par ce terme il faut entendre un *consensus* des spécialistes d'une science sur : un champ délimité de recherches (l'angle, le point de vue à partir duquel on travaille), un ensemble de techniques opératoires (la méthodologie), un corps de résultats considérés comme acquis (le noyau théorique central), — normalement mis à la portée des étudiants dans des manuels d'enseignement supérieur (*textbooks*) et auxquels résultats ceux-là adhèrent davantage par la pratique répétée d'exemples et d'exercices que par une réflexion critique. Un tel paradigme permet à tout chercheur conformiste d'éprouver un sentiment de sécurité, de confort social, car il pose les questions « qui sont à poser », il localise son étude sans devoir mettre en cause le reste de la science, il utilise des tours de mains reconnus où il peut montrer son degré de virtuosité, il connaît les critères sur lesquels seront jugées ses œuvres (qu'elles apportent ou non des résultats) et lui sera accordée une place dans la hiérarchie du groupe (du mandarin au débutant) auquel, en tout cas, il sera intégré. Une révolution scientifique consiste dans le remplacement d'un paradigme par un autre. On comprend que l'opération méritera souvent le nom de révolution.

- (49) Voir, à titre d'exemple, les ouvrages contrastés de R.E. KUENNE, *The theory of general economic equilibrium*, Princeton, 1963 ; J. KORNAI, *Anti-equilibrium. On economic systems theory and the tastes of research*, Amsterdam, 1971 ; F. PERROUX, *Unités actives et mathématiques nouvelles. Révision de la théorie de l'équilibre économique général*, Paris, 1975, ainsi que les livraisons consacrées à ce thème par la revue *Economie appliquée*, n° 4, 1977 ; n°s 1-2, 3-4, 1978 ; n°s 2-3, 1979.

de « structure génétique » devient la clé du nouveau paradigme : la genèse, c'est-à-dire *le remplacement d'une gamme* d'invariants structurels, au cours de leur propre fonctionnement, à partir de points individuels privilégiés selon une distribution de probabilités (représentative de la densité de créativité humaine), engendrant des processus cumulatifs, convergents, *par une autre gamme* d'invariants structurels (changement de qualité engendré par changement de quantité), cette genèse est, elle-même, l'objet d'une connaissance structurelle de second niveau où l'irréversibilité prend place dans le binôme *stimulus*-réponse, — le cadre de l'interdépendance cédant la place à celui de l'interaction récursive d'abord, d'une récurrence ouverte à la nouveauté ensuite, d'une récurrence comportant un cumulatif convergent enfin. C'est ce qu'il nous faut expliciter.

L'histoire, science des sciences humaines, a pour objet des systèmes humains localisés, des « ensembles » (non vides) déterminés d'hommes.

La relation au réel est particulièrement complexe, — d'où les innombrables simplifications qui ont été présentées.

Le réel, dans son absolue concrétude, est considéré⁽⁵⁰⁾ comme formé d'étants singuliers et « en pur devenir ». *En tant que tels*, ces étants sont inaccessibles.

Pour approcher le réel, il nous faut procéder selon la nature de notre esprit qui ne se meut que dans le général, l'abstrait, le semblable sans pour autant oublier le but même de toute démarche scientifique : l'accès au réel (c'est-à-dire les individus qui en sont le support), la recherche du concret, la prise en compte des différences. Il en résulte, dans l'opération même de connaissance, une tension dialectique qui se résout, à chaque nouvelle étape, selon trois modalités : la démarche scientifique est asymptotique au réel, ses résultats sont relativisés, ses formulations sont statistiques.

La notion de similitude est, pour nous, un point de départ obligé. Il ne s'ensuit pas que l'étude des différences est négligée. Bien au contraire, — comme on le verra. Mais l'accès aux différences ne trouve place que dans un cadre de pensée de similitudes. Un monde entièrement et totalement différencié serait impénétrable. C'est parce qu'il n'en va pas ainsi que la différence garde son pouvoir stimulant pour l'esprit. D'ailleurs les découvertes par chacun de sa propre identité et de l'Autre ne sont-elles pas mutuellement révélatrices l'une de l'autre ?

Les similitudes ont deux dimensions : une dimension spatiale ou sociale⁽⁵¹⁾ et une dimension temporelle. La première implique une relative comparabilité synchronique des hommes et procure ressemblances et différences entre leurs comportements. La seconde implique une relative comparabilité diachronique

(50) Par ce terme, nous voulons marquer que, dès cet instant, le sujet de connaissance est en cause. Nous nous tiendrons toujours aux termes de sujet et d'objet de connaissance, celle-ci étant la relation de l'un à l'autre. En sciences humaines, le sujet et l'objet sont de même nature, — hommes de part et d'autre. D'où des dangers accrus de subjectivisme et des exigences corrélatives de clarté et de rigueur.

(51) Les deux termes ne sont pas synonymes. Le tissu social est beaucoup plus riche que l'extension spatiale. Il comprend des relations infiniment plus complexes (d'interaction entre les individus). Il ne peut même pas être isolé de la dimension temporelle. C'est à un très gros chapitre de sociologie qu'il est fait ici simple allusion.

des individus et procure ressemblances et différences entre leurs comportements successifs. La combinaison de ces deux dimensions nous fournit des « ensembles », des systèmes humains localisés qui ont une épaisseur spatio-temporelle (socio-spatio-temporelle).

En quelque sorte, l'étude et la découpe du réel par le chercheur sont concomitantes. L'étude du système observé se réalise par la construction du système. La démarche du chercheur suit un mouvement de va-et-vient entre les observations qu'il fait du réel et la construction qu'il fait du système. La découpe du réel suppose qu'il y ait des similitudes et l'étude du système vise à connaître les similitudes. Ainsi, par essais et erreurs, l'objet lui-même s'érige en même temps qu'il s'étudie. On obtient de la sorte ce que nous appellerons des structures. Celles-ci sont faites des régularités de comportement des divers groupes d'hommes formant le système étudié, des formes de rencontre entre ces hommes qui rendent compatibles leurs divers projets, de la cohérence de l'ensemble. Les structures sont exprimées dans des paramètres structurels de nature statistique et dont l'invariance relative est limitée à la zone de validité de la structure. Celle-ci peut alors être formulée en une théorie et ses différentes parties, qu'elle unifie, en lois. Toute loi comme toute théorie sont à la fois statistiquement générales et invariantes sur une *certaine* zone spatio-temporelle : d'où leur relativité.

Les similitudes dont nous faisons tant de cas sont doublement limitées : à l'intérieur du système, par les frontières du système.

Sauf exception, un ensemble humain est d'abord fait de plusieurs groupes humains et ceux-ci formés par les hommes qui ont les mêmes régularités de comportement soit dans un, plusieurs ou tous les types d'activité. Ces régularités sont unifiées par la connaissance de la mentalité-type du groupe. Un ensemble humain est fait ensuite des formes de rencontre qui permettent la confrontation des individus au sein des groupes et des groupes au sein de l'ensemble afin que les projets, les plans de comportement, normalement incompatibles au départ (*ex ante*), deviennent compatibles par ajustement, amputation, adaptation, domination. Les formes de rencontre sont tantôt des groupes sociaux (la famille)⁽⁵²⁾, tantôt des institutions de concertation, plus ou moins paisible, plus ou moins brutale (marché, parti politique), tantôt des processus d'affrontement (à la limite, la guerre). Un ensemble humain est fait enfin d'un ou plusieurs principes de composition, connection, unification⁽⁵³⁾ qui assurent la stabilité du système. Le regroupement de ces trois éléments (groupes, formes de rencontre, principes d'unification) donne ce que nous appellerons la structure d'un ensemble ou d'un système humains.

Limitées à l'intérieur du système, les similitudes le sont aussi à l'extérieur. Elles ne sont valables, comme tout le système dont elles font partie, que pour une certaine zone. Elles ne s'étendent ni au-delà d'une certaine aire, ni au-delà d'une certaine période. Il y a des frontières, — spatiales ou chronologiques, les dernières retenant essentiellement notre attention, — à partir desquelles les hommes, les groupes qu'ils forment, les mentalités, les formes de rencontre sont autres,

(52) Ne pas confondre groupes et groupes sociaux.

(53) Nous utiliserons le terme d'« unification » *brevitatis causa*.

à partir desquelles un ensemble ou système laisse la place à un ensemble ou système différent. Comment étudier ces phénomènes, tel est le point de départ des très difficiles recherches sur les changements de structure. Nous allons y revenir. Pour être complet, disons au préalable quelques mots d'un autre type de découpe du réel : non plus spatio-temporel, mais disciplinaire. Nous proposerons également une brève réflexion sur l'équilibre général.

La découpe du réel est spatio-temporelle comme nous l'avons vu. Elle peut également être disciplinaire. Nous voulons dire par là que le chercheur peut se limiter à un certain type de comportements : économique, politique, religieux, démographique, etc. On opère alors au sein d'un secteur d'activité et l'on fait de l'histoire sectorielle, en relation avec la science humaine particulière correspondante dont on utilise les concepts et les techniques. Les histoires sectorielles sont bien vivantes et tout à fait justifiées. Elles n'en restent pas moins des études préparatoires, par nature inachevées. La vocation spécifique de l'histoire est d'être totale, c'est-à-dire de dépasser les divisions sectorielles, de mettre en relation les activités relevant des différents secteurs, bref d'unifier les comportements des individus et, ce faisant, d'unifier les secteurs d'un système. Cette unification des secteurs débouche sur la constitution de structures spatio-temporellement relativisées telles que nous les avons décrites en débutant.

La récurrence tendancielle des activités des hommes d'un « ensemble » localisé et la permanence tendancielle de la structure qui unifie ces comportements en les rendant compatibles au travers des formes de rencontres, institutionnalisées ou non, bref l'invariance relative des contenus (comportements, formes de rencontre, principe d'unification) d'une structure fonde le recours à la notion d'équilibre général⁽⁵⁴⁾. Cet équilibre est caractérisé par des relations (formes) et des valeurs (contenu). Pour un exogène donné, le fonctionnement d'une structure déterminée oriente tendanciellement à un état d'équilibre qui lui correspond⁽⁵⁵⁾. Cette tendance vers un état d'équilibre rend compte des mouvements endogènes⁽⁵⁶⁾ convergents soit vers un état d'équilibre final inchangé⁽⁵⁷⁾, soit vers un état d'équilibre modifié par des influences exogènes⁽⁵⁸⁾. La méthodologie de l'équilibre permet de formuler les contraintes de mouvements entretenus, cycles ou croissance, à caractéristiques structurelles invariantes.

(54) Parler d'équilibre n'engage pas à opter pour l'interdépendance synchronique au détriment de l'interaction récursive diachronique. Celle-ci, en effet, possède une solution stationnaire dans la mesure où les forces qu'elle choisit d'analyser dans leurs actions répétées convergent vers un état final où elles composent, — cet état que l'interdépendance synchronique se contente de décrire, laissant entier le problème du chemin vers l'équilibre (le problème de donner un contenu authentique, empiriquement vérifiable selon le critère de Popper, aux célèbres « tâtonnements » de Walras). La méthodologie de l'équilibre a subi récemment de violentes critiques. Nous pensons que notre double distinction entre interdépendance synchronique et interaction récursive et entre intrastructuralité et interstructuralité en restreint fortement la portée.

(55) Mais qui n'a jamais le temps d'être atteint par suite des événements exogènes, des éléments non repris dans la théorie. Il n'en reste pas moins que cet état d'équilibre décrit les relations qui tendent à s'établir entre les variables du système. Il peut donc être très révélateur et il l'est d'autant plus qu'il s'agit d'un équilibre *stable*.

(56) Propre au système étudié.

(57) Il s'agit de la solution stationnaire d'une interaction récursive entre positions d'équilibre, — interaction où la position finale de l'équilibre précédent est la même que la position initiale de l'équilibre suivant. C'est un cas théorique.

(58) Extérieures au système étudié. C'est le cas concret.

L'usage très répandu de la notion d'équilibre en économie et l'état relativement avancé de cette science fait que parler d'équilibre général est normalement compris comme se référer à l'équilibre économique général. Or, celui-ci est à la fois intrastructurel et *intrasectoriel*. Selon nous, il resterait à voir dans quelle mesure on peut étendre la notion dans une perspective intersectorielle et passer de l'équilibre économique général, bien connu, à un équilibre général valable pour tout un système humain. L'interaction des secteurs, la compatibilité des projets qu'ils représentent seraient au centre de l'étude. Celle-ci resterait interstructurelle.

La notion d'équilibre général ne semble plus guère avoir d'utilité pour les problèmes interstructurels. Non seulement les valeurs, mais les relations d'équilibre changent avec la structure. Cependant, il resterait à examiner l'aide que la notion d'équilibre pourrait apporter à l'analyse d'une structure génétique du moment où la « position » d'équilibre serait assimilée à un devenir.

Et nous voici ramené au très difficile problème du « passage », du changement temporel de structure.

Les hommes changent. Une structure laisse la place à une autre. Ayant construit une structure, dite A, valable pour une période, nous devons en construire une autre, dite B, pour la période suivante. Cela fait, le problème le plus difficile reste à résoudre. Comment est-on passé de la structure A à la structure B. Une simple juxtaposition selon l'axe du temps ne suffit pas à l'explication, — il y a un « entre-deux ». Comment les invariants de A ont-ils été remplacés par les invariants de B ? Ce sont tous les difficiles problèmes de la théorie du « passage » (de la transition) que nous évoquons de la sorte, de l'approche par structure et genèse. Ces passages nous apparaissent de plus en plus, — et notre étude de la révolution industrielle renforce notre conviction, — comme relevant d'une explication par construction de structures génétiques dites A B, c'est-à-dire de structures de changement de structure, en l'occurrence d'une structure dont les invariants (au second degré) commandent le « remplacement des invariants » (au premier degré) de A par ceux de B.

Si une telle approche peut être retenue, le devenir nous apparaît à la fois comme structures et passages, ceux-ci traités comme des structures génétiques (« car la transition est elle-même un mouvement *soumis à une structure* qu'il faut découvrir »). L'explication du mouvement est au moins en partie endogène, donc dynamique⁽⁵⁹⁾. Les relations sont tantôt intrastructurelles, réversibles, d'équilibre, souvent linéarisables, tantôt interstructurelles, irréversibles, cumulatives, non linéarisables. Dans ce second cas, la créativité joue un rôle essentiel et la réponse n'est pas celle attendue. Mais cela ne nous ramène nullement au

(59) L'importance de l'exogène ne doit pas être oubliée qui rend le système « ouvert ». Nous réservons le terme de « mutation » (micro-mutation par créativité et innovation, macro-mutation par imitation et adaptation) pour dénommer, dans un changement de structure, donc dans une structure génétique, la partie qui peut être considérée d'abord comme l'effet d'une rétroaction du fonctionnement du système sur sa propre structure, mais surtout comme le « cœur » en état d'innovation d'un « ensemble » humain. Les deux fois, il s'agit de la partie endogène d'un changement de structure, — fondement du caractère dynamique de la structure génétique. Dans ce cas, ce système est toujours particulier, partiel (et ouvert). Au niveau de la totalité de l'Univers, il n'y a plus qu'endogénéité.

« rôle du grand personnage » en tant que tel, — quel que soit son domaine d'action. Cela nous conduit au contraire à tenter de circonscrire des états de masse critique où le système étudié devient instable. Ces états affaiblissent la prégnance des positions d'équilibre ainsi que les freins au déclenchement des réactions en chaîne. Ils favorisent finalement l'irréversibilité du système par le jeu combiné des nouveautés et du dépassement des seuils d'invariance. Dans un tel mode d'approche, la créativité (c'est-à-dire l'irréversibilité) est d'abord la variable d'une distribution de probabilités entre les individus (la nouveauté n'a jamais une chance égale d'apparaître en tout point du tissu social), ensuite l'origine de processus cumulatifs par imitation et propagation⁽⁶⁰⁾, enfin l'objet de convergences fondamentales, par concurrence, qui, à la longue, minimisent l'importance du point d'émergence de la nouveauté⁽⁶¹⁾.

L'état de masse critique est normalement la première phase d'une structure génétique (second niveau) au niveau de laquelle il transpose l'affaiblissement de la structure A (premier niveau). La dernière phase d'une structure génétique est la consolidation, au niveau $A \rightarrow B$ (second niveau), d'un ensemble d'invariants nouveaux qui, ramenés au premier niveau, constitueront l'essentiel de la structure B. Entre sa première et sa dernière phase, la structure génétique est faite d'un processus séquentiel d'innovations, de réactions en chaîne, de propagations, parfois d'excès et de crises. *Au premier niveau de lecture*, la structure A ne peut se modifier puisqu'elle est faite d'invariants, — sauf à renvoyer toute l'explication à l'exogène. Pour que les invariants changent et deviennent les variables du système, il faut passer à *un deuxième niveau de lecture*, celui de la structure A $\rightarrow$ B. La première phase de celle-ci déstructure A, sa dernière phase structure B, le processus séquentiel assure la passage de cette première phase à cette dernière phase. La structure $A \rightarrow B$ ⁽⁶²⁾ est l'explication, — nécessairement

(60) Quel rapprochement on pourrait faire entre ces deux contemporains : Tarde et Schumpeter ! Le rôle de catalyseurs ne doit surtout pas être négligé qui rend les relations « hautement non linéaires » (H. Poincaré).

(61) C'est la distribution de probabilités qui joue principalement le rôle d'expression de l'irréversibilité. On peut rapprocher notre analyse de la notion de « structures dissipatives » élaborée pour la chimie, — puis la biologie, — par I. Prigogine. Toutefois, il nous semble que le monde humain est encore davantage réfractaire à la seconde loi de la thermodynamique. Voir N. GEORGESCU-ROENGÉN, *The entropy law and the economic process*, Harvard, 1974 (1^{re} éd. 1971). Peut-être convient-il de préciser la notion d'irréversibilité. Une relation est irréversible, quand à un même « intrant », ne correspond pas un même « extrant », quand à un même « problème » ne correspond pas une même « solution ». Un processus ainsi caractérisé exprime le devenir en termes d'une dynamique. Un système change, en partie au moins, de type de fonctionnement (y compris les régulations). Relèvent d'un tel ordre d'analyse le remplacement, en partie endogène, des invariants constitutifs (dans leur unification) d'une structure par les invariants d'une autre structure, donc l'interstructuralité et les structures génétiques, ou encore, à un niveau élémentaire, les relations entre variables décalées dans le temps (les délais modifiant les valeurs des « arguments » des fonctions), ou encore, à un niveau plus élaboré, le choix d'une distribution de probabilités comme « argument ». Dans ce dernier cas on obtient à la fois une même valeur générale d'« argument » (la distribution comme telle des probabilités) et différentes valeurs concrètes d'« argument » (les probabilités qui se réalisent effectivement, *hic et nunc*) ; une telle approche, exige en sciences humaines et en histoire, — où les observations sont malgré tout limitées, — le recours aux techniques du calcul des probabilités *a priori* ou probabilités subjectives, — nous en avons parlé.

(62) Notre livre sur la révolution industrielle belge, *op. cit.*, est un exemple d'une tentative concrète d'utiliser un tel appareil d'analyse. Y voir p. 695, note 2.

structurelle, — du passage interstructurel de A à B. Elle est l'instrument au moyen duquel nous reconstruisons l'émergence de B à partir de A et des influences extérieures. Elle a ses invariants propres.

La destructuration du système en tant qu'il est A se confond avec sa structuration en tant qu'il est en B, ou encore la structure génétique apparaît comme destructuration de A et structuration de B, mieux encore elle est l'instrument au moyen duquel nous reconstruisons l'émergence de B à partir de A et des influences extérieures. Du point de vue A, la société s'est bien destructurée et, du point de vue B, restructurée. Cela ne veut pas dire qu'elle soit restée sans structure, mais plutôt que les invariants de la structure génétique soient d'un ordre tel qu'ils régissent ces phénomènes successifs de destructuration et de restructuration.

Les régularités approximatives de comportement des hommes formant l'ensemble, le système étudié, valident, par la récurrence tendancielle de ces comportements, les *construits* scientifiques que sont les lois. Les structures, résultats localisés de la « compatibilité » de ces régularités au travers des formes de rencontre et sous la pression des principes d'unification structurelle, valident par leur permanence tendancielle, les *construits* scientifiques que sont les théories. Dérivant de projets divers, « compatibilisés », donc plus ou moins amputés, par les mécanismes de confrontation, les actions humaines observées sont érigées en faits ; ceux-ci apparaissent à leur tour comme des *construits* scientifiques que, seul, pourra valider leur caractère opératoire au sein d'une démarche expérimentale à objet déterminé. Les faits ne sont ni donnés, ni définitivement construits.

Faits, lois, théories forment le groupe central des construits scientifiques. Ils ne sont pas les seuls. Dès le contact avec les documents subsistants, il y a choix, élagage, mise en forme. Et cela donne les sources. D'autre part, l'étude des changements de structure oriente vers les théories ou logiques⁽⁶³⁾. A chaque fois, sujet et objet sont unis dans l'acte de connaissance. L'objectivité intégrale n'est plus aujourd'hui revendiquée par aucune science. Et ce climat convient fort bien à l'histoire.

(63) Nous ne distinguons pas entre « théorie » et « logique ». Peut-être serait-il utile de réserver ce dernier terme aux « principes d'unification structurelle ».

Il nous semble que l'on peut à présent proposer un étagement des divers *construits* scientifiques que l'historien est amené à réaliser et à manipuler :

Niveaux	Construits scientifiques	Opérations de l'historien
1. Documentation	Sources	Heuristique et critique des traces
2. Matériau	Faits	Herméneutique et interprétation
3. Découpe sectorielle (intrasectorialité)	Lois et théories spécifiques d'un secteur (endogène-exogène)	Utilisation des techniques de la science sociale correspondante
4. Découpe structurelle — intersectorialité — intrastructuralité	Connections dialectiques entre endogène et exogène Logique (de structure) d'un système	Mise en relations des secteurs Unification synchrone des secteurs d'une structure
5. Changement de structure (interstructuralité)	Approche des développements (considérés comme passages interstructuraux)	Transposition diachronique des invariants du premier degré en des variables du second degré et analyse par structure génétique

Après chaque niveau, le travail peut s'arrêter et un type d'ouvrages ou de publications lui correspondre.

7. Conclusions

Les conclusions seront facilement tirées si le lecteur veut bien voir la continuité de l'ensemble en remontant l'article du cadre épistémologique au projet qui s'inscrit dans celui-là, rétablissant de la sorte un ordre de présentation plus scientifique : des « construits » scientifiques aux tentatives d'intersectorialité et d'intrastructuralité ; de celles-ci aux notions de théorie d'un système et de structure génétique, à l'utilisation de celle-ci dans l'étude de la révolution industrielle ; du cadre conceptuel aux outils (chiffres, histoire quantitative, opinions) ; des concepts et des outils à la trajectoire d'un ensemble humain ; de celle-ci à notre projet concernant la Belgique au XIX^e siècle.

Ce fut grande pitié que les historiens, affirmant qu'ils disposaient d'une « méthode » scientifique (la critique historique), oubliassent qu'ils avaient à pratiquer une science authentique, aux dimensions grandioses, continent abordé par Marx, la science des actions humaines, alliant les analyses techniques à la visée totalisante. Les choix commencent à changer. Il est temps.

Pierre LEBRUN,
Professeur ordinaire à l'Université de Liège,
Juin 1980.

APPARENCE ET RÉALITÉ DANS L'INTERPRÉTATION DE L'EXPANSION DÉMOGRAPHIQUE EN BELGIQUE

La croissance démographique d'un pays est un fait. Celui qui pense que la croissance démographique est trop forte ou trop faible ou qu'elle est idéale doit donc s'appuyer sur des arguments et des critères ; les critères manquent, mais les arguments sont nombreux et ils peuvent être de diverses espèces. En ce qui nous concerne, nous appelons problèmes démographiques une série de problèmes délimités dans le temps et l'espace, qui ont trait à la démographie et qui sont en relation avec une ou plusieurs variables. Un problème démographique est donc toujours un problème de rapports avec le volume de la population considéré comme variable indépendante. Cependant, la tentation est grande de considérer le volume de population comme une variable dépendante. C'est à cause de cette erreur qu'on en vient à analyser l'apparence et non pas la réalité elle-même du problème.

Partant de notre définition, nous classons les théories démographiques en :

- théorie de l'alimentation (Botero, Malthus, Keynes) ;
- théories élitaires indiquant l'arrivée à un équilibre politique ou eugénique (Platon, Spencer, Galton) ;
- théories sociales, en rapport avec une distribution plus équilibrée des richesses et du revenu national (Cantillon, Marx) ;
- théories militaires (Machiavel, Von Fircks) ;
- théories et pratiques économiques (les Romains, les mercantilistes, Marx, Simonde de Sismondi).

Rappelons que les théories démographiques sont toujours situées dans le temps et dans l'espace.

Si nous examinons de quelle manière la croissance de la population a été interprétée en Belgique pendant le dernier siècle, nous retrouvons un certain nombre des arguments et théories cités plus haut. L'argument militaire fut placé à l'avant-plan après la première guerre mondiale, — également après la seconde guerre mondiale. Du point de vue économique, nous rappellerons la crainte d'un déficit persistant sur le plan de l'emploi, crainte qui régna vers 1920 et 1950 et qui produisit de nombreux partisans de l'émigration. L'argument eugénique a été lui aussi à l'ordre du jour, et ce dans les années '30 et très récemment encore. Cependant, ces arguments ont été très marginaux en Belgique, et ils n'ont pas été au centre du problème de la croissance démographique.

Origine du problème démographique en Belgique

Le problème démographique a pris de l'importance en Belgique à la charnière des XIX^e et XX^e siècles, sous les appellations de « dénatalité » ou « dépeuplement ». Les deux expressions étaient incorrectes, car il s'agissait seulement de natalité décroissante et de croissance démographique affaiblie. A l'exception de la période de la première guerre mondiale, la population a en effet toujours augmenté. En réalité, c'est l'évolution de deux questions qui est à la base du problème démographique en Belgique.

La première concerne la différence de fécondité entre la Wallonie et la Flandre : le taux de natalité de la Wallonie a commencé à baisser en 1840 et celui de la Flandre a diminué seulement après 1875. Cependant, la différence en croissance démographique naturelle entre les deux parties du pays fut pour une grande partie compensée par une immigration plus forte en Wallonie, immigration provenant notamment de la Flandre. Dans la période 1888-1897, la Flandre connaissait encore une émigration intérieure nette de 12.200 personnes et la Wallonie une immigration intérieure nette de 44.000 personnes. L'introduction en 1869 d'abonnements de chemin de fer à tarif réduit pour les ouvriers transforma progressivement ces migrations en navettage, grâce à quoi la croissance démographique s'accrut très fort en faveur de la Flandre : en 1831, la population wallonne comprenait 39% de la population totale, en 1880 42,5% et en 1900 37,9%.

La prise de conscience de ce phénomène provoqua une crainte de dépeuplement et de minorisation poussée de la Wallonie, crainte qui, depuis lors, n'a jamais disparu. Le slogan « La Wallonie se suicide » date du début de ce siècle. Cependant, il faut se garder d'exagérer : il y avait bien un problème démographique, mais il était encore provisoirement compensé par la prépondérance politique et économique de la Wallonie. Ce problème démographique faisait bien de temps en temps surface, par exemple vers 1930, lors du débat de la loi sur les allocations familiales et leur financement, mais les choses en restaient là. La deuxième cause de la naissance du problème démographique est de nature morale et date du début du siècle, lorsque la pensée néo-malthusienne se concrétisa dans la création de la Ligue belge de la régénération humaine (peu après 1900) et de la section malinoise de la Ligue néo-malthusienne de Hollande (1905), suivie en 1912 par la fondation de l'Association belge pour la régulation du nombre d'enfants. L'Eglise catholique romaine prit alors position pour la première fois, non pas contre le ralentissement de la croissance démographique, mais contre l'emploi des méthodes et moyens contraceptifs qui s'opposait à la morale naturelle. Citons les instructions au clergé de l'évêque de Liège (1907) et la lettre pastorale du cardinal Mercier, *Des devoirs de la vie conjugale* (1909).

En conclusion, on peut dire que ces motifs politiques et moraux sont à l'origine du problème démographique en Belgique.

Le motif moral

L'argument moral, — auquel furent reliés d'autres éléments tels que la remise à l'honneur de la famille nombreuse et les exemples effrayants de

dépeuplement, — a dominé largement pendant la première moitié du XX^e siècle la réflexion sur le problème démographique. Les efforts pour restaurer la conduite morale et développer la natalité provenaient surtout de responsables ecclésiastiques et civils et d'un groupe constitué d'intellectuels. Si l'on examine l'évolution du taux de natalité, on peut dire que la population se sentit fort peu concernée. Ces efforts comportaient entre autres l'instauration d'une Commission officielle des familles nombreuses (arrêté royal du 29 août 1922) dont les propositions furent reprises par le gouvernement, certaines mesures mises au point par la Ligue des familles nombreuses fondée en 1921, l'insertion dans le code pénal en 1923 des articles qui interdisaient l'exposition, la distribution, la réclame et la vente de moyens contraceptifs et qui renforçaient l'interdiction de l'avortement. Citons aussi la loi de 1930 sur les allocations familiales dont la raison d'être principale, d'après une remarque du ministre Heyman, était l'encouragement de la natalité et la constitution de familles nombreuses.

L'encyclique *Casti connubii* (1930) confirma l'interdiction d'employer des contraceptifs, mais elle fournissait cependant aux catholiques l'occasion de pratiquer la méthode de l'abstinence périodique. L'encyclique *Quadragesimo anno* (1931) insista sur une observance plus consciente de la loi morale. Une proposition de loi que le père G. Rutten introduisit au sénat en 1934, et qui visait l'interdiction du travail des femmes mariées, n'eut pas l'honneur du *Moniteur*. On prit bien certains arrêtés à ce sujet, mais ils furent abrogés très peu de temps après leur publication. Omettons d'autres exemples et venons-en à la conclusion suivante.

Les termes « dépeuplement » et « dénatalité », — par ailleurs incorrects, — donnèrent l'impression qu'il s'agissait d'un problème démographique, ce qui n'était pas le cas. En vertu de sa morale, l'Eglise catholique romaine s'opposait à l'usage de moyens contraceptifs. Par contre, il n'existait aucune objection concernant une limitation de la taille des familles si celle-ci était réalisée par une abstinence absolue et, dans un stade ultérieur, par une abstinence périodique.

L'argument politique

L'argument politique, exprimé pour la première fois à la charnière des XIX^e et XX^e siècles, n'a joué aucun rôle important avant 1940. Ce phénomène peut être expliqué par le fait que la politique nationale et l'économie étaient dominées par des francophones. La crise économique des années '30, par exemple, n'a jamais été mise en relation avec la croissance démographique modérée, ni avec l'accroissement démographique différentiel entre la Wallonie et la Flandre. Après la seconde guerre mondiale, il en fut autrement. Suite à la crainte d'une minorisation politique constante de la population wallonne par rapport à la population totale, le nombre de sièges de la chambre des représentants n'a pas été adapté pendant près de vingt ans aux résultats des recensements. Le retard de l'économie belge et wallonne fut attribué à des causes démographiques, en particulier au vieillissement de la population résultant d'un taux de natalité faible. Cette préoccupation fut exprimée dans un grand nombre de rapports sur le problème démographique (au moins 9 rapports parus entre 1947 et 1962). Le rapport

Sauvy (1962), qui proposait des mesures régionales différenciées, a provoqué une agitation politique violente. Il fallut près de dix ans avant qu'un nouveau train de rapports ne fasse irruption. Pendant ces années certaines évolutions importantes eurent lieu :

1. en 1965, on rencontra la crainte d'une minorisation politique de la population wallonne en lui donnant des garanties constitutionnelles quant à la prise de décision (sonnette d'alarme) ; après quoi on adapta le nombre de sièges ;
2. le centre économique de la Belgique se déplaça dans les années '60 de la Wallonie vers Bruxelles, ce qui accéléra, — ou du moins activa, — la régionalisation du pays. La loi du 1^{er} août 1974 prévoyait la création provisoire d'institutions régionales, avec des compétences propres, entre autres en matière de politique démographique et familiale ;
3. en ce qui concerne le comportement des familles en matière de naissance, les valeurs et les normes se modifièrent et ce processus fut accéléré sous l'influence de la « pilule ». Placés devant un fait accompli, les Eglises et les partis politiques s'adaptèrent à la situation ;
4. un processus d'objectivation de l'interprétation des problèmes démographiques se mit en marche, et s'exprima par la fondation du Centre d'études démographiques et familiales du ministère de la santé publique et de la famille (1962) et par l'adoption de la branche « démographie » à l'université, avec des buts d'enseignement et de recherche.

Sous l'influence de ces phénomènes, les rapports sur le problème démographique, établis après 1973 dans le cadre de la régionalisation projetée eurent, totalement ou partiellement, un caractère différent de celui des rapports établis avant 1962. Ainsi, dans les rapports d'études de la *Vrije Universiteit te Brussel* (1975) et de l'Université catholique de Louvain (1977), ainsi que du Parti socialiste belge (1976), on nia l'existence d'un problème démographique et de l'utilité d'une politique démographique. En effet, la structure des familles et en conséquence la croissance démographique suivent leur évolution propre, avec leurs caractéristiques sociales. En ce qui concerne une interprétation de la croissance démographique, il n'existe aucun critère scientifique. Les défenseurs de la croissance démographique ont *grosso modo* pris leurs distances vis-à-vis des mesures classiques de la politique démographique. C'est par des mesures sociales qu'ils veulent créer les conditions favorables au libre développement des familles.

Si nous examinons en perspective historique les deux origines du problème démographique en Belgique et les arguments principaux dont on s'est servi depuis 1900 pour encourager la croissance démographique, il apparaît clairement que l'argument économique n'a pas été employé avant 1940 et qu'il n'était pas pertinent après 1945. Partant du point de vue que la croissance économique est déterminée par la croissance démographique, les hommes politiques et les économistes ont pendant des dizaines d'années attribué à la faible croissance démographique et la pyramide d'âges vieillie, des problèmes auxquels ils ne trouvaient pas de solution. Sous cet aspect, le problème démographique semble bien avoir été un faux problème.

Est-ce aussi le cas de l'argument moral ? Du point de vue d'une morale théo-

logique, l'interdiction d'employer des moyens contraceptifs artificiels était tout à fait légitime. Mais une limitation du volume des familles par des moyens naturels ne s'opposant pas aux impératifs de l'Eglise, cet argument n'était pas pertinent au point de vue démographique.

C'est ainsi que l'on appella problème démographique ce qui était en réalité des problèmes politiques, économiques ou moraux. Ainsi donc, pendant presque trois quarts de siècle, l'apparence avait pris le dessus sur la réalité (1).

Philippe VAN PRAAG,
Professeur à la *Vrije Universiteit*
te Brussel (Belgique),

Traduit du
néerlandais par
J. MULLER.

(1) Pour une analyse plus approfondie et pour la consultation des sources, voir Ph. VAN PRAAG, *Het bevolkingsvraagstuk in België. Ontwikkeling van standpunten en opvattingen (1900-1977)* (Le problème de la population en Belgique. Evolution des idées et des points de vue), Antwerpen, 1979.

L'ARCHÉOLOGIE INDUSTRIELLE, UNE SOURCE POUR L'HISTOIRE DU MODE DE VIE DANS UNE SOCIÉTÉ INDUSTRIELLE

DEUXIÈME PARTIE(*)

Son rôle dans notre société actuelle

Jusqu'à quel point peut-on aujourd'hui évaluer l'importance et les premiers résultats de l'archéologie industrielle d'une façon générale et en particulier dans notre pays ? En soi, de façon intrinsèque, l'archéologie industrielle paraît effectivement répondre aux conceptions et aux exigences actuelles de la pratique scientifique. La preuve en est le succès des musées et expositions qui traitent de ce problème ou encore les guides de voyages. En Angleterre, il en existe même par régions, qui connaissent un tirage fort élevé⁽¹³⁾. Chez nous également, on en prépare un, qui va sortir de presse. Cette grande réceptivité peut s'expliquer par plusieurs facteurs et, en premier lieu, peut-être par le fait que, par sa méthode de travail interdisciplinaire et de groupe, l'archéologie industrielle engage la science historique en dehors des cercles étroits d'archives et de bibliothèques, de la science de mandarin et de l'érudition en chambre. Par sa hardiesse et sa force d'attraction, elle ignore les frontières sociales et jette un pont vers ceux qui sont formés différemment, c'est-à-dire, de façon non traditionnelle. Elle fait appel à des connaissances techniques et en suscite de nouvelles. Elle revalorise l'expérience et le travail manuel. La Chine de Mao n'est pas la seule à avoir découvert qu'un historien de l'exploitation minière avait intérêt à vivre, pendant un certain temps, la vie du mineur. Ce n'est pas le moindre mérite de l'archéologie industrielle d'avoir recours au temps libre et aux activités sportives, comme ce fut le cas pour le bateau *Trinidad Valencera* de l'*Armada* espagnole dont le sauvetage fut organisé par un club de plongée sous-marine en mer du Nord. La communauté locale prend ainsi davantage conscience de son milieu. L'archéologie industrielle a certainement un rôle à jouer dans la rénovation urbaine par la restauration et la revalorisation de toutes sortes de vestiges de l'époque industrielle pour autant que l'imagination dépasse l'excessive transformation en sempiternels centres culturels. Pensons par exemple aux prisons de Recife et Fortaleza au Brésil qui ont été transformées en galeries de boutiques d'artisanat ou à la prestigieuse usine de textile de Vila Isabel à Rio de Janeiro qui est en train de devenir un centre commercial qui conservera du moins l'aspect global de son ancienne architecture. Elle peut également offrir des possibilités de création d'emplois par la remise en marche de vieilles machines ou la redécouverte de techniques perdues.

(*) La première partie de cet article a été publiée dans le n° 63 des *Cahiers de Clio*, pp. 38-53.

(13) E.R. GREEN, *The Industrial Archeology of the British Isles*, 23 volumes, Bristol, depuis 1967.

Toutes sortes d'inventions oubliées seront remises à jour et auront une nouvelle chance, ce qui modifiera d'ailleurs un peu l'insistance traditionnelle sur quelques grands noms de l'invention. Ainsi l'archéologie industrielle se situe dans ce mouvement pour le recyclage et pour le *small is beautiful*.

Néanmoins il se cache certainement un danger dans une trop grande orientation et un trop grand attachement à l'objet matériel et à la manie de la collection, — ce que les Anglais appellent *antiquarianism*, — qui peuvent empêcher chez le chercheur le distanciellement et la réflexion nécessaires. Retenu, sinon emballé par des critères comme la rareté, le volume, la vitesse, le chercheur perdra souvent la voie vers la formulation théorique. La multiplicité de ses sources et de ses méthodes peut faire perdre à l'archéologie industrielle sa spécificité. C'est pourquoi certains insistent pour limiter l'archéologie industrielle à l'étude des vestiges strictement industriels, mais en même temps ils lui font perdre ses chances de rénovation et d'intégration de cette science historique.

Son rôle dans l'enseignement de l'histoire

L'archéologie industrielle a un rôle important à jouer dans la rénovation de l'enseignement de l'histoire. Elle offre la possibilité d'un travail d'équipe et l'intégration d'une documentation et d'orientations de recherches très larges, ce qui répond à la tendance actuelle vers un enseignement plus concret.

Elle donne libre cours aux possibilités d'emploi des moyens audio-visuels. Le professeur d'histoire n'éprouvera aucune peine à trouver, dans l'environnement proche, un sujet d'archéologie industrielle pour un travail de groupe avec ses collègues de sciences naturelles, de dessin, de géographie, d'histoire de l'art et de littérature. En effet, notre pays a été très tôt et quasiment partout marqué d'une manière ou d'une autre par la révolution industrielle.

Grâce à l'archéologie industrielle, bien des points de vue et des convictions en matière d'histoire socio-économique, acquis à partir de sources traditionnelles, et principalement de statistiques qui ne sont pas toujours dignes de foi, pourraient être testés, confirmés, complétés, nuancés et, peut-être même, modifiés.

1. La métallurgie

C'est le cas notamment pour la métallurgie dont le rôle dynamique au cours de notre industrialisation est bien connu. Elle éprouva, très vite à vrai dire, les limites du marché pour sa production spécifique de machines et surtout de matériel de construction et de transport. De par son réseau orographique et hydrographique, de par sa superficie réduite, la Belgique n'offrait pas la possibilité de gigantesques travaux publics, comme ce fut le cas en Angleterre avec ses aqueducs en métal pour canaux, ses plans inclinés et ascenseurs pour bateaux, ses ponts grandioses, comme le *Forth railway bridge*. Chez nous, on peut les compter sur les doigts d'une main. Je citerai le pont de chemin de fer à Tamise, et quelques autres sur la Meuse, ainsi que les spectaculaires travaux publics du genre tunnel sous l'Escaut à Anvers et liaison Nord-Midi à Bruxelles. Par contre, notre

pays reçut de la part de quelques Etats commande d'installation de voies ferrées et de plusieurs dizaines de ponts et viaducs, comme par exemple entre Paranaguá et Curitiba, au Brésil.

La sobriété forcée dont a dû faire preuve la Belgique a pu, en partie, être compensée par une plus grande densité mais, ici encore, il faut tenir compte d'une grande parcimonie qui fait que certains tracés prévus n'ont pas été réalisés, comme par exemple, la liaison Louvain-Namur par voie ferrée.

Pour ces raisons, la métallurgie belge a cherché, très tôt, une issue en dehors de la mécanisation et des chemins de fer, soit en forçant le marché d'autres matériaux traditionnels ou encore en créant de nouveaux besoins et, surtout, en organisant ses moyens de transport. Ce fut, parmi d'autres, le cas de l'industrie du bâtiment, qui, au lieu de construire en bois, en briques ou en pierres naturelles, se mit à construire en métal. Elle pouvait, en cela, compter sur la collaboration de l'industrie du verre et de ses possibilités techniques. La démonstration en fut faite par le recouvrement en verre des galeries royales par Cluysenaer à Bruxelles et des serres royales par Ballat à Laeken. Il serait intéressant d'établir à quelle vitesse se sont répandus serres et toits de verre dans l'architecture privée avec toutes les conséquences que cela entraîna dans la conception du logement. L'industrie du zinc également, — la Vieille Montagne notamment, — a fait preuve, dès le début, d'une grande ingéniosité. L'intervention des pouvoirs publics fut aussi très importante par ses commandes nombreuses et ses ordonnances opportunes et souhaitées en matière de sécurité et d'hygiène. On le constata notamment dans le choix de la fonte pour les canalisations de la ville de Bruxelles, en lieu et place d'autres matériaux, tels le grès ou la toile vulcanisée. La Compagnie des conduites d'eau, société liégeoise, qui a travaillé dans le monde entier, n'est assurément pas étrangère à l'épanouissement de cette activité typiquement belge. La métallomanie belge, qui fut peut-être antérieure au succès du *Cristal Palace* de Londres, en 1851, ne pouvait toutefois déboucher que sur un petit nombre de réalisations pratiques, telles que les kilomètres de balustrades en fonte pour balcons dont l'utilité pratique était pour ainsi dire nulle et relevait de la pure fantaisie architecturale. On fit aussi le projet de construire des habitations complètes en matériaux préfabriqués de même que des gares et des pavillons. Dès qu'il apparut qu'on n'en voulait visiblement pas en Belgique, on les expédia dans les colonies, sous prétexte de leurs qualités particulières pour les régions tropicales : permutabilité, hygiène, résistance à la chaleur, au feu et aux tremblements de terre.

Les escaliers en colimaçon et les kiosques à musique en métal trouvèrent un meilleur placement. Une certaine sensibilité religieuse, bien limitée à quelques cercles biens définis, ne recula pas devant la perspective de construire, en style néo-gothique, des églises nanties d'une structure métallique, comme celle d'Argenteuil, aujourd'hui disparue, ou encore Notre-Dame du Travail, à Paris, toujours en usage⁽¹⁴⁾. On fabriqua, sur une grande échelle, en fonte et autres métaux, des christs en croix pour être placés au bord des chemins et sur des chapelles funéraires. Monseigneur van Caloen, abbé bénédictin, alla même jusqu'à

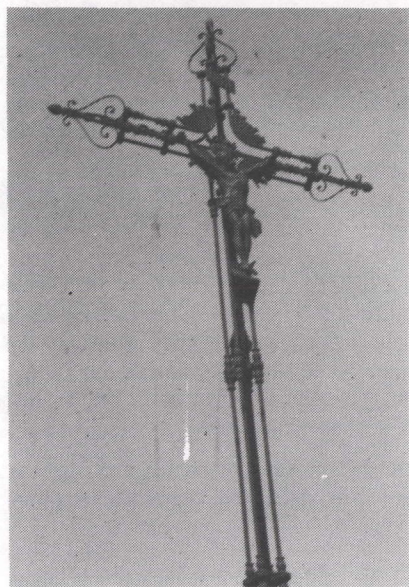
(14) Exposition : *Familièrement inconnues... architectures, Paris 1848—1914*, catalogue de B. MARGEY et P. CHENETOV, Paris, Bon Marché, 1976.



Structure métallique de l'église Notre-Dame du Travail, à Paris



Bâtiment industriel moderne des années '20, à Gand



Crucifix en métal de la première moitié du XIX^e siècle, modèle fort répandu le long des routes de Picardie

commander à Hambourg une abbaye complète en métal pour son territoire de mission, en zone tropicale, à Rio Branco en Amazonie. Mais, heureusement peut-être, les plans se perdirent en cours de route.

A défaut de colonies et de marine, la Belgique a pourtant su conquérir une grande partie du marché des métaux. On peut le déduire aisément des statistiques d'exportation. Mais l'archéologie industrielle peut assurément mettre ce rôle en lumière. Il reste à faire l'inventaire de l'archéologie industrielle belge à l'étranger. En effet, à côté du métro parisien, du pont Eiffel à Porto, de dizaines d'usines en Russie, du pont de chemin de fer sur le fleuve Jaune en Chine, du viaduc urbain de Sao Paulo, on y verrait figurer, de par le monde, des dizaines de milliers de kilomètres



Vue extérieure sur les ateliers industriels du Grand Hornu. Ils ont encore l'apparence austère d'une abbaye

de voies ferrées et de tramway. Les sociétés et les ingénieurs furent parfois à ce point prodigues de leurs kilomètres dans le but d'arracher le plus de commandes possibles, qu'ils eurent la réputation de poser des tracés longs et superflus.

Les atouts de notre activité métallurgique étaient, à coup sûr, la masse de capitaux disponibles pour des investissements en Russie et dans les Balkans, en Espagne, en Italie et en Amérique du Sud, en Egypte et en Chine. De nombreuses commandes ont aussi découlé de l'émigration de centaines d'ingénieurs, — plus de 10% de ceux qui furent diplômés aux environs des années 1900 ont séjourné un temps plus ou moins long à l'étranger, — et du fait que des milliers de travailleurs spécialisés sont partis, entre autres, en Pologne, en Russie, au Canada et en Argentine. Il faut évidemment tenir compte aussi de ce que les salaires, en Belgique, étaient inférieurs à ceux qui étaient alors pratiqués en France et en Angleterre et que nos industriels étaient préparés à la sous-traitance.

L'annexion du Congo nous a ouvert un marché quasiment exclusif et il serait particulièrement intéressant, voire même pittoresque, de traiter le problème de la colonisation en archéologie industrielle.

La fantaisie industrielle n'a connu aucune limite. On le constate notamment dans les *bush cars*, qui s'inspiraient à la fois des chaises à porteurs et des voitures légères. On a peut-être davantage colonisé par la puissance des matériaux que par la puissance militaire et administrative et les colons.



Charpente métallique des arènes de Colonia, en Uruguay

On pourrait effectuer une recherche analogue dans le domaine de nouveaux matériaux industriels, comme le caoutchouc avec lequel on a tout essayé, ou encore le ciment ou le béton. Je ne citerai comme exemple que l'emploi du ciment, pour recouvrir des milliers de murs et façades de vieilles maisons que nos restaurateurs sont aujourd'hui occupés à gratter. Cela vaut aussi, à une époque plus récente, pour le plastique et des produits tels que l'éternit, le linoléum, etc.

2. L'industrie traditionnelle du bâtiment

Le secteur de la construction traditionnelle, par contre, s'est vu attribuer un rôle plutôt restreint et passif tout au long de la croissance industrielle. On peut cependant constater *de visu* que l'on a beaucoup construit en Belgique

industrielle et indubitablement chaque citoyen avait une pierre dans le ventre. Mais il est possible que, si on connaissait mieux le nombre et les modalités de ce type de construction, notamment par une étude systématique des briqueteries, l'impression de crise dont semble avoir souffert ce secteur nous apparaîtrait peut-être différemment. N'est-ce précisément pas à cette époque que s'est manifestée, de façon aiguë, la tendance à construire davantage en période de crise, suite à la plus grande masse monétaire disponible et au fait que l'argent et la main-d'œuvre étaient moins chers ? Une telle recherche ne devrait pas se limiter exclusivement au milieu industriel mais devrait englober également le secteur agricole où on a vu à nouveau bâtir de vastes granges et étables.

Le propre de la Belgique est d'être restée longtemps fidèle aux matériaux et aux styles traditionnels en matière d'équipement industriel. Bien des usines ont pris possession d'anciens châteaux et abbayes et les nouvelles constructions continuèrent à s'en inspirer, affectant un style néo-classique ou néo-gothique sobre, pour ne pas dire pauvre. On n'a visiblement pas sacrifié à l'orgueil, à l'exotisme, à la fantaisie ni au gaspillage, comme ce fut le cas en Angleterre pour les gares « cathédrales » de Londres (Paddington en 1838 et Saint-Pancras en 1868) qui ont coûté aussi cher que les châteaux de Louis II de Bavière. Il en fut de même de la colonnade égyptienne de l'usine textile de Marshall-Hills à Leeds, en 1840.

De ce point de vue, on constate que le *take-off* industriel de la Belgique a payé sa précocité et son essor d'une parcimonie longue et continue. Le tournant



Eglise partiellement en verre. Verreries Fauquez, près de Nivelles



Cour intérieure couverte et appartements du familistère, à Guise.



Vue partielle du familistère de Guise, bâtiment presque aussi important que le château de Versailles

qui s'est opéré, dès les années 1900, — l'industrialisation belge une fois accomplie, — n'en fut que plus brutal et plus large. C'est à travers palais et maisons bourgeoises que nous saisissons le mieux ce processus. Ils sont rares les pays d'Europe occidentale, qui peuvent se glorifier de posséder des avenues telles que la *Cogels-Osylei* à Berchem-Anvers ou les allées et squares si nombreux à Schaerbeek, Saint Josse-ten-Noode ou Saint-Gilles.

Du point de vue artistique, on a ces temps derniers expliqué ces changements par la découverte de l'« art nouveau » mais il demeure une inconnue sur les plans technique et financier de la construction. Au niveau des petites villes bourgeoises, on retrouve ce changement, par exemple au *Vlaamse kaai* de Gand⁽¹⁵⁾. Une rapide exploration de nos villes est donc bien nécessaire, avant qu'il ne soit trop tard.

On a beaucoup fait, en Belgique, en matière de logement ouvrier, ce qui assurément jette une lumière particulière sur le paternalisme dont les pouvoirs publics tout autant que les capitalistes ont fait preuve, ainsi que sur les efforts accomplis par les petits entrepreneurs, les lotisseurs et les épargnants. On s'est visiblement montré fort tôt ouvert à toutes sortes de nouveautés et expériences dans le genre phalanstères et cités ouvrières. Dans ce domaine, on a récemment mis en valeur de remarquables réalisations. Ainsi, indépendamment de l'ingénieux complexe d'habitations du Grand Hornu qui reste témoin de qualité, on a construit, vers 1840, autour du charbonnage de Bois-du-Luc, un ensemble de petites habitations, certes un peu austères, mais pourvues néanmoins de services communautaires et même d'une salle de théâtre. Le long du canal Bruxelles-Willebroek, on a construit, en 1887, un familistère sur le modèle de la maison-mère Godin qui se trouve à Guise. D'inspiration également fouriériste, mais aussi de conception très paternaliste, il y a lieu de mentionner la construction, dès 1870 déjà, de l'hôtel Louise pour travailleurs célibataires à Micheroux. Il était confortable, avec des lits individuels et matelas, draps et couvertures, éclairage et eau courante, bain et, de plus, nanti d'un équipement de délassement⁽¹⁶⁾. On pouvait logiquement attendre de travailleurs logés dans de pareilles conditions qu'ils se tiennent à l'écart des mouvements de grèves. La cité Hoyoz, à Cuesmes, qui date de 1882, est imposante également et peut même passer pour luxueuse. Elle était constituée de logements de quatre pièces avec petit jardin, cave et eau potable à volonté⁽¹⁷⁾. Une des dernières réalisations paternalistes est la verrerie Fauquez aux environs de Nivelles. Elle comprenait, outre une église presque entièrement en verre, une boulangerie et une salle de cinéma. Il y en eut évidemment beaucoup d'autres, puisque la loi de 1889 entraîna la construction de 40.000 maisons ouvrières. On pourrait certainement en retrouver encore de nombreux témoins, dénués de toute fantaisie, dans des ruelles ou des impasses, comme à Gand ou à Louvain. Elles étaient, le plus souvent, construites à proximité des

(15) F. VAN TIEGHEM, *De Vlaamse Kaai te Gent: een typisch voorbeeld van negentiende eeuws eclectisme*, dans *Gentse bijdragen tot de kunstgeschiedenis*, t. 33, p. 281, 1973-1975.

(16) E. RIGO-HENDERICKX, *Les charbonnages, promoteurs immobiliers : L'Hôtel Louise à Micheroux (1870)*, Colloque d'archéologie industrielle, Colonster, Université de Liège, mai 1977. Article à paraître dans un prochain numéro des *Cahiers de Clio, Sciences de l'homme et de son environnement*.

(17) C. PIERARD, *Une des premières cités ouvrières modernes : la cité Hoyoz à Cuesmes-Mons*, *ibidem*, dans *Dossiers du Cacef*, n° 56, pp. 57-60, Namur, 1978.

usines mais aussi surprenant que cela puisse paraître pour la Belgique, parfois même dans des centres urbains, au sein de quartiers bourgeois.

Il reste à savoir quand, à proprement parler, commença la formation de *ghettos* et à vérifier, s'il n'y a pas eu, beaucoup plus qu'en Angleterre et en Hollande, communauté d'habitat et de vie entre bourgeois et ouvriers. Dès que les quartiers ouvriers furent reportés de plus en plus à la lisière des villes, la distanciation sociale grandit par la même occasion mais cela fit place à la fois aux premières cités-jardins sur le modèle des *garden-cities* britanniques des années '20 et '30. Quelques exemples typiques en ont été conservés dans la périphérie occidentale de Bruxelles. On a très tôt aménagé en divers endroits des espaces pour potagers, ce qui fait qu'un voyageur brésilien qui eut l'occasion de voir près de Bruxelles les derniers vestiges de ces aménagements, enserrés dans leurs petits enclos improvisés, a cru identifier ces baraques comme des *favelas*. Eu égard au niveau de vie des travailleurs de cette époque, on ne peut évidemment passer sous silence les avantages pécuniaires de ces potagers. De plus, ils maintenaient un lien avec la campagne, d'où la plupart des ouvriers étaient originaires. Par ailleurs, on ne peut plus guère trouver trace aujourd'hui de cette quantité de logements provisoires en planches, dont les entrepreneurs firent tant usage et qui eurent parfois la vie longue.

3. Les services publics

Dans le secteur des services publics, l'archéologie industrielle paraît pouvoir révéler bien des points lumineux dans la grisaille des conditions d'existence de la grande masse. L'autorité communale, héritière des Lumières, le plus souvent libérale dans les grandes villes, se soucia en premier lieu, de fournir l'eau en abondance. C'est ainsi que, fort tôt déjà, on a mis en œuvre dans ce domaine des moyens industriels pour installer puits artésiens, pompes, canalisations, compteurs, etc., de sorte qu'une grande partie de la population disposait déjà de l'eau courante⁽¹⁸⁾. On prit soin d'aménager des installations de bains et des lavoirs. Paris en comptait déjà 125 en 1851. Mais on peut se poser des questions encore concernant l'approvisionnement en eau dans les autres agglomérations industrielles, de même qu'en ce qui concerne le gaz, les services de voirie, le recouvrement des rues, les services postaux, etc. Concernant ces derniers, on a construit dès la fin du XIX^e siècle, toute une série de bâtiments imposants, en style éclectique ou néo-gothique, un phénomène typiquement belge qui ne se retrouve presque nulle part ailleurs.

En matière de santé publique, on a vu à nouveau construire de grands hôpitaux du genre de la *Byloke* à Gand ou de l'hôpital Saint-Jean à Bruges, nantis d'un équipement industriel typique et plus hygiénique, tels que lits en fer et matelas à ressorts⁽¹⁹⁾. Pour les hospices, on en revint à des institutions, avec résidence familiale, dans le genre Hôtel-Dieu du moyen âge, comme par exemple l'hospice Jouët-Rey en 1910.

(18) L. VIRE, *La distribution publique d'eau à Bruxelles, 1830-1870*, Bruxelles, Pro Civitate, 1973.

(19) M. FOUCAULT e.a., *Les machines à guérir*, dans *Dossiers et documents d'architecture*, Paris, Institut de l'environnement, 1976.



Ruelle à Louvain ; Courée

Les parcs et surtout les petits jardins publics, sur le modèle parisien, avec leurs bancs, leurs kiosques, leurs vespasiennes, ont servi de plaines de jeux aux enfants et joué le rôle de « bistrot des femmes »⁽²⁰⁾. Paris, à elle seule, en compte encore 249 aujourd'hui.

Les écoles également portent encore parfois la trace de cette empreinte industrielle, par la standardisation des bâtiments scolaires et même des bancs d'écoles. D'anciennes prisons et casernes, et même de plus récentes, ont été abondamment pourvues en fer pour des raisons de sécurité bien sûr et d'hygiène et construites en style néo-tudorien. L'étude en est rendue impossible par toute une série de dispositions juridiques prohibitives.

La consolidation de l'Etat de l'époque contemporaine tout entière repose sur une base industrielle, au propre et au figuré. La conséquence de ces réalisations d'utilité publique, c'est qu'il s'est visiblement développé au sein de la population, même dans les couches inférieures, un sentiment très subjectif de progrès, de même qu'une morale de travail et d'épargne. Il me paraît que l'histoire sociale qui se penche sur les statistiques de salaires et de prix, ainsi que sur les mouvements sociaux, n'a pas suffisamment prêté attention à ce problème.

(20) P. SANSOT, *Poétique de la ville*, Paris, 1973.

4. Alimentation et loisirs

Deux domaines restent encore peu explorés en matière d'archéologie industrielle, c'est le secteur de l'alimentation et celui des loisirs. En ce qui concerne le premier des deux, on note par exemple dès 1850, un début de consommation de café par les couches sociales désavantagées, comme alternative substantielle aux boissons alcoolisées et cette constatation va de pair avec l'industrialisation en Wallonie d'abord, puis en Flandre. La Belgique devint, avec la Hollande, la plus grande consommatrice de café par tête d'habitant et les cafetières devinrent inséparables de la cuisinière, le symbole du statut social, l'unique luxe et « consolation ». La consommation de café entraîna également l'important accroissement de la consommation de sucre, de lait et de chicorée ; ce qui dans certaines régions rurales, comme la Hesbaye, conféra une dimension industrielle, non seulement à la culture de ces produits, mais également aux entreprises agricoles elles-mêmes. L'étude de leur extension et de leur équipement industriel est une tâche qui devrait intéresser l'archéologie industrielle. Pensons, par exemple, au grand domaine de Chassart, aux premières laiteries. Des entreprises de torréfaction de café et des fabriques de chicorée, aux besoins limités en capitaux et en machines ont fréquemment été le point de départ de nombreux circuits de distribution pour produits alimentaires, — Delhaize le Lion, édifié sur le modèle de Félix Potin, date déjà de 1877, — et de solides fortunes dans les classes moyennes, ce qui suscita l'illusion d'une promotion sociale facile et de larges possibilités pour la petite entreprise dans le système capitaliste. Cette remarque vaut également pour les boulangeries et biscuiteries, pour les fabriques de chocolat et de cigares, pour les boucheries de détail et pour quantité de fabriques de conserves et de confiseries.

La consommation journalière de viande par la grande masse fut préparée, vers 1900, par la fabrication d'extraits de viande, laquelle fit naître, à Anvers, les grandes entreprises Liebig, Cibils et Kemmerich. Par leur usage abondant de réclames publicitaires, telles que « Bovril rend un service national » ou encore « en temps de crise, consommez Bovril », elles ont joué dans la consommation le rôle que jouera plus tard *Unilever*. La multiplication de marques dans les produits alimentaires a exercé dans les pratiques de consommation un rôle puissant de nivellement, pour ne pas dire de démocratisation. Ceci ne doit pas nous faire oublier les nombreux petits commerces d'épicerie grâce auxquels, en période de crise principalement, les femmes venaient en aide au salaire de leur mari ou à leur mise en chômage. Elles durent d'ailleurs s'adapter bientôt au progrès industriel, en ce qui concerne les étalages et les réfrigérateurs. Leur présence et leur abondance en tous lieux constituent également un phénomène typiquement belge, par comparaison avec la Hollande ou l'Allemagne.

Il y aurait une typologie bien intéressante à faire de tous ces magasins de boulangerie et de boucherie, avec leurs enseignes, leur caractère et leur aménagement propres⁽²¹⁾. Rien de plus significatif à ce sujet que les boucheries chevalines, qui révèlent, par leur présence, la prolétarianisation de certains quartiers urbains

(21) C. REINHAREZ et J. CHAMARAT, *Boutiques du temps passé*, Paris, Presses de la connaissance, 1977 ; exposition *Paris, boutiques d'hier*, Paris, Musée des arts et traditions populaires, 1977.

et l'augmentation de la consommation de viande par les gagne-petit. Il y a aussi le secteur des hôtels-restaurants. On ne peut plus guère retrouver de ces hôtels du XIX^e siècle avec leurs jardins d'hiver. L'un des derniers survivants est le Métropole à Bruxelles. La fréquentation des restaurants n'est pas restée longtemps le privilège d'une petite minorité, puisque, dans son ouvrage, *Le mangeur du XIX^e siècle* paru en 1973, Jean-Paul Aron a bien montré qu'à Paris tout au moins, un grand nombre d'établissements travaillaient pour une clientèle populaire. Il existait même des établissements où l'on consommait les reliefs des repas des grands restaurants, les « bijoux »⁽²²⁾. En Belgique, les cafés étaient aussi nombreux que les épiceries. Le livre de G.H. Jansen, *De eeuwige kroeg, hoofdstukken uit de geschiedenis van het openbaar lokaal* (Le cabaret éternel, pièce maîtresse de l'histoire des locaux publics), Boom, Neppel, 1976, devrait trouver un prolongement, du point de vue de l'archéologie industrielle, dans l'analyse des nombreux cafés populaires pour ce qui est de leur typologie, la standardisation du mobilier et l'impact sociologique⁽²³⁾. En Belgique, il faut également porter intérêt aux établissements pour voyageurs de commerce et aux « cafés et chambres pour voyageurs »⁽²⁴⁾ ainsi qu'aux friteries. Par ce biais, on touche aux quartiers de gares, propres aux villes belges, même les plus petites. Ils ont joué un rôle de premier plan dans les délassements populaires, grâce aux brasseries et aux pianos mécaniques, — les instruments de la marque Hooghuys-Mortier sont connus de tous⁽²⁵⁾, — les pistes de patinage, les mâts pour archers, surchargés de cibles-à-faire-basculer sous berceau et les premiers cinémas, les *Alhambras*⁽²⁶⁾. Les quartiers de gares ont pris la place des portes de villes, aux époques anciennes, dans la mesure où ils ont symbolisé le contact entre la ville et l'extérieur et constituaient de la sorte un refuge pour la marginalité et la criminalité dans la société industrielle. C'est là que de tout temps la police allait à la recherche de ses premiers suspects dans les affaires criminelles.

Une partie de la bourgeoisie, qui n'était pas toujours de mœurs victoriennes, trouvait alors son dépaysement dans le tourisme, les stations balnéaires et les villes d'eau, qui en vinrent à s'équiper de sensations nouvelles : panoramas, — on peut en voir le dernier exemple à Waterloo, — chemin de fer à cable aérien, casinos et, sur mer, les estacades et les jetées⁽²⁷⁾. Celles de Brighton, en Angleterre, devinrent des modèles que l'on copia très vite à Ostende et à Blankenberghe. Si la côte belge a perdu en peu de temps la presque totalité de ses villas au bord de mer datant d'avant la première guerre mondiale, on peut encore en voir sur la côte normande entre Deauville et Cabourg. Des hôtels furent également construits sur une échelle industrielle et là même où il n'y a guère on ne se serait pas attendu à en voir comme l'hôtel d'Héliopolis, en Egypte, qui compte 400 chambres et fut

(22) En français, dans le texte (N.D.L.T.).

(23) Exposition *Cafés, bistrots et compagnie*, Paris, Beaubourg, 1977.

(24) En français, dans le texte (N.D.L.T.).

(25) R. DE WAARD, *Catalogus nationaal museum van Speeldoos tot Pierement*, pp. 69-84, Arnhem, 1972.

(26) *Music-halls*, puis *cinémas-music-halls*.

(27) H.E. MELLER, *Leisure and the changing city, 1870-1914*, Bristol, 1976 ; J. LOWERSON et J. MYERSCOUGH, *Time to spare in victorian Britain*, Harvester, 1977 ; J.A.R. PIMLOTT, *The englishman's holiday: a social history*, Hassocks, Harvester, 1977. Chez nous voir : A. THIJS, *Van 'Theater der Armen' tot burgerlijk poppenspel*, dans *Tijdschrift voor sociale geschiedenis*, t. 2, pp. 55-82, 1977.

construit dès 1908 par l'architecte bruxellois Ernest Jaspar, en vue du tourisme d'hiver en Egypte. Vers la même époque, une entreprise belge dressa les plans d'une station balnéaire ultra-moderne, à construire sur la côte argentine.

En matière de distractions populaires, il y avait encore les kermesses. Maria Keyser en a évoqué la folle diversité dans son ouvrage : *Komt dat zien! De amsterdamse kermis in de XIX^{de} eeuw* (Venez voir ! La kermesse amstellodamoise au XIX^e siècle), Amsterdam, Israël, 1976. Là aussi, on trouve une succession d'inventions qui témoignent de la pénétration de la mécanisation et de l'industrialisation dans ce domaine. Nulle part mieux qu'ici, elles ne furent plus directement populaires, voire démythifiées. Une vulgaire balançoire y est rebaptisée *hovercraft*. On y trouvait des installations comme le musée Spitzner qui, à l'aide de quelques planches en couleurs et de foetus sous alcool, faisaient de l'éducation sexuelle, mais plutôt par intimidation. La Belgique, à vrai dire, n'a pas connu de vastes parcs à attractions, comme le *Tivoli* à Copenhague ou le *Prater* de Vienne. Le *luna-park* de Zemst a été quelque chose du même genre et il y aurait intérêt à dresser une carte des *Moeder Siska* et de ses successeurs dans les périphéries de nos villes.

De grands cirques américains et allemands se sont organisés sur une base industrielle et ont parcouru jusqu'aux plus petites villes. Il en vint un à Courtrai, dans les premières années du siècle qui utilisait tant d'ampoules électriques, que même en fouillant leurs souvenirs jusqu'à leur plus tendre enfance, des personnes âgées disent n'avoir jamais vu auparavant le ciel aussi illuminé à la ronde jusqu'aux petites heures. A Roulers, on a même donné le nom de *Barnum* à un quartier de la ville. Tandis que chez nous on achève la démolition et la transformation des salles de cinéma, on s'est mis ailleurs à l'étude de ce divertissement populaire par excellence avec des premiers résultats remarquables comme *Histoire du spectacle cinématographique à Perpignan de 1896 à 1944* de René Noël dans les *Cahiers de la cinémathèque*, *Os mais antigos cinemas de Lisboa, 1896-1939* de M. Felix Ribeiro dans *Cinemateca Nacional*, Lisbonne, 1978 et *A bela epoca do cinema brasileiro* de Vicente de Paula Araujo, São Paulo, 1976. Dernièrement toutefois, un mémoire sur le cinéma à Louvain a été présenté à la *Katholieke Universiteit te Leuven* par Guido Convents.

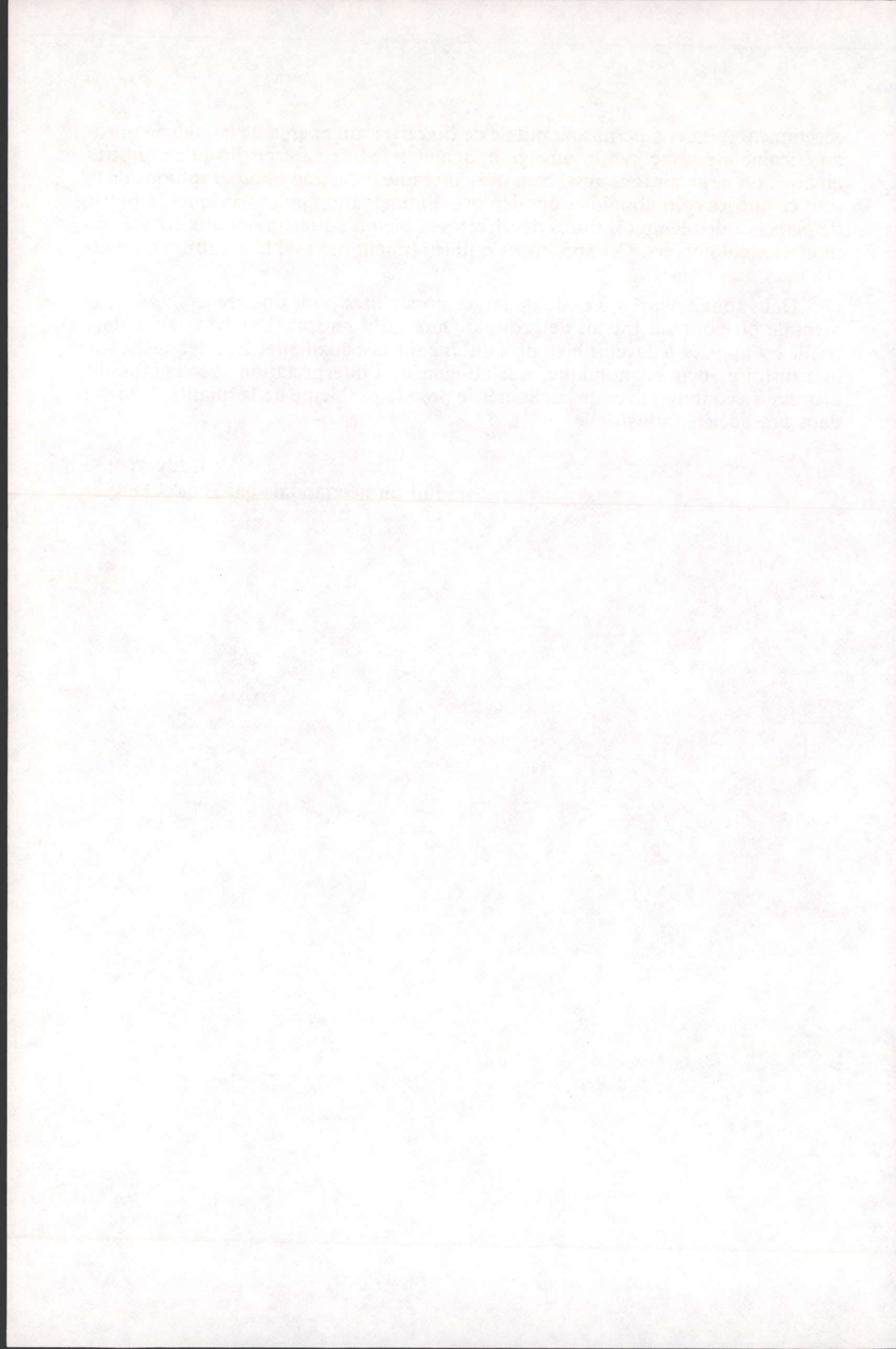
Le sport, qui s'est insinué dans le repos dominical, a fait naître vélodromes et premiers terrains de football. Du temps de Léopold II déjà, les prouesses sportives avaient acquis un prestige national et contribuaient à la propagation de nos produits sur les marchés internationaux et le roi avait déjà pour habitude de recevoir au Palais les vainqueurs des premières courses cyclistes. Les combats de coqs, les paris sur le chant des pinsons, les cynodromes pour lévriers, sur le modèle britannique, — il en existait encore un, il n'y a guère à Blankenberge, — mais surtout la colombophilie, ont été pour la classe ouvrière, ce que les nombreux hippodromes, autodromes et champs d'aviation représentaient pour la bourgeoisie industrielle. La colombophilie occupait à ce point les petites gens qu'elle fut dépeinte comme un danger social⁽²⁸⁾. A la suite de l'exposition qui

(28) H. DE POTTER, *Gent van den oudsten tijd tot heden, Geschiedkundige beschrijving der stad*, t. 4, pp. 348-349, Handzame, 1969 : cite pour Gand seul, de 900 à 1000 amateurs férus de colombophilie.

récemment à Paris a permis au public de découvrir un aperçu de la maison nord-américaine « pauvre » et « sauvage », depuis les abris naturels jusqu'aux huttes en bois, on pourrait tout aussi bien présenter une incursion photographique dans tout ce que les colombophiles ont déployé d'imagination pour fabriquer, à partir de planches de réemploi, trams désaffectés et bien d'autres matériaux encore, de modestes colombiers. Ces spécimens n'illustreraient pas mal la « culture du pauvre ».

Dans tout cela, il y a donc de larges possibilités pour une recherche fondamentale ou pour un travail de groupe. Quoi qu'il en soit, l'archéologie industrielle est appelée à devenir bien plus qu'une science auxiliaire. Elle débouche sur une histoire socio-économique, qui au-delà de l'interprétation idéologique du processus économique et de la cliométrie pose le problème de la qualité de la vie dans une société industrielle.

Eddy STOLS,
traduit du néerlandais par René DEPREZ.



INFORMATION PÉDAGOGIQUE

INFORMATION TECHNOLOGY

LES OUTILS PRÉHISTORIQUES : UTILISATION D'UN FILM

Introduction

Au cours de l'année scolaire 1979-1980, une séquence d'enseignement sur le problème diachronique « La fabrication » a été réalisée par un groupe d'élèves-maîtres de seconde langue maternelle-histoire dans une classe de première année de l'enseignement secondaire de type 1⁽¹⁾. Après avoir envisagé la société pré-industrielle au XVIII^e siècle en exploitant, notamment, les ressources du Musée du fer et du charbon à Liège⁽²⁾ et la société industrielle des XIX^e et XX^e siècles en utilisant un extrait du film de Charlie Chaplin, *Les Temps modernes*, et en visitant une partie des usines métallurgiques Cockerill à Ougrée près de Liège, nous avons réalisé un bond dans le temps pour étudier la fabrication des outils préhistoriques depuis l'apparition de l'homme sur la terre jusqu'aux environs de 3000 avant Jésus-Christ. C'est cette dernière partie que nous présentons ici.

Méthodes

Voici le cheminement de cet exercice didactique ainsi que les méthodes utilisées pour approcher la compréhension de la technique de la taille de la pierre durant la préhistoire.

Afin que les élèves visualisent mieux et concrétisent plus amplement la technique de taille, nous avons choisi de leur projeter un film : Jacques MERCIER, *Les outils préhistoriques. A la recherche de la technique de taille*⁽³⁾. Dans ce film, un préhistorien taille différents outils en pierre et les compare ensuite à des vestiges authentiques. Il reconstitue ainsi les différentes techniques de taille qui ont pu être utilisées par les hommes de la préhistoire.

- (1) Les études de « langue maternelle-histoire » conduisent au titre d'agrégé de l'enseignement secondaire inférieur. L'enseignement secondaire de type 1 propose en première année du secondaire (12-13 ans) un programme d'histoire diachronique. L'expérience rapportée ici a été réalisée dans la classe de Madeleine Hansotte (Ecole moyenne de la rue Hazinelle à Liège).
- (2) Voir M. HODEIGE, *Le Musée du fer et du charbon à Liège*, dans *Cahiers de Clio, Sciences de l'homme et de son environnement*, n° 48, pp. 51-58, Bruxelles-Liège, Centre de la pédagogie de l'histoire et des sciences de l'homme, 1976 ; ATELIER D'HISTOIRE DE LIEGE, *Montage audio-visuel sur la forge wallonne aux XVII^e et XVIII^e siècles*, dans *Cahiers de Clio...*, n° 56, pp. 64-71, 1978 ; M.-C. BALDEWYNS, J. DUCHESNE, D. FRAIKIN et D. VERLAINE, *La forge wallonne aux XVII^e et XVIII^e siècles*, dans *Cahiers de Clio...*, n° 58, pp. 93-99, 1979.
- (3) Ce film fait partie des collections du Service des auxiliaires de l'enseignement (Ministère de l'Education nationale), rue de Stassart 43, à 1050 Bruxelles, tél. 041/511.59.80 ou 511.59.89 sous le numéro 4264.

L'exercice didactique a été mené comme suit :

1. répartition des élèves en groupes de quatre ;
2. distribution à chaque groupe :
 - d'un tableau synthétique⁽⁴⁾,
 - d'une ligne du temps⁽⁵⁾,
 - de schémas à identifier, relatifs aux différents types de pierre taillée⁽⁶⁾ ;
3. consignes orales et explication de certains mots de vocabulaire nécessaires à la compréhension parfaite des documents distribués ;
4. projection du film en entier d'abord, par tranches ensuite⁽⁷⁾ ;
5. travail systématique de chaque groupe sur le tableau synthétique⁽⁸⁾ après chaque arrêt opéré dans le film :
 - paléolithique inférieur,
 - paléolithique moyen,
 - paléolithique supérieur,
 - comparaison entre copies et pièces authentiques ;
6. correction au tableau noir⁽⁹⁾ ;
7. critique historique par questions orales sur la nature des documents présentés dans le film ;
8. localisation spatiale des principaux centres paléolithiques sur transparent⁽¹⁰⁾ ;
9. en guise de conclusion, mise en évidence par des questions :
 - de la longue dimension chronologique de la préhistoire et de la longue utilisation du biface (introduction d'un transparent)⁽¹¹⁾,
 - du progrès lent des outils,
 - de la précision de plus en plus grande de la technique de taille et des outils,
 - de l'agilité manuelle des hommes préhistoriques.

Remarque

Cet exercice didactique a été réalisé en deux fois et sur une durée de trois heures environ. Il a donc été nécessaire, lors de la seconde semaine, de procéder à un rappel de ce qui avait été réalisé et de présenter aux élèves un tableau très schématique sur transparent, reprenant les matériaux utilisés pour la taille ainsi que les noms des différents outils⁽¹²⁾.

(4) Cfr annexe 1.

(5) Cfr annexe 2.

(6) Cfr annexe 3.

(7) Ces tranches ont été décidées en fonction des différentes techniques de taille et des différentes périodes de la préhistoire afin de mieux structurer l'exercice didactique.

(8) Cfr annexe 1.

(9) Cfr annexe 1.

(10) Cfr annexe 4.

(11) Cfr annexe 5.

(12) Cfr annexe 6.

OBJECTIFS

cognitifs

<i>Savoir</i>	<i>Savoir-faire intellectuel</i>
L'élève doit connaître :	L'élève doit être capable de :
La fabrication dans la préhistoire :	• identifier un document historique (cfr ci-dessus, méthodes, n° 7) ;
— les différentes périodes,	• Localiser dans le temps :
— les différents types d'hommes,	— apprécier la distance entre l'époque des faits (premiers outils de l'homme) et la date des documents s'y rapportant (le film),
— les différents outils, techniques de taille, les matériaux utilisés.	— classer les différentes périodes du paléolithique et du néolithique les uns par rapport aux autres ;
	• localiser dans l'espace :
	— situer les différentes techniques de taille et les différents outils dans leur cadre géographique (cfr annexes 1 et 4) ;
	• dégager des sources d'information tout ce qu'elles contiennent grâce au sens de l'observation. Dans le cas de ce film : les périodes, les outils, les techniques de taille, les matériaux utilisés,...
	• dresser un tableau exact de la fabrication des outils pendant la préhistoire (cfr annexe 1).

affectifs

<i>Savoir-être face au sujet</i>
L'élève doit être capable de :
• manifester de l'intérêt et de la curiosité quant à la fabrication et à la production des différents outils dans les sociétés archaïques ;
• faire preuve de la volonté de comprendre les difficultés rencontrées par les premiers hommes pour assurer leur survie ;
• reconnaître le changement dans les différentes techniques de taille et dans les matériaux utilisés comme une caractéristique normale et permanente de la condition humaine sans en faire une fin en soi.

Savoir-faire face aux autres

L'élève doit être capable de :
• travailler au sein d'un groupe (les groupes seront organisés par le professeur) pour effectuer l'analyse du film (cfr annexes 1, 2 et 3) ;
• faire preuve de tolérance vis-à-vis des opinions des autres membres du groupe auquel il appartient ;
• écouter les réponses des autres lors de la correction du tableau synthétique (annexe 1) au tableau noir.

psychomoteurs

<i>Savoir-faire non intellectuel</i>
L'élève doit être capable de :
• Manipuler des instruments de travail (dictionnaires, lignes du temps) ;
• communiquer aux autres des informations recueillies lors des travaux de groupe ;
• s'exprimer par des comportements écrits (tableau, ligne du temps).

Conclusion

D'après l'expérimentation, nous pouvons dire que ce film a permis aux élèves de mieux appréhender une époque lointaine et souvent rébarbative à leurs yeux. Cette source audio-visuelle concrétisait mieux que des photographies par exemple les différents outils ainsi que, et surtout, les méthodes de taille utilisées. En raison de la longueur du film, il a toutefois été indispensable de procéder à son découpage suivant les différentes périodes correspondant à chaque type d'outils et de techniques de taille. Ainsi, la matière était mieux structurée, les temps longs et les moments de changement dans l'outillage étaient mieux mis en évidence.

Dominique FRAIKIN,
sous la direction de Maggy HODEIGE.

ANNEXES

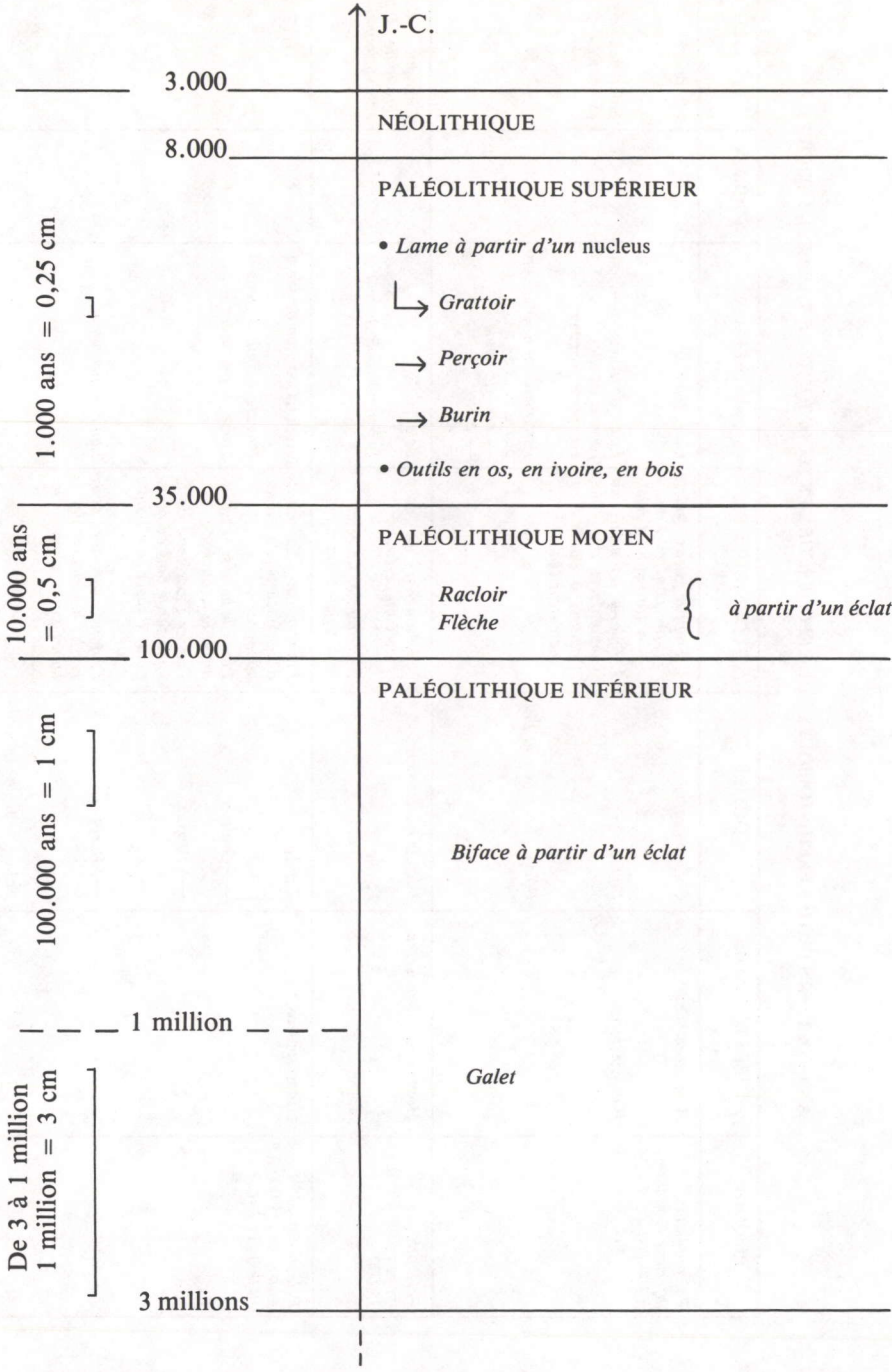
Note liminaire

Tout ce qui est imprimé en caractères italiques dans les annexes a été complété par les élèves de la classe d'enseignement secondaire sous la direction de l'élève-maître, en travail de groupe ou collectivement.

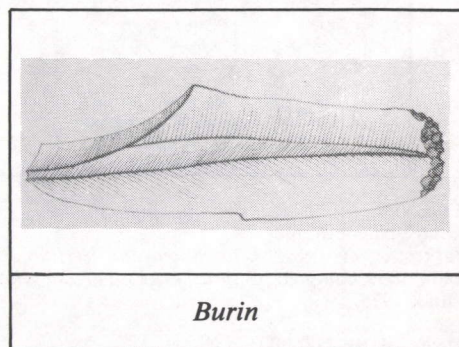
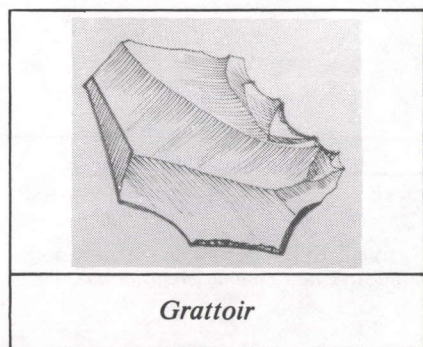
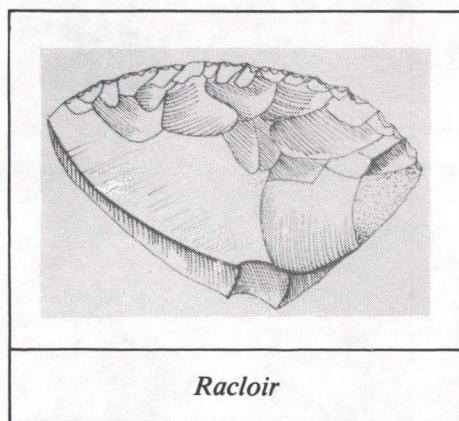
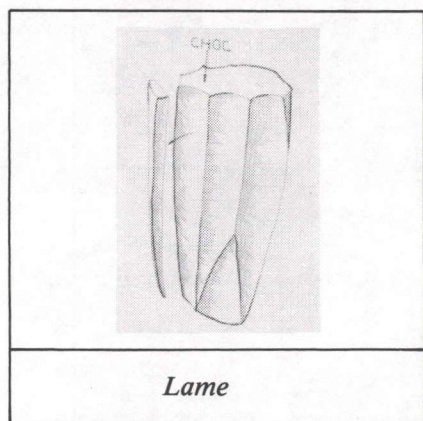
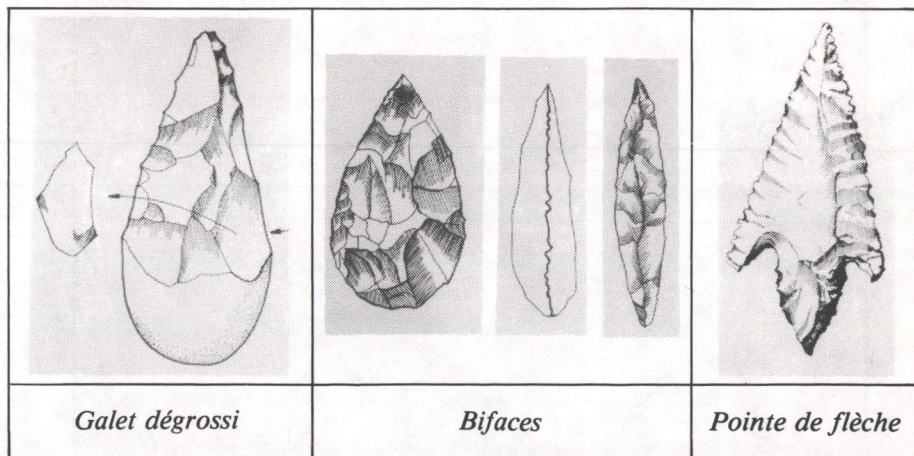
ANNEXE 1 : LES OUTILS PRÉHISTORIQUES. A LA RECHERCHE DES TECHNIQUES DE TAILLE (J. MERCIER)

PÉRIODE	TYPES D'HOMME	OUTILS	TECHNIQUES DE TAILLE	MATÉRIAUX UTILISÉS	SCHÉMA	LIEU
Paléolithique inférieur (3 millions à 100 000 avt J.-C.)	Australopithèque	Galet aménagé	1. Frapper deux galets l'un contre l'autre → formation d'éclats	Galet (pierre)	1	Maroc
	Pithécanthrope	Biface	2. Enlever les éclats sur deux faces d'un bloc naturel à l'aide d'un percuteur (galet)	Eclat de roche dure ou rognon de silex Percuteur = galet	2	Saint-Acheul (Somme)
		Biface plus mince et plus fin		Percuteur non plus en pierre mais en : — bois de renne — ivoire — os		
Paléolithique moyen (100 000 à 35 000 avt J.-C.)	Homme de Néanderthal	Racloir moustérien Flèche	1. Retoucher un éclat avec un percuteur 2. Retoucher un éclat → pointe emmanchée	Eclat Percuteur (bois de renne)	5	Charente (grotte de Moustier en Dordogne)
	Homo sapiens	Lame → Grattoir → Perçoir → Burin Pointe de flèche (jaspe)	Frapper sur les bords d'un nucleus de forme allongée Placer la lame sur l'enclume et la retoucher Presser l'extrémité de la lame sur le bois de renne pour dégager une pointe aiguë Frapper sur les deux bords antérieurs de la lame pour enlever les éclats	Nucleus (rognon de silex) Percuteur (bois de renne) Lame + percuteur Lame + percuteur	4 6 7	

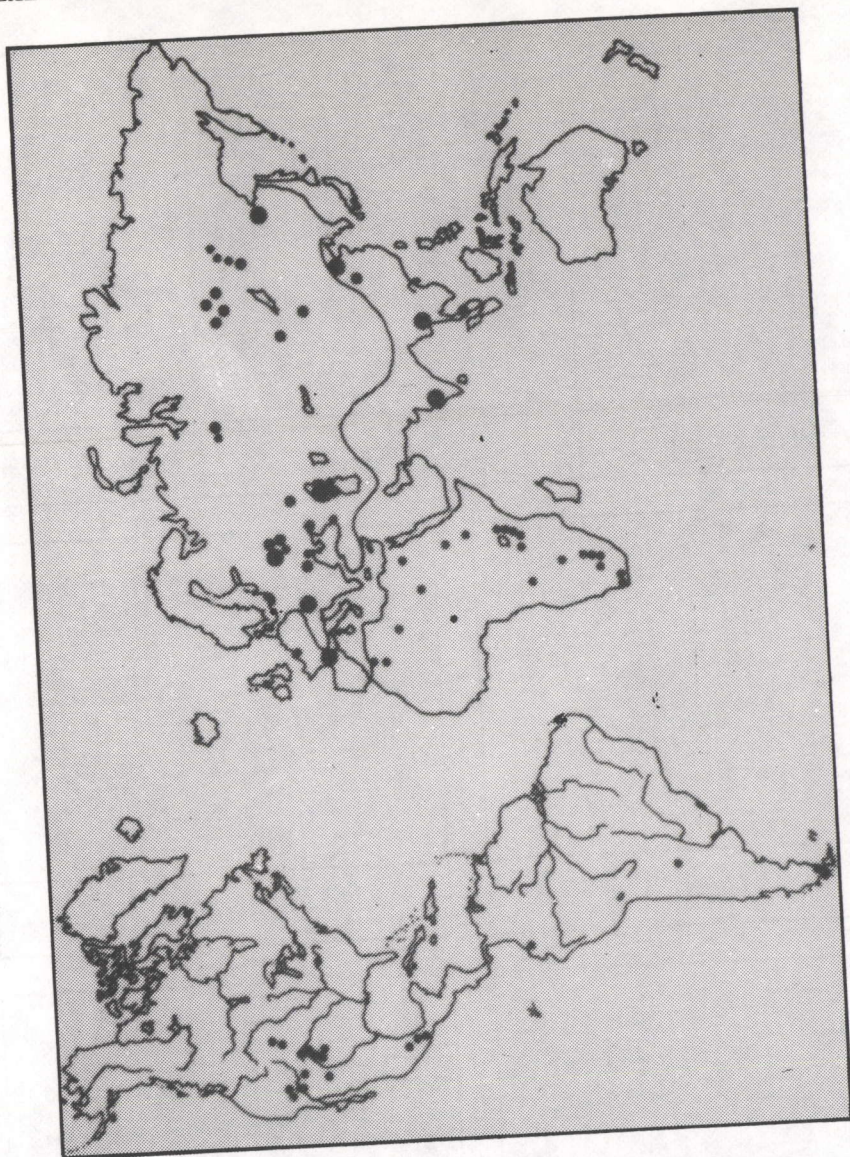
ANNEXE 2



ANNEXE 3



ANNEXE 4 : PRINCIPAUX CENTRES PALÉOLITHIQUES

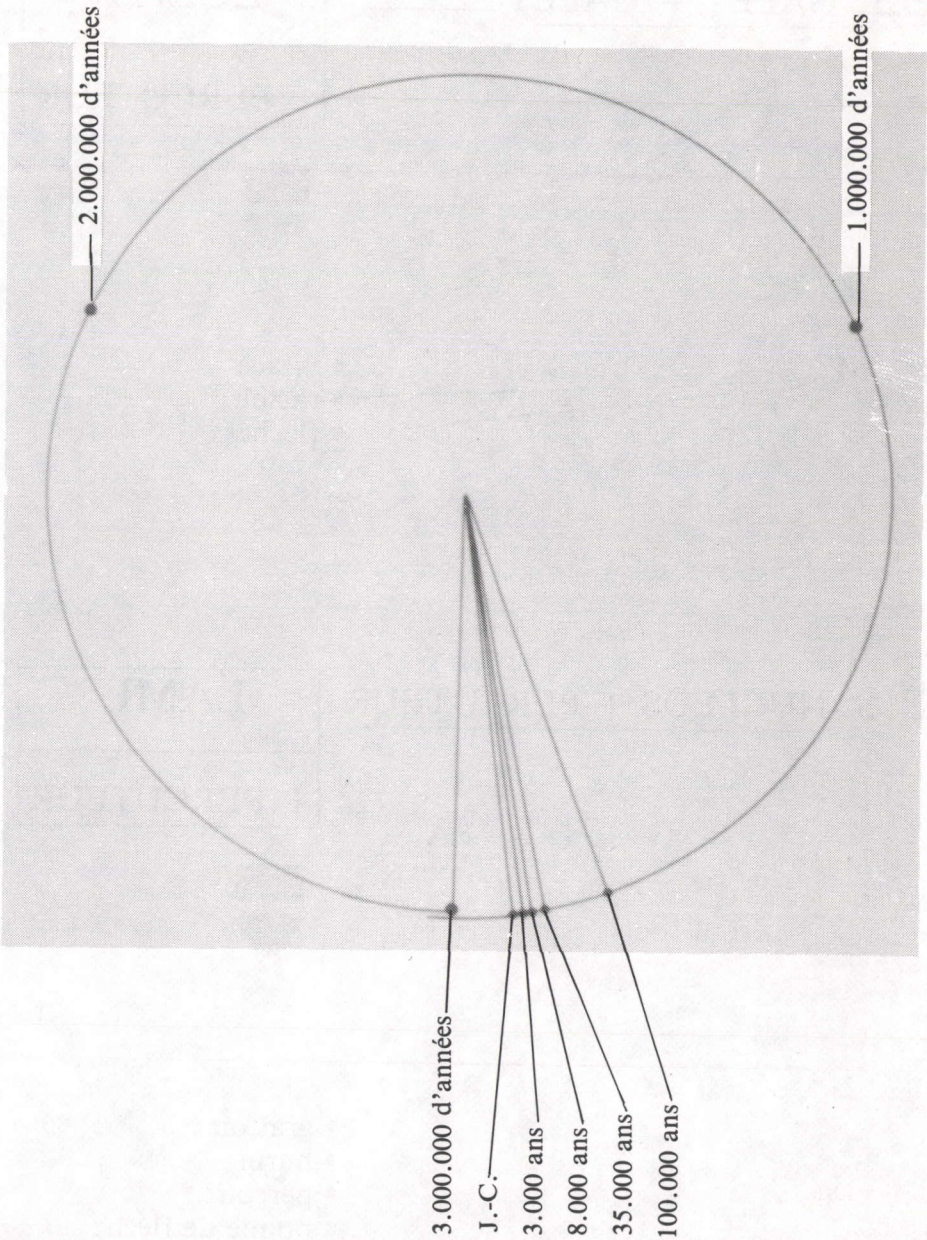


LÉGENDE

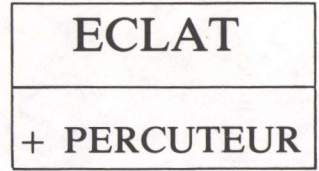
• centre paléolithique.

D'après A. VARAGNAC, *L'homme avant l'écriture*, p. de garde 2, coll. « Destins du monde », Paris, Colin, 1959 complété d'après J. JELINEK, *Encyclopédie illustrée de l'homme préhistorique*, Paris, Gründ, 1975.

Echelle : 1:100.000.000



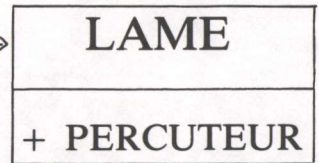
P.I. GALET + GALET →



P . M .

- biface
- racloir
- flèche

P.S. NUCLEUS + PERCUTEUR →



- grattoir
- burin
- perçoir
- pointe de flèche

LES PROBLÈMES D'ALIMENTATION DE L'ÊTRE HUMAIN DANS LES SOCIÉTÉS ARCHAÏQUES DE CHASSEURS-RAMASSEURS AUJOURD'HUI ET DANS LE PASSÉ

ESSAI DE COORDINATION INTÉGRÉE DE L'ÉTUDE DU MILIEU NATUREL HUMAIN
ET TECHNIQUE DANS LE DEGRÉ D'OBSERVATION DE L'ENSEIGNEMENT
SECONDAIRE RÉNOVÉ, PAR UN GROUPE DE PROFESSEURS D'HISTOIRE
ET DE GÉOGRAPHIE(*)

Note liminaire

Les auteurs se sont efforcés de constituer des parties de cours complémentaires et autonomes qui leur permettront de réaliser des contrôles intégrés d'histoire et de géographie. Ces contrôles intégrés se feront à l'aide de questionnaires préparés par les professeurs d'histoire sur la matière de géographie.

Ces contrôles dont le lecteur trouvera des exemples à la fin de la séquence de cours sont destinés à faire percevoir par les élèves la complémentarité de l'une et l'autre branche, à leur en faciliter la compréhension et, à plus long terme, à coordonner les critères d'évaluation des professeurs.

La partie historique a été réalisée par les professeurs de l'atelier opératif de Saint-Gilles qui réunit depuis plusieurs années, dans les locaux de l'Athénée de Saint-Gilles à Bruxelles, des professeurs désireux d'élaborer leurs cours et une formation continuée en commun. L'atelier est ouvert à tous ceux qui le désirent et de plus amples renseignements peuvent être obtenus auprès de R. Robbrecht, professeur d'histoire à l'Athénée de Saint-Gilles, 16 rue de la Rhétorique, 1060 Bruxelles.

(*) Nous publions ici la séquence réalisée pour le cours d'histoire ainsi que le questionnaire conçu par l'équipe d'historiens et les questions relatives à cette séquence réalisée par un professeur de géographie. L'atelier opératif de Saint-Gilles a aussi conçu un questionnaire s'appliquant à une séquence d'enseignement du cours de géographie, — nous ne le publions pas ici (N.D.L.R.)

Séquences à réaliser au cours d'histoire

A. Les sociétés archaïques⁽¹⁾ de chasseurs-ramasseurs : les documents

Document 1 :

« Au cours des années 1949 et 1950, j'enquêtais longuement [dans la région de Brazzaville...]. En dehors des instruments de chasse (lance courte, couteau, arbalète, filet de fibres), ces hommes [les Pygmées] se trouvent presque dépouillés [...]. La forêt reste leur véritable demeure. Ils sont avec des mains nues, plus habiles qu'aucun autre peuple à tirer profit de la nature. Nul comme eux n'excelle à la chasse [...]. Hommes et femmes savent aux saisons propices, sans outils, pêcher dans les trous d'eau. Femmes et enfants par bandes toujours muettes, réalisent les plus fructueuses cueillettes, revenant chargés de fruits, de feuilles, de tubercules comestibles, d'insectes et de vers [...]. Ils collectent le miel qui sert de nourriture aux jeunes enfants ».

D'après G. BALANDIER, *L'Afrique ambiguë*, coll. « 10/18 », p. 25, Paris, Plon, 1957.

Document 2 :

a) « Les Pygmées utilisaient le piège, entre autres le filet qui peut atteindre plusieurs centaines de mètres de long et est attaché aux branches sur le passage du gibier. Femmes et enfants servent de rabatteurs, mais les instruments les plus couramment utilisés sont l'arc et le javelot, ce dernier terminé maintenant par une pointe de fer qu'ils acquièrent des Noirs par échange [...]. L'indigène chasse les sangliers, les antilopes, les rongeurs, toutes les espèces de singes y compris le gorille. L'éléphant est aussi chassé malgré les dangers que comporte une telle expédition [...] ».

b) « Outre la faim, un autre danger menace l'Australien : la soif. L'eau est rare dans certaines régions [...]. Il se contente, lorsque le besoin s'en fait sentir d'aspirer l'humidité qui recouvre les plantes épineuses [...] ».

Pour la cuisson du kangourou, l'indigène commence à creuser une fosse peu profonde, il remplit ensuite celle-ci de branches qu'il fait brûler pour obtenir une certaine quantité de braises. L'animal [...] est jeté dans le feu. Au bout d'un certain temps, lorsque le feu est retombé, la braise est enlevée ; on place le kangourou sur le dos, puis on le recouvre de cendres et de sable. L'animal continue ainsi à cuire pendant un temps qui varie d'une demi-heure à une heure [...] ».

J. MAUDUIT, *La vie quotidienne à l'époque des premiers chasseurs*, pp. 108-112, 127-128, 134, 142, Paris, Hachette, 1972.

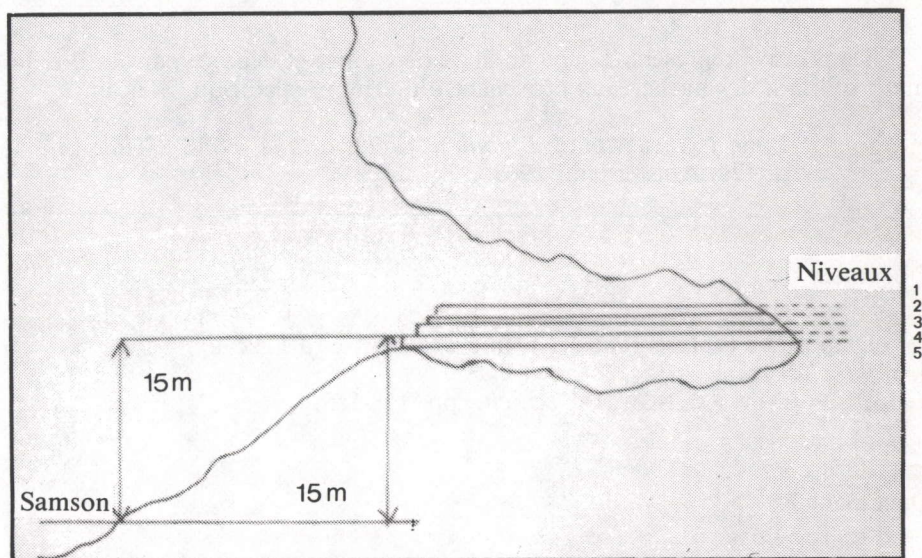
(1) On appelle « sociétés archaïques » aussi bien les sociétés primitives d'aujourd'hui que les sociétés paléolithiques.

Document 3 :

« Nomades d'une forêt somme toute assez pauvre en ressources végétales comestibles, ce n'est pas de la collecte que les Guayaki⁽²⁾ peuvent attendre l'essentiel de leur subsistance. Racines, baies, fruits, cœurs de palmier, miel, larves constituent sans doute un appoint considérable de nourriture, on n'a garde de négliger tout cela, et les femmes les recherchent sans cesse à chaque halte. Le principal de la nourriture, ce sont les hommes qui le produisent, en fournissant la viande et la graisse dont on ne peut se passer ».

P. CLASTRES, *Chronique des Indiens Guayaki*, p. 150, Paris, Plon, 1972.

Document 4 :



Coupe géologique de la troisième caverne de Goyet (vallée du Samson, affluent de la Meuse), province de Namur, Institut royal des sciences naturelles de Belgique, Bruxelles.

(2) Indiens Guayaki : tribu du Brésil avec laquelle l'auteur a vécu vers 1960.

Habitat humain	{	niveau 1 : 10.000 avant J.-C. :	ossements d'ours, de chevaux, de mammouths, de rennes ;
		niveau 2 : 10.000 avant J.-C. :	ossements d'ours, de chevaux, de cerfs ; ossements humains, pointes de sagaies ;
		niveau 3 : 10.000 avant J.-C. :	ossements d'ours, de mammouths, de rennes ; grattoirs et pointes de javelots en os ;
		niveau 4 : 100.000 avant J.-C. :	ossements d'ours, de bœufs, de ren- nes ;
		niveau 5 : 100.000 avant J.-C. :	refuge des grandes fauves ; osse- ments de lions, d'ours.

Document 5 :

Diapositive représentant une antilope dépouillée et dépecée par des Boschimans utilisant des hachereaux provenant d'un site préhistorique africain.

Dans F.C. HOWELL, *L'homme préhistorique*, coll. « Time-Life », p. 120, Amsterdam, 1969.

Document 6 :

Diapositive représentant des peintures rupestres à Lascaux.

Dans F.C. HOWELL, *op. cit.*, pp. 158-159.

Document 7 :

Diapositive représentant une femme boschimane cassant des noix avec une pierre pour en extraire l'amande. Elle a déjà ôté la partie charnue qui l'entoure et qui, une fois cuite, constitue une sorte de bouillie.

Dans F.C. HOWELL, *op. cit.*, p. 183.

B. Les sociétés archaïques de chasseurs-ramasseurs : le questionnaire-élèves

Après la lecture d'un document, habituez-vous à :

- rechercher le sens des termes incompris ; à cet effet, vous consulterez un dictionnaire ; le *vocabulaire* est très important ;
- situer dans le temps les renseignements livrés par le document ; pour cela vous disposerez de votre *ligne du temps* ;
- localiser dans l'espace les noms géographiques à l'aide du *planisphère* ;
- ne jamais répondre uniquement par oui ou par non ; *justifiez votre réponse*.

1. Dans le document 1, l'auteur écrit-il :

un livre d'histoire	
un roman	
un rapport d'expédition	

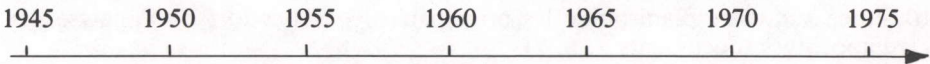
Faites une croix en face de la ou des bonne(s) réponse(s).

2. A quel type de société archaïque les Pygmées dont le comportement est décrit dans les documents 1 et 2a, les Australiens dans le document 2b, les Brésiliens dans le document 3, appartiennent-ils ? Tenez compte dans votre réponse de la note 1.

3. Complétez le tableau suivant :

	Date des faits rapportés	Date de la publication du document	Lieu où se passent les faits
Document 1			
Document 2a			
Document 2b			
Document 3			

4. Indiquez les lieux cités sur le planisphère et situez les documents sur la ligne du temps murale de la classe et sur la ligne du temps suivante :



5. a) Soulignez en vert dans les trois premiers documents les termes relatifs à la nourriture.
b) Classez-les dans le tableau ci-dessous suivant l'origine végétale ou animale:

Origine animale	Origine végétale

- c) Soulignez en rouge les armes et les outils utilisés.
6. Résumez le plus brièvement et le plus complètement possible, c'est-à-dire en supprimant les détails inutiles, les principales caractéristiques du mode de vie des Pygmées.
7. Expliquez pourquoi les chasseurs-ramasseurs pygmées, australiens et brésiliens ne peuvent avoir une vie sédentaire.
8. Examinez le document 4. En fonction de ce document,
a) quels restes d'animaux les archéologues ont-ils mis à jour à Goyet ?
b) pensez aux régions dans lesquelles vivent actuellement les rennes et dites quelles conclusions vous pouvez tirer à propos du climat de nos régions, il y a ± 10.000 ans. (La confirmation des conclusions pourrait éventuellement être demandée à partir de l'examen d'une carte représentant les glaciations).
c) situez Goyet sur la carte muette de Belgique.
9. Quels types de sociétés archaïques représentent les diapositives ? Inscrivez vos réponses dans le tableau suivant :

Documents	Sociétés
Document 5	
Document 6	
Document 7	

10. Situez sur votre planisphère les principaux lieux cités lors de l'analyse des diapositives (documents 5, 6, 7).

Questions de synthèse

1. Par quels moyens les peuples archaïques d'aujourd'hui se procurent-ils leur nourriture ?
2. Leur mode de vie leur permet-il de former des groupes importants ? Justifiez votre réponse.
3. Avec quelles sociétés du passé les peuples archaïques actuels ont-ils des ressemblances ? Expliquez lesquelles.
4. Les peuples archaïques du type chasseur-ramasseur ont-ils une vie nomade ou sédentaire ? Expliquez votre réponse.

C. Les sociétés archaïques de chasseurs-ramasseurs : le vocabulaire

Aborigène, n. m. : personne originaire du pays où elle vit.

Archéologie, n. f. : science qui analyse les vestiges matériels du passé (ossements, monuments, vestiges d'habitat, d'outillage, etc.).

Chronique, n.f. : relation d'événements racontés en respectant l'ordre dans lequel ils se sont succédés.

Comestible, adj. : qui peut servir d'aliment à l'homme et à l'animal.

Fibre, n. f. : filament végétal ou animal dont on peut faire des fils.

Livre d'histoire : récit écrit par un ou des spécialistes sur des faits du passé et basé sur des documents authentiques.

Géologie, n. f. : science qui a pour objet l'étude des matériaux qui composent le globe terrestre.

Glaciation, n. f. : période pendant laquelle une région a été recouverte par les glaces.

Igname, n. m. et f. : plante cultivée dans les régions chaudes pour ses tubercules riches en amidon.

Néolithique, n. m. : période de la préhistoire de l'humanité postérieure au paléolithique et caractérisée par de nouveaux modes de vie et d'outillage. Pour certains peuples, cette période commence vers 8.000 avant J.-C.

Nomade, n. m. : qui n'a pas d'habitation fixe.

Paléolithique, n. m. : période de la préhistoire de l'humanité qui commence avec l'apparition de l'homme. Pour certains peuples, elle se termine il y a environ 10.000 ans. Les hommes utilisaient à cette période un outillage en pierre taillée.

Planisphère, n. m. : carte du monde terrestre.

Roman, n. m. : œuvre, long récit écrit relatant une histoire imaginée.

Rupestre, adj. : qui a été fait sur un rocher.

Sédentaire, n. m. : qui a un habitat fixe.

Site, n. m. : paysage, lieu, endroit.

Société, n. f. : ensemble d'hommes vivant en groupes organisés.

Subsistance, n. f. : tout ce qui sert à la nourriture et à l'entretien.

Trident, n. m. : fourche à trois dents.

Tubercule, n. m. : renflement, grosseur sur une racine.

Ont participé à la réalisation et à l'aménagement des séquences d'histoire après les avoir expérimentées dans leurs cours : Mesdames ANGENOT, BEAUVANT, BEAUVENT, BOSMANS, COENJAERTS, GOD-FROID, GHIGNY, MALTAUX, MARIAULE, RENARD et Messieurs DECAR-PENTRY, DORVAL, FRANCOTTE, PANNECOCK, PETIT, ROBBRECHT, SCHANER, Professeurs d'histoire.

Questions de géographie portant sur les séquences du cours d'histoire

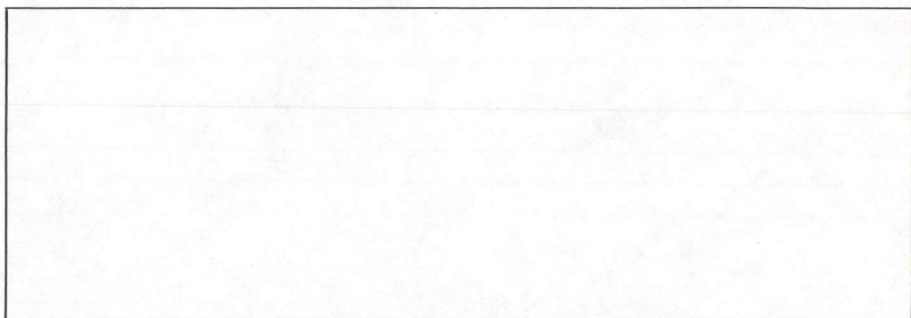
1. a) Dans quel continent trouve-t-on encore des Pygmées ? Cherchez dans l'atlas et inscrivez votre réponse dans le cadre suivant :

- b) Dans quelles régions ? Cherchez dans l'atlas et inscrivez votre réponse dans le cadre suivant :

2. a) A quel milieu naturel se rapporte le document 2 a) ? Inscrivez votre réponse dans le cadre suivant :

- b) Dans quelles régions d'Australie l'eau est-elle rare ? Précisez-les après avoir examiné la carte adéquate dans l'atlas. Inscrivez votre réponse dans le cadre suivant :

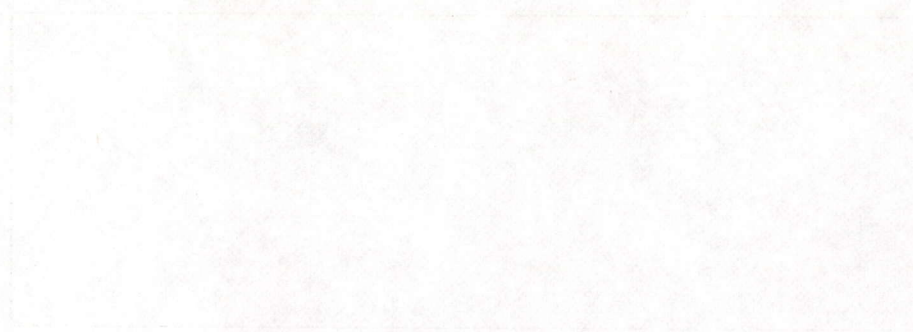
3. Expliquez les rôles de la femme et de l'homme dans la recherche de la nourriture chez les Indiens Guayaki⁽³⁾. Inscrivez votre réponse dans le cadre suivant :



M.-C. WEIS, Professeur de géographie
à l'Athénée royal de Saint-Gilles.

(3) Le professeur d'histoire pourrait demander, à son tour, de comparer ces rôles à ceux des hommes et des femmes de la préhistoire.

THE UNIVERSITY OF CHICAGO PRESS
CHICAGO, ILL. 60607-7099
U.S.A. AND CANADA
OTHER COUNTRIES: SEE LIST OF AGENTS



THE UNIVERSITY OF CHICAGO PRESS
CHICAGO, ILL. 60607-7099
U.S.A. AND CANADA
OTHER COUNTRIES: SEE LIST OF AGENTS

THE UNIVERSITY OF CHICAGO PRESS
CHICAGO, ILL. 60607-7099
U.S.A. AND CANADA
OTHER COUNTRIES: SEE LIST OF AGENTS

CHRONIQUE CINÉMATOGRAPHIQUE

CHRONIQUE CINÉMATOGRAPHIQUE

UN JOUR LES TÉMOINS DISPARAÎTRONT

RÉALISATEUR : FRANZ BUYENS
COMMENTAIRES-RECHERCHES : LYDIA CHAGOLL
PRODUCTION : FILM LYDA-BELGIQUE

L'amicale des ex-prisonniers politiques d'Auschwitz et de Haute Silésie, consciente de ce que les jeunes générations ignorent pratiquement tout des déportations de millions d'hommes, de femmes et d'enfants dans les camps d'extermination nazis, a décidé de développer sa mission d'information.

En octobre 1977 est lancée l'idée d'un pèlerinage à Auschwitz de jeunes Belges accompagnés d'anciens déportés. Une campagne de presse est lancée et appel est fait aux candidatures écrites non pas de jeunes mis au courant par leurs parents, leurs lectures, mais de jeunes assez peu au fait de ces événements tragiques. Un tirage au sort désigne cent participants parmi les six cents candidats et le hasard veut qu'ils soient originaires de toutes les régions du pays.

En avril 1978, ces cent jeunes partent pour Auschwitz. Ils sont accompagnés d'une vingtaine de jeunes délégués des différents partis politiques belges, d'une dizaine d'anciens prisonniers et prisonnières d'Auschwitz et de l'équipe de cinéastes.

Le film reflète l'atmosphère de ce « voyage-souvenir », les réactions des ex-déportés de retour sur les lieux de leur calvaire, les discussions entre les jeunes et leurs accompagnateurs.

L'auteur du film a, selon sa technique habituelle de documentariste, enregistré l'événement sans aucune mise en scène, sans aucun conditionnement. Les scènes ont été filmées de façon spontanée, sans aucune répétition, en profitant des conditions spécifiques des lieux.

L'univers concentrationnaire est évoqué non pas à l'aide de films d'actualité, de photographies, de dessins ou en filmant les pièces du musée, les tas d'objets pris par les nazis à leurs prisonniers, mais uniquement par le récit des témoins, les réponses qu'ils font aux jeunes qui les interrogent. Seules, les échappées vers les sinistres bâtiments, les interminables barrières de fils de fer barbelés enveloppés de grisaille, de brouillard, nous rappellent constamment que ceux qui nous parlent, qui nous racontent, le font dans des lieux où ils ont souffert, où ils ont été parqués comme des bêtes, il y a plus de trente cinq ans. Leur accent est d'autant plus pathétique que nous savons que le nombre de témoins s'amenuise chaque jour et qu'un jour les témoins disparaîtront.

Les questions des jeunes, leurs réactions, leur incrédulité ou leur révolte sont elles aussi très significatives.

L'essentiel du texte est constitué des discussions et des témoignages des anciens prisonniers ; le commentaire, quant à lui, et exception faite d'une courte introduction, est composé de citations extraites des archives d'Auschwitz.

A montrer aux élèves, d'autant plus que d'autres jeunes sont actuellement concernés.

J.D.

LES EUROPÉENS

RÉALISATEUR : J. IVORY
PRODUCTEUR : I. MARCHANT
DISTRIBUTEUR : GAUMONT
D'APRÈS LE ROMAN DE HENRY JAMES
U.S.A., 1978-1979

La Nouvelle-Angleterre, au milieu du siècle dernier. Deux familles patriciennes, Les Wentworth et leurs voisins les Acton, mènent une vie paisible, dont les moments les plus distrayants sont les offices du dimanche. Et voici que débarquent, dans ce monde quiet, deux « Européens », deux cousins oubliés : Eugénia, une femme encore belle, et Félix, son jeune et charmant frère. Ils sont porteurs de captivants et pernicious « ailleurs » et jettent le trouble dans les habitudes, les consciences et les cœurs...

A l'énoncé de la situation dramatique initiale, on ne peut que remarquer le caractère très classique de la matière fournie par le roman d'Henry James à la scénariste Ruth Prawer Jhabvala et au cinéaste James Ivory.

Henry James situe son action dans un milieu qu'il connaît bien : Boston et ses environs. Cette région abrite déjà cette aristocratie (les *W.A.S.P.* d'aujourd'hui), classe dominante dans une société qui se veut sans classe. La famille Wentworth, riche, paisible, de religion unitarienne (mouvement religieux qui s'oppose au concept de Trinité, et dont les origines remontent au XVI^e siècle) incarne la bonne conscience de ce modèle américain. Mais derrière cette trop bonne conscience se dissimule un philistinisme qui n'a rien à envier à celui de l'Europe : hypocrisie, — qui est renforcée par la beauté et la sérénité environnantes.

L'arrivée des deux « Européens » dans le monde des « Bostoniens » est non seulement l'occasion d'affrontements psychologiques et moraux, mais il est aussi le symptôme de l'évolution des décennies suivantes. Paraphrasant une formule célèbre, H. James et après lui J. Ivory pourraient affirmer : « Qui n'a pas vécu avant la guerre civile n'a pas connu la douceur de vivre... ».

Gertrude est à la fois le plus bel accomplissement de cette société et celle qui la met en cause par son alliance avec Félix, l'étranger (franco-viennois) et de surcroît artiste peintre et comédien ! Gertrude incarne un système de valeurs, — force de caractère, courage intellectuel, indépendance de jugement, goût de la

liberté individuelle. La société bostonienne soigne ses « belles âmes », comme d'autres soignent leurs fêtes ou leurs festins.

Par-delà la description d'un chassé-croisé sentimental et la peinture amusée et nostalgique de la société bostonienne de naguère, le réalisateur nous montre l'affrontement et la corruption des civilisations, à travers des personnes.

J.D., d'après Ph. PILARD.

LA PRISE DU POUVOIR PAR PHILIPPE PÉTAIN

RÉALISATEUR : J. CHÉRASSE
PRODUCTION : OMBRE ET LUMIÈRE
FILM DE MONTAGE
FRANCE, 1979

A la veille du quarantième anniversaire de l'instauration du régime de Vichy, il était sans doute essentiel de mettre à la disposition des spectateurs français un film sur l'histoire qui fasse le point sans passion, mais aussi sans complaisance, sur les origines de cette sombre période.

Jean Chérasse s'est donné comme propos d'éclairer l'attitude des classes possédantes dans les années précédant la remise du pouvoir au Maréchal (juin 1940), afin de montrer comment « une société en voie de décomposition » en arrive à se livrer à un homme providentiel, sachant que « le processus historique n'est jamais totalement déterminé par la personnalité d'un homme, fût-il exceptionnel ». Pétain n'est donc pas montré dans une perspective seulement biographique, et c'est bien l'histoire de la France, surtout celle des années trente, qui est privilégiée. La méthodologie employée est classique, montage alterné de documents d'archives (très riches et pour beaucoup inédits) et d'interviews de personnalités (hommes politiques, historiens, syndicalistes, etc.), acteurs ou témoins obscurs ou officiels.

Le montage est habile et alerte : il part du procès de 1945 pour aborder ensuite, en quatre grandes parties, les années militaires (jusqu'en 1934), les tentations politiques (1934-35), l'effacement lors du Front populaire et de la montée des périls, enfin la défaite et la « prise du pouvoir » (en fait, plutôt une « remise » du pouvoir). Le personnage était discret mais le portrait ainsi tracé est fidèle quant à l'évolution de la carrière.

Il y a des insuffisances dans le film. Pétain va être porté au pouvoir, — au-delà des circonstances politiques, — par des forces sociales, économiques, idéologiques, plus profondes qui ne sont pas analysées, mais seulement citées en voix *off*, 1940 étant présenté à juste titre comme la revanche de 1936. Rien sur la France rurale, peu de chose sur l'artisanat, la petite entreprise, qui seront pourtant au cœur de l'idéologie et de la propagande de la révolution nationale. Le grand patronat n'est lui-même qu'à travers une interview de l'ancien P.D.G. de Renault.

Rien non plus sur les soubassements idéologiques de Vichyn (Maurras, l'Action française, etc.) et de ceux qui l'ont préparé qui ne sont guère présentés qu'au travers des événements où ils étaient engagés (journées de février 1934 en particulier). Le film n'en dit pas plus sur la formation de la pensée politique du Maréchal, même si celle-ci est restée rudimentaire.

Alors que les soubresauts de la politique internationale sont sobrement et clairement évoqués, depuis 1936 toute la politique de France, toute l'évolution du pays, ne sont représentées que par le jeu des politiciens et des militaires, dont l'incompétence, l'imprévoyance ou l'impuissance sont remarquablement soulignées. Les journées décisives de juin-juillet 1940 seront pourtant expédiées avec une simplicité outrancière.

Le choix de documents d'actualités cinématographiques est une vision très officielle et accentue l'absence du pays réel (hormis la crise de 1930 et les grèves de 1936). Il ne faudrait pas cependant conclure que le film est inintéressant. Sur bien des points, il apporte un éclairage différent, sinon nouveau, de celui présenté jusqu'alors sur les écrans, et nombre de documents sont passionnants en eux-mêmes. Il rejoint aussi des interrogations bien actuelles sur la permanence de la droite ou les échecs de la gauche, mais l'insuffisance de l'analyse effectuée renvoie peut-être aussi à une incapacité, encore d'actualité, à saisir les causes profondes d'une situation politique d'échec.

J.D., d'après J.-M. ANDRAULT.

LE MOINEAU ET ALEXANDRIE, POURQUOI ?

RÉALISATEUR ET SCÉNARISTE : YOUSSEF CHAHINE
PRODUCTION : MISR INTERNATIONAL, LE CAIRE
ÉGYPTE, 1978

Tous ceux qu'intéressent les rapports du cinéma et de l'histoire devraient bien regarder de plus près l'œuvre de Youssef Chahine, et en tout cas *Le moineau et Alexandrie, Pourquoi ?* : il y a une manière Chahine de mettre en relation les grands événements et les petits riens de la vie quotidienne, revisés de telle sorte qu'on n'est plus aussi sûr qu'ils étaient tellement négligeables. Chahine ne se demande apparemment pas si l'histoire a un sens, mais ce qui dévore, parfois dangereusement, notre mémoire historique.

Nul n'est mieux placé que lui pour questionner le passé, et particulièrement celui qu'il a vécu en jeune homme. Aujourd'hui grand cinéaste arabe, — le seul peut-être de stature internationale, — alors que la (les) nation(s) arabe(s) traverse(nt) une crise profonde et durable, catholique de culture au cœur d'un islam qui a retrouvé sa combativité, Egyptien à l'heure des accords équivoques de camp David, intellectuel libéral quand les forces obscures du passé ressurgissent avec violence, Chahine n'a qu'à s'interroger lui-même pour éprouver dans sa chair toutes les contradictions du monde contemporain.

En cet été 1942, l'histoire a retenu que les Britanniques stoppèrent, dans une obscure bourgade nommée El Alamein, une avance allemande qui semblait irrésistible, avant d'amorcer, en octobre, une offensive générale qui devait les conduire jusqu'en Tunisie.

A cent kilomètres de là, dans le grand port d'Alexandrie, les choses n'apparaissent pas aussi simples. Non seulement, les bruits les plus extravagants circulent dans la bourgeoisie de la ville, mais les enjeux sont loin d'être clairs pour tous : après tout, dans cette Egypte des années quarante, les Britanniques sont des occupants, et les Allemands, complètement inconnus, de possibles libérateurs. Certains, pourtant, commencent à avoir des doutes sur ces libérateurs-là, mais comment s'y reconnaître dans le flot des informations contradictoires qui circulent de bouche à oreille, et s'élaborent sur les indices les plus minces ? Anglais, Américains, nationalistes arabes, révolutionnaires, juifs encore intégrés dans la communauté locale, xénophobie plus ou moins avouée, aspirations vers le modèle occidental : tous les acteurs, tous les conflits du monde futur sont là.

Dans ce décor, tour à tour de tragédie et de comédie de boulevard, un adolescent doué, qui ne rêve que de films et mises en scène, et d'un grand départ pour les écoles américaines : Youssef Chahine. Trente-cinq ans après, il ressuscite ces années décisives de sa vie, sans avoir peur de mêler, dans sa quête subjective, souvenirs d'enfance et éléments d'analyse historique.

Le film propose trois types de scènes qui vont interférer dans l'évocation d'Alexandrie au temps de la seconde guerre mondiale. Des actualités, généralement brèves, permettront de faire référence à l'histoire des manuels, avec ses dates, ses événements, ses points de repère, destinés à devenir plus tard célébrations et anniversaires. Le style « actualités », le noir et blanc, fonctionnent comme des signaux qui renvoient à la grande histoire, froide et figée.

Une partie des scènes tournées évoque la vie quotidienne, quelquefois au niveau de l'anecdote.

Les scènes les plus significatives, celles qui permettent de faire coexister les signes figés de la grande histoire et les signes incertains de la petite, sont pourtant celles qui s'organisent autour de la vocation du jeune Chahine et qu'anime la passion du théâtre. En arabe, Shakespeare change de camp, et dans une revue de lycée, les puissances en guerre ne sont guère ménagées, qu'elles soient du camp britannique ou du camp allemand.

J.D., d'après G. GAUTHIER.

INFORMATION BIBLIOGRAPHIQUE

INFORMATION TECHNOLOGY

A PROPOS DE...

L'histoire et le cinéma

BERTIN-MAGHIT J.-P., LOUBET Ch. et MARTY A., *Quand la nouvelle histoire s'intéresse au cinéma*, dans *Revue du cinéma. Images et son. Ecran*, n° 352, pp. 86-125, Paris, Ligue française de l'enseignement et de l'éducation permanente, juillet-août 1980.

La *Revue du cinéma*, dans son numéro de juillet-août 1980, consacre un dossier aux rapports entre le cinéma et l'histoire. Le rôle de plus en plus reconnu à la nouvelle histoire et la parution d'ouvrages consacrés aux rapports entre histoire et cinéma ont amené les auteurs à reposer la réflexion à laquelle ils s'étaient déjà livrés dans le numéro de la revue de décembre 1976, mais dans des termes différents. Et cela, d'autant plus que les tenants de la nouvelle histoire qui s'intéressent au cinéma retrouvent les mêmes préoccupations que la nouvelle critique face aux films. Cette nouvelle critique se distingue des conceptions traditionnelles par deux options fondamentalement différentes : l'interprétation des œuvres suppose qu'il existe comme une sorte d'inconscient dans la réalisation de celles-ci, — il y a dès lors une signification ignorée de l'artiste lui-même, — et, en second lieu, l'œuvre apparaît comme une superstructure exprimant un groupe social dans une situation historique donnée. Le film étant dès lors une représentation imaginaire d'une société, il apparaît donc comme une sorte de rêve social exprimant « les craintes, les espérances, les préoccupations, les valeurs, les schèmes idéologiques [...] des groupes sociaux à une époque donnée » (p. 89). Les auteurs du dossier livrent ici le résultat et l'approfondissement de la réflexion collective qui a eu lieu lors d'un stage organisé à Paris en juillet et qui avait pour thème *Cinéma et histoire*.

Dans un premier article *Enfin, Clio nue... (une histoire tous azimuts)*, Christian Loubet analyse le phénomène de la nouvelle histoire où « Clio enlève ses entraves et ses œillères pour arpenter et embrasser le vaste champ de l'humain au passé, en *travelling* et panoramique » (p. 90). Si le terme de nouvelle histoire apparut aux Etats-Unis, le mouvement devait surtout se développer en France et s'étendre par la suite dans la plupart des pays occidentaux et en Pologne. L'auteur insiste sur le rôle de l'équipe des *Annales*, partie en guerre contre l'événementiel, démystifiant la notion de « fait historique », plaçant en exergue l'importance de la longue durée. L'apport de Marx est également souligné. Si une collaboration fructueuse bien que prudente s'impose entre historiens et psychologues, psychanalystes, linguistes, biologistes, l'avenir immédiat s'ouvre aux recherches d'une anthropologie historique à deux niveaux : l'étude de la culture matérielle de l'homme concret et l'étude de l'imaginaire. Voilà l'immense

« territoire des historiens dont le but sera d'entendre, pour l'écrire, l'histoire des gens réputés sans histoire et des classes ou des peuples qu'on en avait privés : les vaincus, baïllonnés » (p. 90). La méthode de base sera la quantification. L'image, comme document, dans cette nouvelle conception de l'histoire, devient un matériau privilégié, témoignage du rêve d'une société et de son expression consciente. Il faut dès lors questionner nos propres images : le film est « le discours d'une société sur elle-même » (p. 91). L'analyse sérielle du contenu des films « regroupés dans un *corpus* homogène devra se doubler d'une étude sociologique du public » (p. 91). Le fait filmique doit être replacé dans ses multiples dimensions sociales.

L'attitude de l'historien se penchant sur les sociétés et leurs mentalités face au film devenu document d'histoire, d'analyse des sociétés contemporaines est défini dans deux articles : J.-P. BERTIN-MAGHIT, *Marc Ferro : Le film dans une perspective globale d'analyse des sociétés* et M. MARTY, *Pierre Sorlin : Sociologie du cinéma*.

Marc Ferro, professeur à l'Ecole pratique des Hautes études, consacre une partie de son travail à l'analyse de films comme éléments d'analyse des sociétés. De cette manière, il part à la découverte d'une réalité non visible et des résultats peuvent contredire le discours officiel, comme le démontre son analyse de *Dura lex*, film de Koulechov de 1925. Marc Ferro montre que les additions, les inversions, les suppressions, les modifications qui ont été faites par Koulechov par rapport au roman de Jack London sont autant de « non-dits qui renvoient directement à l'U.R.S.S. des premiers procès [...] Derrière le Canada se cache la Russie » (p. 94). En replaçant le film dans le contexte de production, Marc Ferro prend en compte les rapports film-réalisateur et film-public : « en fonction de ces deux relations, il s'attache à l'imaginaire du réalisateur et de la société et considère, à partir de là, qu'un film est toujours débordé par son contenu » (p. 94). Marc Ferro tire du film des éléments qu'il pose comme significatifs, et montre comment chacun fonctionne avec le public (comme dans son analyse de la *Grande Illusion* où il se cantonne à la représentation des juifs d'une part, des Allemands et des Anglais d'autre part). J.-P. Bertin-Maghit critique cette méthode qui détruit, selon lui, l'organisation propre du film et brise son mouvement. Les opérations proposées par Marc Ferro pour découvrir ce que recèle un film sont : analyse de la société émettrice ou réceptrice, analyse de l'œuvre, relation entre les auteurs du film, la société et l'œuvre, l'histoire, que peut avoir le film sur le marché. Selon lui, dès lors, l'ensemble de l'œuvre ne doit pas être étudié, des centres d'intérêt sont définis. Les méthodes utilisées seront celles des différentes sciences humaines. Marc Ferro propose en outre la distinction entre film de fiction et film d'actualité ou de montage. Pour ces derniers, la relation film-société est plus difficile à préciser et il propose une grille d'analyse, ajoutant qu'ils nécessitent une étude supplémentaire des *interviews*, du commentaire et de la sonorisation. L'auteur de l'article pose une série de questions sur le travail de Marc Ferro : les pratiques des sciences humaines sont-elles appropriées à l'objet ? Ne faut-il pas chercher un outil conceptuel spécifique au film ? Etc. Ses réflexions sont le résultat de l'état actuel des recherches sur une méthodologie d'analyse des films en vue de servir l'histoire des mentalités.

Alain Marty examine ensuite le livre de Pierre Sorlin, *Sociologie du cinéma*⁽¹⁾. Dans la première partie, Pierre Sorlin se propose de faire le bilan des résultats acquis par d'autres disciplines et tente de cerner les « dominantes par lesquelles le cinéma peut être utile à l'historien » (p. 100). Pour lui, ni la sociologie du cinéma, ni la sémiotique n'offrent de recettes à l'historien. Chaque film se constitue en code mais il existe également des codes propres à une époque : « Cette juxtaposition des codes est précieuse à l'historien, c'est elle qui lui révélera le mieux la mentalité d'une époque et d'un milieu » (p. 101). Dans la partie du livre consacrée au film en tant que produit, Pierre Sorlin soutient qu'individualiser le réalisateur ne permet pas d'expliquer la « fabrication » d'un film. Il y a d'autres apports. Il faut prendre en compte la notion de milieu du cinéma, unité sociale ayant sa propre mentalité. L'étude du rapport film-spectateur doit être envisagée à trois points de vue : reconnaissance, identification, projection. L'idée centrale de la troisième partie du livre est de « partir d'une donnée isolable » (le film), de savoir comment « il construit, impose, escamote des possibilités de sens, puis d'élargir la réflexion à une série de films, au milieu du cinéma, au groupe dominant » (p. 102). Mais, selon l'auteur de l'article, les propos de Pierre Sorlin ne décollent pas du fond/forme. Ils restent à un niveau essentiellement descriptif. La démarche structuraliste mise en œuvre dans le livre considère le film comme un ensemble figé que l'on peut découper au gré de l'analyse. Si le film est considéré comme « une donnée isolable », toutes les conséquences n'en sont pas tirées : « on a l'impression que Sorlin ne distingue pas sens, signification, message » (p. 103). De plus, ce dernier a d'énormes difficultés à aller au-delà du sens évident : « ce n'est pas ce que le spectateur a remarqué qui est le plus significatif mais bien au contraire tout ce qu'il a absorbé à son insu, c'est-à-dire tout le film » (p. 105). Autre reproche : Pierre Sorlin éprouve des difficultés importantes à dépasser l'identification réaliste des éléments pour pénétrer dans la cohérence du film, « c'est-à-dire sa nature symbolique de ses diverses représentations » (p. 105).

Alain Marty tire des conclusions de ses diverses remarques. Si le film est révélateur de la mentalité d'un groupe social à un moment, ce n'est pas par tel ou tel élément « mais bien par la cohérence interne du film qui redistribue et resignifie tous ces éléments » (p. 107). Le cinéma exige une autre approche que le texte. Marc Ferro et Pierre Sorlin se livrent à des réflexions dans un sens tout à fait novateur, mais ils restent souvent dans les errements qu'ils dénoncent. Or il faut mettre en relation les éléments visuels qui expriment autre chose que ce qui est dit et prendre en compte les conditions particulières de la communication filmique qui fait « que le film met en jeu des activités psychiques qui ne sont plus du domaine du conscient » (p. 107).

Le dossier comprend également un entretien avec trois cinéastes « en quête de l'histoire » : René Allio, Frank Cassenti et Bertrand Tavernier. Relevons parmi leurs propos les remarques suivantes. Pour eux, le choix des situations évoquées et la façon dont elles sont mises en scène sont une réponse à des préoccupations contemporaines. Les films historiques sont inscrits dans le présent dans lequel ils ont été conçus. En outre, tout film est historique et surtout ceux qui ne prétendent pas l'être. Le cinéma est un formidable matériau ; les mentalités, les mœurs et l'histoire y sont inscrits : « les cinéastes sont les sismographes de leur époque » (p. 116).

(1) Cfr *Cahiers de Clio. Sciences...*, n° 55, pp. 125-126, Bruxelles-Liège, Centre de la pédagogie de l'histoire et des sciences de l'homme, 1978.

Alain Marty clôt le dossier par une analyse : *L'inconnu du Nord-Express et le maccarthisme*. *L'inconnu du Nord-Express* est traditionnellement considéré comme une œuvre culturelle à part entière, n'abordant pas des événements historiques. En dépassant ces apparences, l'auteur fait apparaître un autre discours, qui parle de la société américaine, de sa mentalité, des préoccupations plus ou moins inconscientes de l'opinion publique des années '30. Il montre que le récit filmique, à partir du moment où on l'appréhende comme un ensemble complexe, apparaît non plus « comme une simple anecdote, mais comme une vision dramatisée d'une situation sociohistorique dans laquelle sont plongés les réalisateurs et le public » (p. 118). Étonnante démonstration du fait que *L'inconnu du Nord-Express* s'appuie sur deux points forts de l'idéologie américaine : l'égalité des chances et le puritanisme. Ce film raconte autre chose qu'un « suspense policier », qui correspond à un certain nombre d'inquiétudes, de préoccupations d'espérances liées au maccarthisme. Cette analyse fait entrevoir comment l'étude du film « peut être une voie royale pour l'exploration des mentalités » (p. 125).

Il est grand temps de rompre avec l'idée que tout ce qui n'est pas écrit n'a pas d'identité et « voir le film devenir objet culturel » (p. 93). Comment analyser un film ? Comment poser son rapport à l'histoire des sociétés et des mentalités ? C'est à ces questions que ce dossier tente de répondre. Nous ne pouvons qu'encourager nos collègues à la lecture de ces articles.

D. D.-L.

L'Institut Jules Destrée pour la défense et l'illustration de la Wallonie

Le 29 octobre 1938 naissait la Société historique pour la défense et l'illustration de la Wallonie. En 1960, elle devenait l'Institut Jules Destrée pour la défense et l'illustration de la Wallonie, pour être actuellement : *Institut Jules Destrée pour la défense et l'illustration de la Communauté française Wallonie-Bruxelles*.

L'Association a pour objet de perpétuer la mémoire de Jules Destrée et de ses disciples, de poursuivre leur action pour la défense et l'illustration de la Communauté française Wallonie-Bruxelles et de la Francité à travers le monde. À cette fin, elle use de tous les moyens adéquats et notamment elle publie des travaux qui s'y rapportent, en dehors de toute préoccupation politique, religieuse ou philosophique.

L'Institut Jules Destrée publie trois collections :

- « Connaître la Wallonie » propose des ouvrages d'histoire politique, économique, sociale et culturelle (*Wallonie, Terre romane* de Félix Rousseau, *Le petit livre du jeune Wallon* de Jean-E. Humblet) ;
- « Figures de Wallonie » rassemble des monographies consacrées à des artistes, des musiciens, des écrivains et des hommes politiques (*Arthur Masson* de Marcel Lobet, *Jean Ransy* de Jean-Luc Wauthier) ;

— « Etudes et documents » offre un ensemble de réflexions politiques et philosophiques (*Jules Destrée*, biographie de Aimée Bologne-Lemaire, *L'Avenir culturel de la Communauté française*).

L'Institut Jules Destrée organise avec l'aide de ses quatre sections Bruxelles-Brabant wallon, Charleroi, Liège et Tournai, des journées d'étude, des conférences, des concerts et participe à diverses animations et manifestations.

Le président de l'I.J.D. est Monsieur Jacques HOYAUX et le directeur des travaux est Monsieur Jacques LANOTTE.

Tout membre de l'I.J.D. reçoit gratuitement deux ou trois volumes publiés dans l'année ainsi que les feuillets trimestriels d'information. Il bénéficie en outre de 20% de remise sur toutes les autres publications éditées par l'Institut.

Siège social : Hôtel de Ville de Charleroi

Secrétariat : rue du Château, 3
B 6100 Mont-sur-Marchienne
Tél. : 071/36.80.15

Pour devenir membre, il suffit de verser la somme de 400 F au C.C.P. 000-0941285-94 de l'I.J.D. à Mont-sur-Marchienne.

NOTES ET GLANURES

ANTIQUITÉ

LACARRIÈRE Jacques, *Promenades dans la Grèce antique*, Paris, Hachette, 1978.

Réédition d'un livre paru en 1967, elle comporte néanmoins une nouvelle préface, des commentaires remaniés tenant compte de l'état actuel des routes et des lieux, ainsi qu'un dictionnaire des sites entièrement remis à jour. Par rapport aux nombreux guides touristiques qui existent sur la Grèce, l'originalité de celui-ci est de présenter de très nombreux extraits de Pausanias, — qui dans sa *Périégèse de la Grèce* présente une description détaillée, un inventaire remarquable des sanctuaires grecs célèbres et des sites réputés, — complétés par des remarques et des réflexions de l'auteur justifiées par le texte ancien lui-même, par le souci de le compléter, que ce soit à propos de monuments ou des coutumes grecques.

Des photographies, des reconstitutions, des gravures anciennes et une carte de la Grèce complètent utilement ce guide, par ailleurs commode en raison de son format.

Soulignons qu'il pourrait être utilisé par les élèves étudiant la civilisation grecque.

M.H.

MESLIN Michel, *L'homme romain, des origines au I^{er} siècle de notre ère*, Paris, Hachette, 1978.

Qui a été l'homme romain ? Quelles ont été sa psychologie et sa mentalité ? L'auteur répond à ces questions en analysant des textes qui concernent la période de l'enfance et de la jeunesse de la civilisation romaine (des origines de Rome au début de notre ère). L'homme romain révèle sa parenté avec les Indo-Européens ; ceux-ci ordonnent la réalité du monde autour d'une structure trifonctionnelle : la souveraineté, les entreprises de défense et de conquête, les activités socio-économiques.

Les origines religieuses et orales de l'ancien droit romain ont été sans cesse rappelées au souvenir des hommes par l'emploi des notions de *fas* (conforme à l'ordre des choses) et de *jus* (ce à quoi chacun peut prétendre en fonction de sa situation sociale). Le *mos* est la norme. Les notions fondamentales de gouvernement monar-

chique, de droit, de bonne foi, de coutumes apparaissent comme des cadres qui sous-tendent et structurent la vie mentale, individuelle et collective. Les Romains ont rapporté la création de leur ville à leurs propres ancêtres ; dès qu'il interroge son passé, l'homme romain s'intéresse à sa cité et à la réussite des entreprises collectives plus qu'à tout autre problème. L'organisation de l'espace humain est primordiale puisqu'elle délimite l'exercice de la souveraineté et la fonction guerrière. La grandeur de Rome est à la mesure de son enracinement dans l'espace sacré que les Pères ont défini.

Du *rex* archaïque à l'*imperator* victorieux puis à l'empereur-dieu à travers toute la vie de Rome s'est poursuivi un intérêt passionné pour l'exercice du pouvoir qui constitue l'une des dimensions les plus fondamentales de l'homme romain. La Fortune apparaît comme le principe de toute promotion humaine dans la mesure où elle intervient pour valoriser les qualités personnelles et leur fournir les occasions favorables de se manifester.

Deuxième fonction : entreprises extérieures où la force s'applique à la guerre et à la conquête. Les Romains sont un peuple de guerriers auquel le courage et le dévouement à la cause nationale ont donné la puissance universelle. Cependant, ils ont toujours éprouvé un certain malaise vis-à-vis de la violence : de là l'importance pour eux de la guerre « juste » et le rituel des déclarations de guerre et de paix. Toutes les conduites guerrières aboutissent à trouver leur légitimité dans l'établissement d'une paix universelle. Rome a créé la conception nouvelle d'un Etat fondé sur l'assentiment et l'équité juridique ; si étonnant que fût l'accroissement de la puissance de sa ville, ce sera toujours au maintien de la pratique des vertus ancestrales que l'homme romain rapportera son succès.

Troisième fonction : les bonheurs de l'homme. Homme d'action, vivant dans le présent, l'homme romain ne se réalise pleinement qu'avec ses semblables ; d'où l'aspect de scandaleuse culpabilité que prendront tous les bonheurs qui se situent en marge de la société. L'amour n'a été vraiment admis et vécu que dans le cadre de l'union matrimoniale : la jeune fille passe de la puissance paternelle au pouvoir de son mari. Les cérémonies de mariage, suivant leur catégorie juridique, sont soit officielles sous la protection de Jupiter, soit privées sous la protection de Junon. Les *dei nuptiales* président À CHAQUE MOMENT de la fête puis de l'acte conjugal.

En dehors de l'amour, l'épicurisme recommande de trouver le bonheur dans l'instant qui passe tandis que les stoïciens cherchent la joie dans la vertu. Les bonheurs collectifs sont

autorisés, légalisés, ritualisés par la société : mascarades, lupercales, saturnales (retour vers un monde sauvage). Les jeux du cirque où s'étaient tant de luxe et de vice paraissent en contradiction avec les éléments fondamentaux de la société romaine, notions de droit, de justice, d'utilité.

Culte des morts et religion : la vision romaine de la mort est limitée à l'homme ; la seule forme d'immortalité est le souvenir. La religion est surtout un ensemble de pratiques, de rites, par lesquels un culte est rendu aux dieux pour se les concilier, selon l'usage des ancêtres.

La langue est claire et belle, le livre passionnant puisqu'il concerne vraiment l'homme.

D.D.

ART - ARCHÉOLOGIE

Bulletin du Cercle archéologique Hesbaye-Condroz, tome 15, Chênée-Liège, Lemaire, 1979.

Amay, petite localité située à 25 kilomètres de Liège, est une terre d'art et d'histoire.

L'architecture romane y est représentée par une église à l'avant-corps ottonien et l'orfèvrerie mosane par la châsse de Saint-Georges et de Sainte-Ode (1235).

Grâce aux fouilles effectuées par les membres du Cercle archéologique Hesbaye-Condroz, le sous-sol amaytois et plus spécialement la site de la collégiale avait déjà révélé, entre autres, l'existence d'un habitat de l'âge du fer (La Tène III), d'un important niveau romain (*villa*, *vicus*), d'une nécropole du haut moyen âge et d'un matériel archéologique divers des XII^e, XIII^e et XIV^e siècles (vitraux, tissus, verres, etc.). Avec la découverte, le 22 janvier 1977, du sarcophage de *sancta Chrodoara* au centre de l'abside de l'église collégiale Saint-Georges, c'est la période mérovingienne qui est illustrée par un document archéologique de toute première importance.

Daté du VII^e siècle, ce sarcophage en pierre de France doit son originalité au fait qu'il est non seulement orné d'éléments décoratifs et d'inscriptions mais qu'il porte une représentation féminine.

Tout en faisant le bilan des découvertes passées, le présent bulletin s'attache surtout à faire connaître cette pièce exceptionnelle. Chercheurs

et enseignants y trouveront toutes les données archéologiques, historiques et iconographiques.

Dans son interprétation, Jacques Stiennon a su donner à cette trouvaille toute la dimension voulue. D'après lui, au-delà de son intérêt archéologique, cette pièce rappelle l'âpre lutte qui opposa au VII^e siècle les clans d'Austrasie (Chrodoïnides et Pippinides) pour l'implantation sur les rives de la Meuse moyenne.

A une époque où il est souhaitable de faire découvrir par les élèves l'évolution de la vie des hommes dans les exemples locaux et les visites *in situ*, Amay est l'endroit indiqué. Aussi les enseignants ne manqueront pas de consulter la présente étude ; elle leur fournira des données scientifiques très précises sur une période délaissée parce que mal connue et constituera le guide indispensable pour une visite sur le terrain.

J.Dec.

PARISSE Jacques, *L'art a la parole. Chroniques artistiques à la R.T.B.-Liège de 1964 à 1977*, Liège, Mardaga, 1979.

Jacques Parisse est licencié en philosophie et lettres, professeur et critique d'art. Il met ici à la disposition du lecteur les textes de 13 années de chroniques parlées à la radio-télévision belge (Liège) et présente ainsi un bilan de la vie des arts plastiques à Liège et dans la région. Sculpture, peinture, gravure et photographie y ont en effet leur place, les expositions individuelles autant que les salons d'ensemble.

Les chroniques parfois enthousiastes, parfois sévères ou acerbes, sont classées dans l'ordre alphabétique des noms des artistes, des intitulés des manifestations ou des institutions. Chacune d'elles est précédée de la date de diffusion de l'émission sur antenne et suivie du lieu de l'exposition. Quelques illustrations complètent le texte écrit et un index permet une consultation rapide et judicieuse du livre... au format peu commode tant pour le maniement que pour le rangement.

M.H.

CINÉMA

BUACHE Freddy, *Le cinéma italien, 1945-1979*, coll. « Histoire et théorie du cinéma », Lausanne, L'Age d'Homme, 1979.

Ce livre étudie essentiellement les films de fiction réalisés après la seconde guerre mondiale, non sans avoir résumé les grandes tendances du

cinéma italien jusqu'en 1945. Sur chaque réalisateur, il donne avec brièveté quelques éléments biographiques. Ensuite il dresse la fiche technique de ses différents films : scénaristes, opérateurs, décorateurs, musique, interprètes, producteurs ; il retrace le scénario, puis procède à l'analyse critique.

Le lien avec la société préoccupe constamment l'auteur. D'emblée il observe que « l'art cinématographique d'un pays ne peut pas être défini par des considérations qui seraient uniquement d'ordre esthétique. Car le cinéma, mieux et plus profondément que tout autre art, plonge ses racines dans les réalités d'un passé culturel, d'un tempérament national, d'un moment historique » (p. 7). A cet égard, sont révélatrices non seulement les œuvres néo-réalistes, mais aussi les simples « comédies à l'italienne ».

Aux mains des responsables de ciné-clubs et de tout cinéphile au sens large, cet instrument de travail de 403 pages permet d'aborder avec sérieux un cinéma très important en Europe. L'auteur, directeur de la Cinémathèque suisse, publie en hors-texte 64 documents photographiques. Il complète son travail par un double index (auteurs et films).

J. Deg.

BUACHE Freddy, *Cinéma anglais autour de Kubrick et Losey*, coll. « Histoire et théorie du cinéma », Lausanne, L'Age d'homme, 1978.

Le directeur de la Cinémathèque suisse adopte, selon son expression, « une démarche plus proche du journal intime d'un cinéphile provincial que l'essai cohérent à prétention hautement scientifique » (p. 9). Ce sont des comptes rendus de films, classés par réalisateur ou par thème (« histoire et psychologie », « comédies », « le fantastique », « la guerre et sa démystification »).

Par touches successives se reconstitue un portrait de la production cinématographique et, — partiellement, — de la société anglaise, du début des années cinquante à nos jours. Des « classiques » comme David Lean et Lawrance Olivier. Des représentants du *free cinema* : Richardson, Reis, Schlesinger, Anderson, Finney. D'autres cinéastes réputés : Loach, Russell, Watkins, Attenborough, Glenville, Brook, Clayton, Lester, Guillermin. Les grands Américains venus s'établir en Angleterre : Joseph Losey et Stanley Kubrick.

Un chiffre vaut parfois mieux que de longs développements. Ainsi : « n'oublions pas qu'en 1968 le cinéma britannique a été financé à 90% par les capitaux américains ! » (p. 115). Les réalisateurs non-conformistes ont éprouvé des difficultés à obtenir des capitaux.

L'auteur ne craint pas les remarques incisives. Par exemple : « Mais le tournant des années 60 [...] fut en partie occulté par les gesticulations et l'incontinence verbale des représentants de la « nouvelle vague » française que saluaient élogieusement les revues spécialisées du monde entier » (p. 8).

Au total, plus qu'un bon guide pour les ciné-clubs. Un double index des films, des réalisateurs et des interprètes en facilite la consultation.

J. Deg.

LEYDA Jay, *Kino. Histoire du cinéma russe et soviétique*, coll. « Histoire et théorie du cinéma », Lausanne, L'Age d'homme, 1976.

L'histoire de ce cinéma national suit une chronologie stricte. La période principalement étudiée va de 1896 à 1947. L'auteur y a ajouté un survol rapide de la décennie suivante et a complété le panorama jusqu'en 1970, à l'occasion d'une réédition. L'ouvrage est paru pour la première fois en anglais, en 1959.

L'intérêt de ce livre réside dans le fait que l'auteur l'a construit à la fois « sur le terrain » et qu'il a consulté de nombreuses archives filmiques et écrites. D'une part, de 1933 à 1936 environ, il a fait un apprentissage à l'Institut cinématographique d'Etat à Moscou, où il a assisté Eisenstein ; il est revenu par la suite en Union Soviétique pour parfaire ses connaissances. Il a continué à correspondre avec Eisenstein notamment. D'autre part, il a puisé entre autres aux archives de Londres (*British Film Institute* et *British Museum*), de New-York (*Museum of Modern Art*) et de Paris (Bibliothèque de l' Arsenal). Il a l'honnêteté d'avouer qu'il n'a pas dépouillé certains fonds d'archives et qu'il n'a exploité qu'une partie des archives de Moscou. Il avoue sa dette particulière envers les historiens soviétiques.

Le cinéma a été importé de France sous les tsars et a été simultanément encouragé et censuré par eux. Il a acquis d'emblée les faveurs du peuple. Assez vite une lutte commerciale a mis aux prises des sociétés étrangères, — dont Pathé était la mieux implantée, — et des firmes nationales. Parmi ces dernières se sont illustrés et combattus les studios de Drankov et de Kanjonkov. Les actualités sur la vie de la famille impériale et des imitations littérales du théâtre ont compté parmi les réalisations des premières années. Les salles de projection étaient improvisées.

En 1905, — de façon clandestine, — et surtout lors des deux révolutions de 1917, des films réalistes ont vu le jour. Dès le 9 novembre 1917, une sous-section cinématographique a été créée au sein de la Commission d'Etat pour l'Education.

Le caractère didactique du cinéma était clairement affirmé. En janvier 1920, le cinéma a été effectivement nationalisé. Les dirigeants communistes en avaient perçu l'importance. La caméra est même devenue une arme de combat politique pendant la guerre civile. Des « agitrains » suivaient les troupes rouges, les filmaient et organisaient des projections à leur intention, malgré le manque de film vierge. Pendant la famine de 1921/22, des films ont eu la même fonction que la télévision actuelle : ils ont sensibilisé l'opinion jusqu'en Amérique et on contribué à rassembler l'aide humanitaire. Puis la paix et la N.E.P. ont permis de relancer l'économie et de construire un cinéma de réputation internationale. De 1924 à 1934/35, les plus grands talents se sont épanouis : Poudovkine, Eisenstein, Dovjenco, Koulechov, Vertov, Choub, les Vassiliev. Après 1934, les atteintes aux libertés se sont multipliées. Les artistes ont dû se plier aux exigences de la politique. Et la politique pouvait différer suivant les circonstances. Alors que les films anti-fascistes étaient retirés de la distribution en U.R.S.S. pendant la durée effective du Pacte germano-soviétique (1939-41), ils étaient remis à l'honneur pendant le conflit. Après 1956, la liberté de création a été restaurée dans certaines limites ; elle a permis à Tarkovsky de s'épanouir en dépit de tracasseries. Les rapports de ce cinéma national avec sa société sont donc mis en évidence.

Le cinéma russe revit ici non seulement par ses réalisateurs, mais aussi par ses opérateurs (tel Edouard Tissé), ses décorateurs, les péripéties du tournage et du montage. En outre, le 7^e art n'est pas considéré isolément. La référence à la littérature et au théâtre est expliquée. Peu à peu les scénarios ont été confiés à des écrivains. Longtemps le théâtre a méprisé le cinéma, trop « populaire » à ses yeux. Ensuite, des acteurs et des metteurs en scène de théâtre s'y sont intéressés.

L'ouvrage est fouillé, touffu parfois, au point que l'on doive dégager soi-même les lignes de force. On déplorera l'absence de table de matières et de liste des illustrations, de même que le manque relatif de précision dans les notes (généralement les pages ne sont pas indiquées). Mais l'expérience de l'auteur et une abondante filmographie sélective (1908-58) rendent ce livre historique concret et utile.

J. Deg.

ÉTHOLOGIE - PSYCHOLOGIE SOCIALE

MORRIS Desmond, e.a., *L'éthologie des primates*, coll. « De la science », Bruxelles, Complexe (8b, rue du Chatelain, 1050 Bruxelles), 1978.

« Tout est inné » dit l'un, « Tout est fruit du milieu » dit l'autre. Entre ces deux pôles qui aiguillent et aiguillonnent théories et philosophies depuis des siècles, l'histoire nous aide à découvrir la voie réelle, toute relative quant à elle.

Telle est la réflexion qui s'impose à la lecture de cet intéressant recueil d'études consacrées à la description des mœurs des primates dans leurs rapports avec les comportements humains. Principalement inspiré de recherches anglo-saxonnes, cet ouvrage, traduit de l'anglais, découvre les risques qu'implique l'absence ou la carence de formation historique lorsqu'un scientifique trop enclin à la rigueur géométrique répugne à la souplesse d'esprit nécessaire pour saisir les finesses de la réalité matérielle ; lorsque l'*idéologique*, autrement dit, élimine la *pratique* (*praxis*).

En montrant l'importance et les limites de l'approche en quelque sorte « ethnologique » du comportement des singes pour la compréhension des comportements humains, ce livre ne peut qu'intéresser les historiens soucieux de comprendre et d'expliquer les phénomènes sociaux. Il éclairera en tout cas le débat relancé depuis peu par la diffusion dans le grand public de nouvelles théories pseudo-scientifiques à base biologique exaltant la supériorité des « élites » au nom de leurs antécédents génétiques.

Aux adversaires de l'étude interdisciplinaire des phénomènes humains dans leurs implications multiples, — et il s'en trouve parmi les responsables de l'enseignement, — cet ensemble démontrera peut-être combien ils contribuent à alimenter les desseins de ce mouvement jadis disqualifié par les excès de l'eugénisme nazi et qui renaît aujourd'hui sous la couverture de la « nouvelle droite ». En niant les vertus éducatives d'une histoire essentiellement critique, ils assurent l'influence des caricatures scientifiques aux yeux des profanes, soigneusement tenus à l'écart de toute formation critique, en les parant de l'aurole mythique de la *Science*, source d'infaillibilité sinon de vérité. Le docteur Mengele et ses sinistres laboratoires sont la directe conséquence du *Mythe du XX^e siècle* d'Alfred Rosenberg. Puissent-ils ne pas l'oublier.

L'application des méthodes d'observation des primates à une classe d'école maternelle est particulièrement instructive au second degré par les implications qu'elle comporte dans cet ordre d'idées.

R.V.S.

STOETZEL Jean, *La psychologie sociale*, coll. « Champ psychologique », Paris, Flammarion, 1978.

Destiné au public de langue française, suggéré à l'auteur voici quinze ans, ce livre s'efforce de rendre compte de l'importance et de l'évolution de cette discipline qui, pour nouvelle qu'elle paraisse, recourt souvent à des idées et des matériaux accumulés au fil du temps. Comme telle, la psychologie sociale constitue une étape vers cette science de l'homme, fruit de toutes les sciences humaines qu'appelle l'objectif préférentiel de nos *Cahiers de Clio*.

Encore qu'il lui manque un côté pratique, l'ouvrage se veut un guide où le professeur d'histoire et de sciences sociales découvrira maintes indications intégrables dans son enseignement à propos :

- de l'influence réciproque de l'hérédité et du milieu dans l'éveil de l'intelligence ;
- de la socialisation de l'individu ;
- des variétés d'apprentissage social majoré par l'effet de la culture générale ;
- des comportements affectifs, très variables selon les cultures ;
- des perceptions, fort différenciées selon les lieux, comme pour les couleurs, par exemple, ou le temps : précis, réglé, linéaire, ici ; fluide, sans consistance, ailleurs ; facteurs de malentendus fâcheux, comme ce *mañana* hispanique où nous ne voulons voir, à tort, que paresse ;
- de la mémoire, plus éveillée pour ce qui a un sens : constatation qui ne peut laisser indifférent un pédagogue ;
- des comportements d'intelligence, si délicats à évaluer ;
- de la notion de personne, — de *persona* = le masque, — nuancée selon les ethnies entre le *moi* et le *non-moi* ;
- de la difficulté de la conscience de soi, illustrée par l'importance symbolique du costume, du statut ;
- des aspects multiples de la communication, avec et sans langage, le « geste et la parole » en quelque sorte ;
- des comportements en groupes, grands ou petits, du rôle du chef ;
- des relations interpersonnelles, utiles pour percevoir le sens du négoce, de l'échange ;
- de la force de l'opinion publique, de l'importance de l'information collective, de sa manipulation ;

- de la psychologie des foules, celle du lynchage, de l'interdit sexuel, — ni racial, ni moral, mais social : empêcher l'autre d'accéder aux droits de la famille ;
- des phénomènes de masse, comme les modes, les rumeurs, les engouements.

Les références vont généralement aux points de vue américains. Il n'y a pas de bibliographie systématique mais un index des auteurs. L'index des matières est complété par une table analytique.

R.V.S.

INDE

DELEURY Guy, *Le modèle indien, Essai sur les structures de la civilisation de l'Inde d'hier et d'aujourd'hui*, coll. « Le temps et les hommes », Paris, Hachette littérature, 1978.

En adoptant comme nom officiel celui de *Bharat*, en 1947, l'Inde nouvelle se situe bien dans la tradition du *Mahâbhârata* cette épopée du combat fratricide entre les confédérations aryennes de la périphérie : *goujarati, marathi, oriya, bengali*, et du centre : *hindi* ; et marque de la domination du *varna* aryen sur le *varna dasyu*, représentant les populations anciennes.

Jésuite détroqué depuis 1972, l'auteur a vécu aux Indes près de trente années pleines d'une observation attentive, par l'intérieur, de la société à la fois si multiforme et si cohérente de cette terre où misère et sagesse s'associent intimement pour définir la voie du salut de l'homme dans le cosmos. En nous en livrant le résultat, il espère redresser les erreurs d'interprétation que notre conditionnement chrétien, jacobin, sexiste donne de ce pays immense où subsistent côte à côte, en un immense équilibre, des représentants de tous les peuples et de toutes les religions qui y ont pénétré et ont su subsister grâce à l'insoupçonnable tolérance de chacun. Sachons par exemple que lointaine porte paroles de l'apôtre Thomas subsiste au Kerala une *jâti* judéo-chrétienne de *nazrani* installée depuis 52 de notre ère et parlant toujours l'araméen.

Accrochés à l'acception péjorative du mot, les Occidentaux décrivent la société indoue comme figée en quatre groupes imperméables et antagonistes, alors que les Indous emploient pour définir leurs structures sociales l'expression compo-

sée : système des « quatre-varna (couleurs)-et-des-quatre-âchrama (de *ashram* : degré dans la poursuite de la recherche intérieure) ». S'y ajoute la notion de *jâti* (fraternité) qui plus que les castes définit les relations sociales indoues.

Chaque *varna* : *brâhmane*, *kshatriya*, *vaichya*, *choudra*, découle du mélange en proportions variables de trois *gouna* : couleurs fondamentales (clair, rouge, foncé) symbolisant pureté, courage, ignorance. Rejetant le « moi » qui enchaîne l'homme à ce monde de misère, l'Indou ne se réalise que dans la *jâti* unissant avec lui tous les hommes d'une même nature. Ensemble, ils peuvent conserver leur place ou cheminer le long des huit marches définissant les rapports sociaux. Chaque *jâti* constitue un système social en soi avec ses occupations matérielles, ses dieux, donc ses prêtres. Nous sommes loin des définitions figées réservant la prêtrise aux *brahmanes*, l'aristocratie militaire aux *ksatriya*, le commerce aux *vaichya*, la culture du sol aux *choudra*. De fait chaque type d'activité intellectuelle, artisanale, agricole, etc. y compris celles réservées aux intouchables peut occuper les divers niveaux de la hiérarchie des *varna*.

La vraie et seule patrie de l'Indou, c'est sa *jâti*. Au prix d'une moindre liberté individuelle, le modèle indou a réussi à faire vivre pendant plus de deux millénaires une société plus fraternelle que toutes celles inventées ailleurs, grâce au pluralisme des « fraternités » auxquelles les *varna* donnent une dimension éthique qui permet à chaque groupe de conserver son identité culturelle, ses traditions alimentaires, — si importantes que l'auteur consacre son premier chapitre aux *manières de table*, — sa forme de religion et ses rites, ses secrets professionnels. Liée au village dont elles assurent les assises, liant les villages entre eux par l'éparpillement de certaines professions, ces ensembles à la fois disparates, homogènes et cohérents installent face aux autoritarismes des royaumes et des empires, face aux conquérants extérieurs, un contre-pouvoir d'une immense force d'inertie qui interdira la formation d'un esprit national au sens où l'entend l'Europe mais permettant de digérer toutes les dominations étrangères. Une force certes dans l'adversité, mais un risque énorme dans l'organisation de l'indépendance. Madame Indira Ghandi et le parti du Congrès en ont été les victimes face au parti Janata constitué des représentants des *jâti* dominantes, à leur tour mises en échec par l'union des *jâti* dominées sur lesquelles s'appuie le retour politique de l'ex-premier ministre féminin d'un Etat de près de huit cent millions d'êtres humains où la femme vit sa vie à l'égal de l'homme.

Il faudrait parler ici de démocratie communautaire, et non parlementaire, régionale, et non

centralisée, une expérience peut-être à tenter sur cet autre cap de l'Asie qu'est l'Europe accrochée à ses structures chrétiennes d'inspiration romaine.

Un livre attachant, agréable à lire, roborant dans la mesure où il remet en cause et introduit avec sympathie dans une culture si riche et pourtant si amputée et caricaturée dans nos traditions scolaires, soulignant le rôle de la femme si différent de celui qui lui est reconnu dans nos traditions judéo-chrétiennes et gréco-romaines, l'indépendance des enfants dans le giron de la famille cosmique, l'entité villageoise avec ses systèmes complets de relations et ses apports culturels originaux. Un instrument précieux de l'histoire comparative !

R.V.S.

MÉMOIRES - TÉMOIGNAGES

MONNET Jean, *Mémoires*, coll. « Le livre de poche », 2 vol., nos 5182 et 5183, Paris, 1978.

Avec la publication de ses mémoires, Jean Monnet (Cognac : 9 novembre 1888 - Montfort-l'Amaury : 16 mars 1979) offre au enseignants soixante années d'histoire contemporaine (1914-1975) vécues par un acteur principal et écrites à partir des données économiques.

Durant sa longue carrière, Jean Monnet a été amené à participer au règlement des problèmes mondiaux les plus épineux et à rencontrer tous les grands de ce monde.

Ce livre éclaire d'un jour nouveau quantités de problèmes. La première guerre mondiale est présentée avec clarté et réalisme. Abandonnant les traditionnels aspects militaires, il ne retient que le dessous réel : l'économie. Du côté allié, il met en avant l'importance capitale du *pool* des transports et des comités interalliés d'approvisionnement de guerre dont il fut l'organisateur. Le traité de Versailles est analysé avec lucidité dans ses conséquences néfastes.

Après avoir exposé la naissance et la mise en place de la Société des Nations dont il fut secrétaire général adjoint, il rappelle l'action très positive de cet organisme entre 1919 et 1923 : règlement du problème de la Haute-Silésie et sauvetage économique de l'Autriche.

Chargé en 1926 par un groupe financier international d'établir des programmes de reconstruction et de développement économique, il

explique son action pour stabiliser financièrement la Pologne et la Roumanie. Il donne en technicien des finances son avis sur la crise de 1929-1932.

Envoyé en Chine en 1932 pour mettre sur pied un plan d'investissements industriels, il brosse un tableau précis de la situation politique et sociale du pays à l'époque.

Il décrit sans parti pris l'état d'esprit et les préparatifs de guerre laborieux de la France, des Etats-Unis et de la Grande-Bretagne entre 1938 et 1940. Il met en lumière la préparation insuffisante, la valse des hésitations et la conscience d'une guerre inévitable et très longue. Face au péril, il est l'inspirateur, le 16 juin 1940, d'une proposition d'union franco-britannique (texte intégral, pp. 28-29), ébauche d'une future Europe politique. Mais l'effondrement militaire de la France empêchera ce projet d'aboutir.

De la seconde guerre, il ne retient que ce qui permettra de hâter sa fin : l'action de Roosevelt sur l'opinion américaine, l'effort industriel des Etats-Unis et le *Victory program* mis au point pour aider l'Angleterre. La solution adoptée (*lend-lease* ou prêt bail) est clairement énoncée.

Dans le second tome, le créateur de la communauté européenne explique dans les moindres détails et en toute modestie les vicissitudes de la mise en place de l'Europe.

Après avoir replacé cette naissance dans le climat politique du temps (guerre froide, statut de Berlin et de l'Allemagne), il détaille le plan Schuman, la création de la C.E.C.A., la constitution de la C.E.D., de l'Euratom et de la C.E.E.

L'attitude ambiguë de l'Angleterre et la politique allemande des Etats-Unis face au danger communiste y sont fort bien expliquées.

En 1955, Jean Monnet, déchargé de toute fonction publique, crée le Comité d'action pour les Etats-Unis d'Europe. Composé de représentants de toutes les forces syndicales et politiques non communistes des pays de la Communauté, ce comité travaillera pendant vingt années à faire avancer l'idée européenne. Parmi ses initiatives mentionnées dans le volume, on retiendra : une mise en garde des Européens sur leur dépendance énergétique en matière pétrolière suite à la nationalisation du canal de Suez en 1956 ; l'élargissement de la Communauté à d'autres pays d'Europe et d'Afrique ; divers essais d'union politique ; l'impérieuse nécessité de l'adhésion britannique et d'une coopération avec les Etats-Unis (*Kennedy Round, Partnership*) ; et enfin la mise en place réussie du conseil européen.

Les enseignants français y trouveront les détails de politique intérieure et extérieure de leur pays. Les Belges prendront connaissance de l'action européenne de quelques-uns de leurs hommes politiques : Van Zeeland, Lefèvre, Dehousse, Spaak, Rey, Van den Boeynants et Tindemans.

Chaque professeur se doit de lire cet ouvrage dans sa totalité. Non seulement, il y puisera d'utiles précisions qui lui permettront de nuancer certains jugements ; mais le corps du texte, truffé de documents officiels, de lettres, de discours, constituera une mine de documents de toute première valeur.

Un index très détaillé à la fin du second tome permet de retrouver facilement personnages, noms de lieux, organismes ou institutions mentionnés dans 830 pages de logique économique et de philosophie politique.

J. Dec.

BAJANOV B., *Bajanov raconte Staline*, coll. « L'air du temps », Paris, Gallimard, 1979.

Bajanov après avoir été très près des hauts dirigeants du parti sous Staline devient très anti-communiste et part à Paris. Là, il racontera peu à peu, et dans ce livre-ci surtout, comment au jour le jour, Staline a construit ce fameux appareil d'Etat. Ayant été le collaborateur particulier de Staline pendant un certain temps, il connaît tous ses secrets, les tables d'écoute, les bulletins de vote falsifiés ou contrôlés, etc. Parfois en lisant ce livre, on peut se demander si Bajanov a bien fait et vu tout ce qu'il raconte. Ses activités sont tellement nombreuses ! Mais quand on le suit en exil, on s'aperçoit que cet homme « était infatigable : en Finlande en 1939, il essaie de mettre sur pied une armée composée de prisonniers de guerre soviétiques volontaires pour abattre le régime ; pendant la guerre, il fut appelé à Berlin par Rosenberg [...] pour former un gouvernement anti-communiste, mais là, s'il voulait combattre le régime, il ne voulait pas combattre les Russes. Il put rentrer à Paris [...] ». Il voudrait voir l'humanité prendre un tournant qui éviterait le « communisme esclavagiste et bureaucratique [...] mais qui trouverait les solutions à tous les problèmes sur lesquels les communistes se sont penchés [...]. L'avenir de l'espèce humaine est en jeu ». Il prépare un autre livre sur le tournant de la civilisation occidentale, nécessaire « si elle veut survivre. Comme le montre le dur chemin de la Russie, et comme le montre l'expérience dangereuse de l'Occident ».

Livre pessimiste, nihiliste, ambigu, intéressant.

J.D.

GUARNASCHELLI Emilio, *Une petite pierre. L'exil, la déportation et la mort d'un ouvrier communiste italien en U.R.S.S., 1933-1939*, coll. « Actes et mémoires du peuple », Paris, Maspero, 1979.

« Apporter sa petite pierre à la construction du socialisme » : c'est ce que veut faire Emilio Guarnaschelli, ouvrier italien et militant communiste qui, après un détour en Belgique, arrive à Moscou en avril 1933, fuyant le fascisme. Les lettres envoyées à sa famille et plus particulièrement à son frère Mario constituent en quelque sorte un journal où il consigne l'accueil qui lui a été réservé, ses activités, ses espoirs dans le socialisme... mais aussi ses critiques concernant le régime stalinien. Suspecté en 1935 d'activités « trotskistes », il est condamné à cinq ans d'exil aux confins du cercle polaire, à Pinega près d'Arkhangelsk. Il y restera jusqu'à l'été 1936, rejoint par sa compagne Nella à qui nous devons la publication de ses lettres. A nouveau arrêté en 1936, il sera envoyé dans un camp sibérien d'où plus personne ne recevra de ses nouvelles. Les autorités soviétiques fourniront un acte de décès daté de 1939.

Ces lettres constituent un témoignage intéressant, à rapprocher du texte d'Antoine Ciliga (voir *Cahiers de Clio*, 1979, n° 59, pp. 109-110), sur les problèmes rencontrés par les communistes occidentaux qui, pour des raisons diverses, ont gagné l'Union soviétique dans l'entre-deux-guerres mais n'ont pas accepté sans critique le régime stalinien.

A proposer aux élèves de 16-18 ans en lecture complémentaire permettant de mieux comprendre les régimes politiques et la vie des hommes du XX^e siècle.

M.H.

GUARNASCHELLI Emilio, *Une petite pierre. L'exil, la déportation et la mort d'un ouvrier communiste italien en U.R.S.S., 1933-1939*, coll. « Actes et mémoires du peuple », Paris, Maspero, 1979.

Les témoignages sur les goulags soviétiques foisonnent actuellement. Celui de Guarnaschelli, présenté dans la collection « Actes et mémoires du peuple », nous présente, à travers sa tragédie personnelle, une nouvelle facette du drame collectif que furent les déportations stalinienne.

Guarnaschelli n'était pas soviétique. Ayant fui le fascisme, ce jeune ouvrier italien avait d'abord émigré en Belgique puis en U.R.S.S. où il espérait pouvoir « apporter sa petite pierre à la construction du socialisme ». En fait, frappé par les purges de 1935, il connaîtra un exil pitoyable

auprès du cercle arctique avant de mourir au bagne.

Ses lettres, expédiées à son frère resté en Italie, nous font revivre cette « grande désillusion ». Elles nous rappellent aussi que les émigrés politiques en U.R.S.S. payèrent au stalinisme un bien lourd tribut.

A elle seule la petite communauté italienne de Moscou (dont faisaient d'ailleurs partie mes grands-parents et mon père) eut plus de cent victimes.

Certains de ces réfugiés sauvèrent leur vie en se « vendant » à l'ambassade de l'Italie fasciste à Moscou. C'est le cas, par exemple, d'un député communiste dont j'ai publié la correspondance (*Lettres et documents d'Ersilio Ambrogi*, dans *Annali Feltrinelli*, pp. 173-291, 1977).

Beaucoup de ces révolutionnaires authentiques restèrent cependant, tel Guarnaschelli, jusqu'à la mort « fidèles à l'Idéal qui ne s'écroulera pas même s'il est aujourd'hui faussé ».

A. Mor.

KEHAYAN Nina et Jean, *Rue du prolétaire rouge. Le quotidien des soviétiques, vécu par deux communistes français*, Paris, Le Seuil, 1978.

Nous avons ici un excellent témoignage de la vie quotidienne à Moscou. Elle est vécue par deux communistes en 1972. Ils ont vécu dans un immeuble soviétique comme tout le monde et non dans des endroits privilégiés. Revenus en France en 1974, ils gardent le silence pendant 4 ans. Devant l'attitude des instances supérieures du parti, ils se décident à écrire leur expérience vécue tout en confirmant qu'ils sont et restent des communistes, mais dans l'espoir d'ouvrir un dialogue plus large que celui qui leur était proposé.

Ce texte ne cache pas la désillusion révoltée, des consolations, des amitiés solides. Les auteurs parcourent la Géorgie, l'Arménie, les Pays baltes. Ils ne sont pas anti-soviétiques, mais lucides dans l'espoir d'un changement.

J.D.

GOMA P., *Le tremblement des hommes. Peut-on vivre en Roumanie aujourd'hui ?*, Paris, Le Seuil, 1979.

Paul Goma lutte pour les droits de l'homme. Après avoir été condamné à deux ans de prison, il adhéra au parti communiste en 1968, le jour où Ceausescu condamne l'intervention soviéti-

que à Prague. Cependant peu après, il sera exclu du parti, il vit aujourd'hui à Paris. Il a choisi de nous faire rire, et l'on rit parfois aux moments du tragique.

Il nous dit qu'il n'est ni historien, ni sociologue, ni homme politique (« et je me réjouis de ne pas l'être car ainsi rien ne m'oblige à colorer ») ; il est écrivain et raconte ce qu'il sait et ce qu'il ne sait pas. Il nous montre les petites gens, les lycéens, des hommes du pouvoir, des agents de la police politique et ce livre raconte ses interrogations et ses interrogatoires.

J.D.

MONDE COMMUNISTE

BETTELHEIM Charles, *Questions sur la Chine après la mort de Mao Tsé-toung*, coll. « Économie et socialisme », Paris, Maspero, 1978.

En novembre 1978, des journaux muraux attaquent à Pékin la politique menée par Mao Tsé-toung. Avant ces derniers événements, Charles Bettelheim, tirant argument d'une lettre que lui avait adressée en octobre 1977 un Canadien résidant en Chine, montre quelle politique triomphe en Chine au moment où il écrit, à la suite de l'élimination de la « Bande des Quatre ». Pour lui, la réponse est claire : une politique révisionniste succède à une politique révolutionnaire. La révolution culturelle est close, et bien close.

L'auteur analyse donc successivement « le problème de la démocratie de masse, le bond en arrière, à la fois idéologique et politique, accompli depuis la fin de 1976, le *despotisme* d'usine, les campagnes d'émulation, le profit, l'accumulation et la concentration du pouvoir de direction au sein des entreprises, la lutte contre l'*égalitarisme* dans le domaine des salaires. Il met en évidence les illusions d'une mécanisation accélérée de l'agriculture, la politique extérieure, l'idéologie révisionniste de la neutralité des sciences et des techniques ». Ce sont les termes mêmes de la présentation de l'ouvrage par les éditions Maspero.

Un livre engagé, un témoignage à verser au dossier « Chine » que les professeurs d'histoire se doivent de constituer pour appréhender cette culture mal connue et différente de la nôtre.

M.H.

DAVIES R.W., e.a., *The Soviet Union*, Londres, George Allen et Unwin, 1978.

Onze professeurs de l'Université de Cambridge nous présentent dans ce livre de moins de

deux cents pages une approche pluridisciplinaire de la réalité soviétique à l'intention des classes supérieures des humanités et des étudiants du niveau des candidatures universitaires.

La documentation et la bibliographie utilisées datent du début des années septante. Sur cette base il est traité du cadre géographique, de la révolution d'Octobre, de l'industrialisation, du système politique sous Lénine et Staline, du parti communiste, des classes sociales, de la formation de l'homme soviétique par l'éducation, de la science, de la technologie dans leurs rapports avec la société, des usines, des fermes et des fermiers, de la littérature et des arts, de la politique étrangère.

Les auteurs posent les problèmes sous leurs divers aspects qui animent le tumultueux débat sur la question de savoir si l'Union soviétique est un authentique Etat socialiste ou une nouvelle société de classe où ne subsiste aucun élément de socialisme ; s'il s'agit d'un exemple accompli de planification industrielle d'une contrée arriérée ou plus amèrement d'un Etat dictatorial et totalitaire inefficace ?

Il a été délibérément choisi de provoquer la controverse érudite, mais si les chapitres ont été soigneusement coordonnés, chaque auteur a conservé son opinion et son type d'approche à propos de l'histoire soviétique.

Une abondante iconographie illustre les aspects positifs du système. Une chronologie des principaux événements et un glossaire complètent cet ouvrage agréable à lire.

R.V.S.

ELLENSTEIN J., *Le pouvoir et la révolution*, Paris, Julliard, 1979.

Il s'agit ici du scénario du film que l'auteur a écrit pour les Dossiers de l'écran : *Staline-Trotsky, le pouvoir et la révolution*.

A partir d'une longue introduction biographique, Ellenstein montre les véritables origines du stalinisme. Cette introduction très utile pour situer le contexte historique ne nous apprend rien de nouveau mais elle situe pour le grand public une période cruciale du conflit qui opposa Staline à Trotsky, et à Boukharine. L'écrivain communiste réhabilite des membres de son parti. Les bases de la divergence étaient politiques, Trotsky le reconnaît : « Je ne voyais pas tout à fait à quel point un centralisme serré et impérieux serait nécessaire au parti révolutionnaire pour mener un combat contre la vieille société des millions d'hommes ». Rappelons qu'il s'était déjà éloigné de Lénine pour lequel il est fort sévère. Il met dès 1923 sur le tapis la démocratisation nécessaire de l'Etat et du parti. Ellenstein

réunit ici des faits et des témoignages moins connus et intéressants. Trotsky se rapprochera de Lénine dès 1917, et surtout en 1921 sur la question géorgienne et la bureaucratie russe. Et ce fut contre Staline que commença une véritable alliance entre Lénine et Trotsky.

L'auteur nous dit alors que si l'Etat soviétique est devenu sanglant sous Staline, on ne peut réduire son histoire à cette « réalité. Elle est également faite du développement de l'industrie et de l'essor quantitatif de la culture, elle est faite de l'extraordinaire résistance qu'ont opposée les Soviétiques à l'invasion hitlérienne ». Mais il termine par cette phrase : « Le socialisme reste encore à créer ».

J.D.

GEORGE F., *Pour un ultime hommage au camarade Staline*, Paris, Julliard, 1979.

L'auteur est membre du Comité de direction des *Temps modernes*, élevé dans une famille communiste, il évoque son enfance et s'interroge et cherche à comprendre. Ce n'est pas un réquisitoire mais un essai pour tenter d'arracher quelques renseignements d'actualité, et comme il dit « on ne célébra pas le centenaire de la naissance de Staline, mais c'est choquant », et pour beaucoup, pour ceux d'hier et pour ceux d'aujourd'hui, il faut dire comment et surtout pourquoi Staline fut considéré comme le « père des peuples ».

Une leçon à tirer de ce livre : critique historique, histoire sociale ? Histoire des mentalités ? Philosophie ?

J.D.

GRAS Christian, *Les Etats marxistes-léninistes de 1917 à nos jours*, coll. « L'historien », Paris, P.U.F., 1978.

L'auteur étudie le marxisme-léninisme au pouvoir dans son extension géographique maximale sans tenir compte des divergences idéologiques. Cela constitue un énorme bloc mi-européen, mi-asiatique sans oublier Cuba, un bloc lié par des circonstances et des choix communs : installation à partir d'une situation de délabrement économique de régimes marxistes dans des sociétés sans tradition démocratique.

Cet exercice du pouvoir soulève cependant une multitude de questions : constitution d'une nouvelle classe dirigeante, politique des nationalités, politique extérieure impérialiste. L'auteur résume ces questions en une seule : « La logique de l'Etat ne triomphe-t-elle pas de la logique communiste ? ».

Après une présentation chronologique des événements qui ont permis la mise en place des régimes marxistes-léninistes, l'auteur dégage deux conclusions essentielles : les évolutions nationales des différents régimes s'opposent à la notion marxiste selon laquelle les prolétaires n'auraient pas de patrie et le passage du romantisme révolutionnaire de 1917 au pragmatisme actuel pose sévèrement les problèmes de l'économisme.

Les révolutions bourgeoises ou prolétaires sont-elles condamnées à aboutir à un Thermidor ?

M.R.V.

MEDVEDEV Roy, *La révolution d'octobre. Faits et réflexions*, coll. « Cahiers libres » n° 347, Paris, Maspero, 1978.

Roy Medvedev est un historien soviétique « contestataire » qui n'hésite pas à sacrifier bien des légendes (cfr son dossier sur le stalinisme). Cependant, les erreurs de l'U.R.S.S. n'ont pas entamé sa foi dans le socialisme, et il nous livre ici une étude passionnante de ce qui est, pour lui comme pour bien d'autres historiens, « l'événement le plus important du XX^e siècle ».

Alors que, pour tant d'auteurs actuels, érudition semble synonyme d'hermétisme et de confusion, Medvedev nous fait part de ses découvertes et de ses réflexions avec une clarté infiniment louable.

La première partie du livre s'articule autour d'une interrogation sur le caractère inéluctable, — ou non, — de la révolution russe. Il y insère notamment une question très importante qui est celle du rôle des personnalités dans l'histoire. Les faits historiques sont-ils le résultat inévitable de lois économiques et sociales ? Par réaction à l'histoire enseignée hier, nous avons trop tendance à le croire et à l'enseigner, omettant de dire qu'il y a aussi des éléments fortuits, — la conduite et la décision de certains dirigeants, le hasard, — qui peuvent être déterminants sur le déroulement concret des événements historiques. Ainsi on peut se demander ce qu'aurait été octobre 17 sans Lénine, et si les révolutions de février et d'octobre étaient inéluctables. Medvedev conclut sur ce point que ces deux révolutions ne formaient, à l'origine, qu'une des possibilités de la situation historique du moment. La révolution d'octobre n'a été, selon lui, ni toute spontanée, ni toute organisée. La spontanéité de l'explosion révolutionnaire de fin 17 était liée à un énorme travail de préparation mais n'était pas pour autant inéluctable. Il rappelle à ce propos une phrase de Lénine que bien des « prophètes »

se devraient de méditer avec modestie : « Toute tentative d'escompter à l'avance TRÈS EXACTEMENT les chances de la lutte serait du charlatanisme ou du pédantisme irrémissible ».

La deuxième partie de l'ouvrage aborde un autre problème qui a déjà fait couler beaucoup d'encre : la Russie était-elle prête pour la révolution ? Medvedev expose avec beaucoup de crédibilité comment les *mencheviks*, qui n'étaient pas, selon lui, les « traîtres » qu'on a voulu faire d'eux par la suite, furent paralysés par la peur de faire une révolution prématurée, peur qu'ils avaient directement héritée de la lecture de Marx et Engels. Il montre d'autre part comment les *bolcheviks*, en voulant résoudre des problèmes pour la solution desquels les conditions n'étaient pas réunies dans le pays, furent obligés de passer du concept de développement pacifique de la révolution à une conception beaucoup plus radicale.

Les improvisations économiques du premier pays socialiste sont passées en revue sans complaisance. Medvedev étudie ensuite les choix politiques et économiques posés par le gouvernement des *Soviets* pendant les premiers « cent jours » de la révolution d'octobre et le difficile printemps 1918 qui écarta les masses des *bolcheviks*, renforça les mesures de coercition et de terreur, et instaura la dictature alimentaire. Il arrête son étude à l'aube de la guerre civile que Lénine considérait comme un risque improbable mais qui se réalisa bel et bien avec l'appui d'une grande partie des paysans, des soldats et de la petite bourgeoisie des villes. Medvedev pense que si la *N.E.P.* avait été appliquée dès 1918 (et non en 1920), des millions de vies auraient été épargnées, mais l'expérience manquait aux dirigeants révolutionnaires et ce n'est qu'en 1920 qu'ils corrigèrent leur erreur.

Après avoir stigmatisé toutes ces erreurs et tâtonnements, l'historien soviétique conclut cependant par une citation de Lénine qui est en quelque sorte le *credo* de l'auteur en les chances de réussite finale de l'hypothèse socialiste : « Pendant la révolution on commet des sottises comme en tout autre temps. Il faut tâcher d'en faire le moins possible et de corriger au plus vite celles qui ont été commises ».

En résumé, un ouvrage à lire pour éviter les simplifications abusives à propos de cet événement essentiel de l'histoire contemporaine.

A. Mor.

NAZISME - DEUXIÈME GUERRE MONDIALE

AMOUROUX Henri, *Le peuple réveillé, juin 1940-avril 1942. La grande histoire des Français sous l'occupation*, Paris, Laffont, 1979.

Ce livre s'efforce de montrer comment le peuple de France, désespéré et certain du désastre, allait devenir le peuple « réveillé ». On découvre que si la solitude est l'honneur des résistants, elle constitue aussi la cause première de leur faiblesse.

En expliquant comment De Gaulle arrivait seul à Londres le 17 juin 1940 va fonder un pouvoir longtemps discuté, en montrant le petit nombre de ceux qui le suivent, en racontant les débuts de la résistance dans la presse, en insistant sur le rôle des communistes et l'importance des attentats, H. Amouroux continue son œuvre d'explications. Livre surprenant parfois, par ses positions, ses défenses, dont celle de Pétain, avec une certaine ambiguïté.

La pénurie alimentaire explique ici la division entre les citadins et les paysans. Le manque d'intérêt du Français moyen pour tout ce qui n'est pas la vie quotidienne va changer, et lentement son éveil, lorsque l'occupant va se mêler de plus en plus de cette vie quotidienne. Et l'on voit se dresser alors au début de l'année 1942, « alors que le futur se dessine enfin, la résistance qui n'est plus seulement un élan patriotique désespéré, mais prise de position pour l'avenir ».

J.D.

AYCOBERRY Pierre, *La question nazie. Les interprétations du national-socialisme. 1922-1975*, coll. « Points Histoire », Paris, Le Seuil, 1979.

Le lecteur ne trouvera pas ici une histoire du nazisme ni un état de la question ; le but de l'auteur est d'analyser les images du nazisme élaborées par ses sympathisants ou ses adversaires mais aussi par les pratiquants des différentes sciences humaines.

Une première partie de l'étude est consacrée aux années 1922-1945 :

1. conception hitlérienne du monde, théories et action nazies ;
2. perplexité des conservateurs : conservateurs britanniques, droite française, universitaires allemands, théologiens ;
3. les humanistes contre le nihilisme ;
4. dénonciation du grand capital ;
5. les classes moyennes ;
6. les sciences humaines mobilisées contre la mythologie nazie.

La seconde partie intitulée *Un passé à liquider* pose la question : Comment cela a-t-il pu arriver ? », et couvre la période 1945-49. De 1949 à 1960 s'ajoute le problème de la guerre froide.

Les dernières parties de l'ouvrage montrent comment l'ordinateur appliqué à Marx et à Freud permet de préciser l'impact sociologique du nazisme et de mieux comprendre ses aspects psychologiques.

Une conclusion provisoire prévoit l'importance à accorder à l'histoire quantitative devant la masse de documents concernant le nazisme.

Une bibliographie d'une dizaine de pages complète cet ouvrage qui aborde le problème nazi d'une façon différente : faire le point sur la masse d'ouvrages consacrés au nazisme et traverser l'histoire à travers leurs interprétations souvent contradictoires.

M.R.V.

BERNADAC Christian, *L'holocauste oublié. Le massacre des Tsiganes*, Paris, France-Empire, 1979.

Continuant ses grandes enquêtes historiques sur les camps d'extermination de la seconde guerre mondiale, l'auteur s'est attaché cette fois au martyre souvent négligé de ce peuple des Tsiganes, condamné au même titre que les juifs par les lois raciales du III^e Reich.

C. Bernadac a retrouvé les archives de ces camps, et y ajoutant un ensemble de témoignages, il retrace la longue persécution de ces familles. Les témoignages sont ceux des survivants des camps, non Tsiganes, et on peut y retrouver tous les sentiments mélangés en ce qui concerne ce peuple.

Les procès de l'après-guerre ont souvent oublié les Tsiganes soit absence de Tsiganes ou de questions concernant leur déportation. Or, les statistiques officielles révèlent 500.000 disparus dans les différents camps de concentration. Le taux des naissances a baissé non seulement comme conséquence d'interventions directes, mais aussi par la séparation entre les jeunes hommes et leurs familles.

L'holocauste oublié apporte des révélations qu'il faut avoir le courage de lire.

J.D.

RICHARD Lionel, *Le nazisme et la culture*, « Petite collection Maspero », Paris, Maspero, 1978.

Faire découvrir aux adolescents le rôle joué par la propagande sous le régime nazi, — avec

comme corollaires la mise en garde face aux méthodes employées, l'exercice de l'esprit critique, l'acquisition de valeurs, — est un objectif en principe poursuivi par l'enseignement secondaire. Mais il s'agit, hélas le plus souvent, d'un survol rapide des méthodes exploitées avec talent par Goebbels.

Le livre ici présenté, étayé par de très nombreux documents, a le mérite de donner des informations précises sur les différents secteurs de la vie culturelle touchés par les mesures de censure et de propagande (presse, littérature, arts plastiques...) et sur l'évolution de la politique nazie en la matière, sur les divergences aussi entre les dirigeants, par exemple Goebbels et Rosenberg.

D'une lecture aisée, très bien structuré, il pourra être manipulé par des adolescents chargés de présenter à leurs condisciples, par exemple, l'autodafé du 10 mai 1933. En effet, celui-ci est comparé à celui de 1817 pour mettre en évidence un des nombreux excès de la politique nazie : le fait de brûler des livres réels plutôt que des vieux papiers en guise de symbole est une illustration de la destruction physique de l'adversaire, voulue par les nazis (pp. 98-104 et pp. 211-214). La *Chambre de culture* est définie d'une manière claire et simple (pp. 106 et suivantes). Il en va de même pour les raisons en vertu desquelles l'art moderne a été banni. Etc.

Il faut encore souligner :

- un long chapitre sur les attitudes des intellectuels et des artistes face au nazisme : qui a adhéré au nazisme et pourquoi ? Comment pouvait-on manifester son opposition ? Qui l'a manifesté ?
- un chapitre mettant en lumière les forces et les tensions de la société allemande à partir du XIX^e siècle qui prédisposaient, sans plus, à accepter la politique culturelle nazie ;
- les nombreux documents (pp. 178-320) ;
- la liste des repères chronologiques, liste détaillée et claire ;
- des notes biographiques sur les personnages cités dans l'ouvrage ;
- l'identification précise des différentes forces politiques qui ont existé en Allemagne de 1919 à 1939 ;
- un lexique, une orientation bibliographique et un index.

Un livre largement augmenté par rapport à une édition antérieure (*Le nazisme et la littérature*, 1971), digne de figurer dans la bibliothèque de la classe d'histoire, indispensable pour améliorer la qualité méthodologique de l'enseignement.

M.H.

VANDROMME Pol, *Le loup au cou de chien. Degrelle au service d'Hitler*, Paris-Bruxelles, Nathan-Labor, 1978.

Quoiqu'en dise la publicité, ceci n'est pas un livre d'historien. Il lui en manque tout l'appareil dont l'historien entoure sa démarche comme de prothèses sa subjectivité. Libre à quiconque d'en contester l'efficacité.

Il s'agit ici tout au plus d'un essai à ton pamphlétaire énonçant la thèse que nul ne songe à nier d'un Degrelle valet du nazisme, thèse un peu simple mais débridée ici comme un fût qu'on débonde, dont jaillit une pression trop longtemps contenue et qui explose en gerbes de verve rutilante. Le verbe, ici, est en effet puissant, épicé souvent, fulgurant parfois, ésotérique aussi sans doute pour le lecteur profane. Car on peut s'interroger sur l'incidence de ce livre sur l'opinion commune ignorante de l'époque et des circonstances dans lesquelles les événements évoqués se sont déroulés.

Il y a chez l'auteur comme une fureur qui roule et qui tonne d'avoir été bafoué à travers les initiatives des rassembleurs de la jeunesse catholique de l'entre-deux-guerres, escroqués par les jongleries d'un bouffon, et qui s'arrache l'aveu que Rex fut « une dissidence de la droite catholique », un poujadisme avant la lettre.

Certes, il est tonique de se laisser parfois entraîner à ces sortes de colères rétrospectives où le langage rejoint celui que l'on prétend dénoncer. Cela peut être plaisant à lire quand l'accès est bref. Mais on peut douter du résultat dans le public. Dénoncer la bêtise, vomir l'hypocrisie, pourfendre la jobardise, fulminer l'excrétion du fantoche habile à exploiter les ferveurs populaires, colorer ce réquisitoire d'un anti-socialisme étrié, balancé de timides regards vers les extravagances droitières ne résoud rien, car cela n'explique pas grand chose. Or, c'est précisément d'explications dont a besoin le libre citoyen de la libre démocratie, la seule vraie démocratie dans sa dimension critique. Tant que le système éducatif n'aura pas réussi à doter tout un chacun du bagage *minimum* de sagesse critique nécessaire à la compréhension et à l'interprétation correcte des choses, dans quelque sens que s'orientent les vitupérations, elles n'auront d'autre effet que de soulever les passions, non de convaincre.

Que les circonstances actuelles, économiques, sociales, politiques, culturelles au sens le plus large, fournissent un terrain favorable au retour de systèmes autoritaires, que les mécanismes de la prise de pouvoir n'aient pas beaucoup changé, sinon en qualité depuis des siècles, voire des millénaires, l'histoire nous le dit tout au long et

même nous le répète, pour peu qu'on sache la lire d'un œil lucide avec une attention vigilante. Mais pour cela, il faudrait la connaître et savoir user de ses méthodes.

Ceci est-il utopique ? Ou bien stupide ? Ou est-ce encore parier sur la meilleure part de l'homme dans son humanité ?

L'*histoire nouvelle* du rexisme reste à écrire ! Quelles qu'en soient les aspects, ignobles ou burlesques, le fascisme ne peut être masqué ni dans ses formes ni dans ses origines.

R.V.S.

PENSÉE POLITIQUE

ASSOUN Paul L., *Marx et la répétition historique*, coll. « Philosophie d'aujourd'hui », Paris, P.U.F., 1978.

« L'histoire est un éternel recommencement », entend-on dire souvent, mais on entend tout aussi fréquemment qu'« elle ne repasse pas les plats ». Autant d'expressions d'une sagesse vulgaire toute en nuances que certains philosophes ont tenté de conceptualiser.

Chronologiquement situé dans l'œuvre de Karl Marx entre l'*Idéologie allemande* (1845) et la *Critique de l'économie politique* (1859), références clés du matérialisme historique, *Le dix-huit brumaire de L.N. Bonaparte* (1852) constitue un apport essentiel à l'interprétation matérialiste de l'histoire. Telle est la thèse de l'auteur qu'il démontre par une analyse serrée des antécédents de la pensée marxienne et du contexte de son développement.

Reprenant à G. Hegel la notion de répétition historique et à H. Heine celle de *farce*, Karl Marx formule la loi de la duplication historique lorsqu'il ouvre le *Dix-huit brumaire* par ces phrases : « Hegel fait quelque part cette remarque que tous les grands événements et personnages de l'histoire du monde se produisent pour ainsi dire deux fois. Il oublie d'ajouter : la première fois comme une grande tragédie, la seconde fois comme une farce sordide ». Pour Marx, le tragique et le comique sont deux catégories historiques opposées, mais en quelque sorte complémentaires. Tout historien, spécialement lorsqu'il se penche sur les civilisations, a été frappé par l'attrait presque irrésistible du modèle. Pascal déjà ne déplorait-il pas que « lorsqu'il veut faire l'ange, il (l'homme) fait la bête ».

Le tragique est le caractère essentiel de la contradiction historique fondamentale. Il définit l'éclatement d'un universel donné, par exemple : l'*ancien régime*, sous l'effet de l'opposition à un particulier en devenir, ici : la *révolution*, et la production d'un nouvel universel à partir de ce particulier : la *démocratie*.

Le comique est, par opposition, le caractère d'un moment historique ou d'une entité qui, ayant perdu son universalité dominante, ne représente donc plus, attardé et incongru, qu'un monde disparu. Il vaque à la restauration désespérée, cocasse et ratée, d'une essence historique caduque. Tel quel, comme moment de l'histoire, il peut réagir sur celle-ci sans pour autant empêcher l'évolution tragique de la forme historique. Ainsi l'« histoire ne repasse pas les plats » encore qu'elle s'y emploie.

Ainsi toute forme historique connaît deux morts : la première, tragique, conséquence de l'arrêt de mort ; la seconde, comique, conséquence des efforts manifestés pour se justifier sans pouvoir convaincre, sorte de vie en sursis pendant laquelle l'humanité prend sereinement congé de son passé. L'émergence comique du soi historique entraîne à la fin l'abolition dérisoire du passé et l'ouverture libératrice du futur. Ainsi le recours à cette notion de comédie traduit chez Karl Marx une sorte de fonction d'oubli qui assure la régulation de la pratique historique en l'ouvrant sur l'avenir et en neutralisant les effets inhibiteurs de la mémoire historique sur cette pratique.

Ainsi, la mémoire est-elle à la fois nécessaire et inutile. Nécessaire dans ce qu'elle a de vitalisant, inutile dans ce qu'elle a de sclérosant. Les deux termes, tragique et comique, représentent donc le passé débouchant nécessairement sur le troisième terme, épique, représentant l'avenir, c'est-à-dire, pour Karl Marx, l'avènement du *prolétariat*.

« Les hommes font leur propre histoire, mais ils ne la font pas arbitrairement dans les conditions choisies par eux, mais dans des conditions directement données et héritées du passé », souligne encore Karl Marx dans le *Dix-huit brumaire*. C'est donc l'analyse du passé et non le modèle du passé qui doit procurer les instruments de la mutation libératrice. « La révolution sociale [...] ne peut pas commencer avec elle-même avant d'avoir liquidé complètement toute superstition à l'égard du passé », précise-t-il encore. Le phantasme évacué, il reste du matériel. C'est pour ne pas avoir su évacuer son phantasme que, en 1848-1852, la « paysannerie parcellaire » française a fait de L.N. Bonaparte son héros comique.

Dans sa relativité, l'histoire reste implacable, ceux qui veulent l'ignorer, pas plus que l'autruche, n'empêcheront le train de passer. L'inconsscient subit, le clairvoyant dirige. « *Historia magistra vitae* », proclamait Cicéron sans être entendu. Breughel l'Ancien historiait « *La parabole des aveugles* ». Qui réveillera les pilotes de notre « *Nef des fous* » ?

R.V.S.

BAHRO R., *L'alternative*, Paris, Stock 2, 1979.

R. Bahro est considéré comme un des meilleurs philosophes connaisseur de Marx et de Lénine en R.D.A. Arrêté en 1977, il est actuellement toujours détenu. C'est une critique de gauche du parti cette fois, critique de l'intérieur. L'auteur se livre à une analyse marxiste des pays socialistes. Il n'a pas perdu l'espérance du printemps de Prague, il croit à « une alternative » du capitalisme, il veut voir naître des ligues communistes auto-gestionnaires et une vraie société socialiste. Il n'a renié aucune de ses positions, et c'est ce qui fait ce livre très différent de ceux publiés par des condamnés ou des immigrés devenus anti-communistes.

Dans un chapitre « Conditions et perspectives de l'émancipation générale », il y reconnaît la tâche la plus difficile et insiste pour dire qu'elle est devenue une absolue nécessité. Il faudrait entre autres : redistribuer le travail, former des hommes pleinement socialisés, assurer les capacités de formation et de motivation pour l'étude, etc. Dans un autre chapitre peut-être encore plus important, il étudie l'économie politique de la révolution culturelle qui s'exerce contre l'exclusion des masses d'une culture permettant une vision synthétique des choses, contre l'inexistence d'une vie communautaire, contre le bureaucratisme, pour le développement des dispositions et des motivations à l'apprentissage des enfants, pour la socialisation (démocratisation) de la connaissance et de la procédure de décisions ; il veut abolir la notion de rendement et du salaire à la pièce, réajuster le système de rémunération, arriver à l'épanouissement de la personnalité comme objectif de production, redéfinir les besoins, etc. On peut, dit-il, « concevoir les conditions d'une véritable liberté et d'une véritable fraternité ; le communisme n'est pas seulement nécessaire, il est aussi possible. Sera-t-il un jour réalisé ? L'issue de la lutte pour ces conditions en décidera ». Utopie ? Rêve ? Réalité ? Livre de réflexion.

J.D.

HARRIS André et DE SEDOUY Alain, *Qui n'est pas de droite ?*, Paris, Le Seuil, 1978.

Poursuivant leur enquête sur la réalité française qu'ils ont déjà analysée dans des films d'histoire subjective ou des livres d'actualité subjective, les auteurs ont pris cette fois comme point de départ la campagne électorale du printemps 1978 où tout se portait à gauche. De là leur question : qui est encore de droite ? Leur enquête va de Benoist-Méchin à Jeannette Vermeersch en passant par des municipalités socialistes, communistes ou giscardiennes, les syndicalistes-patrons de l'E.D.F. ou la droite dure de *Minute*.

L'analyse porte ici essentiellement sur les divergences entre discours de droite ou de gauche et comportement dans l'exercice du pouvoir et les auteurs concluent : « Autrefois, à la belle époque du socialisme utopique, il y avait une polémique continuelle entre la gauche et la droite sur le pouvoir. Aujourd'hui, cette polémique n'a plus cours et c'est peut-être l'indice que la gauche et la droite ne se distinguent plus l'une de l'autre, du moins sur la conception pratique du pouvoir ».

Décevant ou réaliste ? Claude Roy disait : Etre de gauche est difficile. On se surprend à chaque instant à réagir à droite ».

M.R.V.

Le marxisme, coll. « Encyclopoche », Paris, Larousse, 1977.

Depuis quelques mois, les Editions Larousse ont entrepris de regrouper sous forme de monographies d'un maniement commode les principaux articles figurant dans les différents volumes de la *Grande Encyclopédie Larousse*. Le présent ouvrage se compose d'une dizaine de grands sujets ; on y trouvera aussi bien une biographie de Marx et un exposé de ses idées qu'une synthèse des principaux courants marxistes au XX^e siècle, ainsi qu'une trentaine de pages permettant de se familiariser avec les termes clés du vocabulaire marxiste.

L'ouvrage, de consultation aisée, aura son utilité dans les bibliothèques de classe à partir du degré d'orientation (14-16 ans). C'est un instrument de travail particulièrement facile et clair pour les élèves.

J. Del.

RENS IVO et OSSIPOW William, *Histoire d'un autre socialisme. L'école colinsienne, 1840-1940*, coll. « Langage », Neuchâtel, La Baconnière, 1979.

Jean Guillaume Colins de Ham, né à Bruxelles en 1783, mourut à Paris en 1859, après une vie

agitée qui, dans la foulée des artisans du siècle des Lumières, au gré des élans de l'Empire et de ses séquelles, développa un socialisme rationnel précurseur du collectivisme mais sans lien avec le marxisme. Auteur de nombreux livres dont plusieurs publiés après sa mort, il suscita de son vivant quelques disciples dont Louis de Potter, héros de l'indépendance belge.

Professant que toute évolution sociale naît d'une mutation du pouvoir spirituel ou de ce qui en tient lieu, Colins conteste le « matérialisme prétendument scientifique » qui anime la majorité de ses contemporains. Proclamant la souveraineté de la raison, il débouche sur un socialisme alliant le collectivisme à l'économie de marché, il vise à inverser globalement les valeurs en assujettissant le capital au travail, la production à la consommation, et cela dans un cadre mondial ou universaliste. L'aspect métaphysique de sa position apparente Colins aux *Idéologues*, cette génération perdue si riche cependant de possibilités issue du XVIII^e siècle. Il explique peut-être le peu de rayonnement de ses théories diffusées par Agathon de Potter, fils de Louis, et quelques militants comme Frédéric Borde, Jules et Ferdinand Brouez, ou sympathisants comme César de Pape. Plusieurs revues propagèrent cependant leurs principes auxquelles collaborèrent des correspondants comme Hector Denis, Emile Vandervelde, Jean Volders, Max Elskamp, Camille Lemonnier, Georges Rodenbach, Emile Verhaeren, Maurice Maeterlinck, Georges Eeckhoud, Elisée Reclus, August Bebel, Multatuli, etc., sans oublier les Russes Bakounine, Kropotkine, Tolstoï et d'autres encore. Parmi ces revues : *La Société nouvelle*, fondée en 1884, *La Philosophie de l'avenir - Revue du socialisme rationnel* de dix ans son aînée, *L'Humanité nouvelle* de 1897. Le journal *La Terre* parut de 1905 à 1907 et exprima les idées de la *Ligue pour la nationalisation du sol* qui s'orientèrent dans une double direction : nationaliste, antimarxiste, antisémite, d'une part, débouchant sur Léon Daudet et Charles Maurras ; socialiste et anticapitaliste de l'autre, débouchant sur le socialisme et le collectivisme. Le mouvement s'éteignit progressivement après la première guerre mondiale. Même correctement inspirés, les messages les plus pertinents ne trouvent pas toujours un terrain favorable dans l'immédiat : collectivisme, écologie, énergies biologiques pour être dans l'air n'étaient pas encore dans le sol.

R.V.S.

POLÉMOLOGIE

SUN TZU, *L'art de la guerre*, coll. « Champs », Paris, Flammarion, 1978.

L'ouvrage du théoricien militaire Sun Tzu est le plus ancien des traités connus de polémologie. Écrit probablement entre 400 et 320 avant J.-C. dans la Chine des « Royaumes combattants », il ne parvient en Occident qu'en 1772 au travers de la traduction du Père J.J.M. Amiot, missionnaire jésuite à Pékin. La présente version française, neuve et intégrale, tirée de l'édition anglaise de Samuel B. Griffith, remplace les multiples traductions européennes peu satisfaisantes, parues depuis plus de deux siècles.

Par la concision du texte, mais encore plus par la sagesse et le modération des propos, ce traité constitue un des sommets de la littérature militaire extrême-orientale. Contrairement à Clausewitz, maître à penser des stratèges occidentaux jusqu'à la grande guerre, Sun Tzu se refuse à envisager la guerre d'anéantissement poussée au-delà des limites du bon sens. Si guerre totale il doit y avoir, ce ne peut-être que celle du mensonge et de la ruse. Car l'objectif essentiel d'un véritable stratège est de soumettre l'ennemi sans combat.

Par son influence sur le monde russe et chinois (Mao Tse-toung lui-même s'en inspira fortement), *L'art de la guerre* reste, malgré son âge, une lecture nécessaire pour toute personne soucieuse de mieux comprendre la stratégie russe et chinoise contemporaine.

Une longue introduction permet au lecteur d'apprécier à sa juste mesure l'originalité de ce document vieux de près de vingt-cinq siècles.

R.C.

RÉFLEXIONS SUR L'HISTOIRE

LEFÈVRE Georges, *Réflexions sur l'histoire*, coll. « Textes à l'appui », Paris, Maspero, 1978.

Voici vingt ans que s'éteignait Georges Lefèvre, éminent historien de la révolution française, homme de cœur. Albert Soboul, son élève et successeur, lui élève ici un mémorial formé d'une sélection d'articles et de textes marquant sa féconde carrière. Ils constituent le message que devrait méditer et exploiter la postérité en

général, des historiens en particulier. On ne sait pas assez en pays de langue française le prix accablant que paie aujourd'hui l'histoire, honnie, vilipendée, à l'indifférence, voire à l'ignorance, envers l'histoire de l'historiographie et à la méconnaissance de la philosophie de l'histoire, sinon des philosophies de l'histoire. « Personne, assurément, écrivait-il en 1938, ne soupçonne les chefs de l'Université de nourrir la moindre hostilité à l'égard d'une discipline indispensable à l'éducation de l'esprit, à l'éveil du sens social, à la conservation au sein de la communauté nationale d'une conscience éclairée de son éminente dignité. Il n'en est pas moins vrai que l'aménagement et l'esprit de l'enseignement historique se trouvent remis en question »... Déjà !

Il rappelait cependant, en 1946 : « L'histoire nous montre le génie humain en perpétuelle transformation ; elle nous appelle à la recherche des facteurs qui l'orientent ; elle nous met en garde contre les obstacles que doit vaincre la volonté du mieux ; elle nous invite à distinguer ce qui est possible ou, en tout cas, à mesurer les risques ; elle nous enseigne par-dessus tout cette vérité primordiale que toute réalisation des principes qui nous sont chers n'est jamais que relative [...]. Quant à imaginer qu'il suffirait de les taire pour supprimer les maux de l'humanité, c'est enfantillage ». Il convient, estime-t-il, « de ne pas confondre l'histoire avec ceux qui l'enseignent. Une réforme sérieuse de la formation des maîtres est indispensable [...] ». Que dire aujourd'hui où on prend prétexte de certaines carences professionnelles pour expulser l'histoire des *curricula* ?

Replacés dans leur contexte historique, ces extraits reflètent bien la lutte permanente de la science historique en parturition, avec ses cours et ses recours, exaltée des uns, exploitée des autres, honnie de ceux qui craignent la vérité, toujours révolutionnaire. Dans ce souci, l'histoire est à la fois tonique, civique et démocratique au sens le plus pur des droits de l'homme en lutte pour sa liberté. En mémoire de tous ceux tombés pour celle-ci, y compris Maximilien Robespierre, victime de son amour démesuré du peuple malheureux et de l'innocence opprimée, Albert Soboul rappelle le vœu de Georges Lefèvre : « Que dans notre vie quotidienne de simple citoyen, la persévérance et le courage ne nous manquent jamais, afin que nous restions toujours dignes d'eux »... Qu'on nous permette d'ajouter : « ...et de notre propre estime ».

R.V.S.

RELIGION

GROLLENBERG LUC H., *The Penguin Shorter atlas of the Bible*, Harmondsworth (Middelsex), Penguin books Ltd, 1978.

Traduit de l'allemand, produit en français dans une édition onéreuse, cet ouvrage, réalisé en 1959 sur la base des données archéologiques d'alors, nous est aujourd'hui proposé à bas prix dans une typographie qui, pour ne pas toujours être impeccable, n'en représente pas moins la qualité des planches et la cartographie proposée.

Le but du livre est de fournir une vue succincte du monde dans lequel les livres de la Bible sont nés. A cet effet, les cartes ont été réduites à dix. Elles concernent les périodes clés et ne mentionnent que les lieux les plus importants. Les illustrations, restées nombreuses, présentent les témoignages archéologiques et ethnologiques les plus adéquats pour illustrer l'événement. Le texte courant nous conduit des origines géographiques, culturelles, scientifiques, archéologiques du problème aux découvertes récentes de Qumrân, à travers les méandres de l'Ancien et du Nouveau Testament. Disposé en courts chapitres, il est aisé à lire et clair dans ses explications. Produit par un père dominicain, il tente de faire comprendre et de justifier ce monde biblique dans lequel il replace Jésus de Nazareth. L'ensemble témoigne de l'extraordinaire destin de cette terre dans laquelle tant de peuples ont placé des lieux saints. Il ramène l'histoire des hommes à ses justes proportions : l'opposition de la culture et de la nature en général, le choc des cultures en particulier. « Vanité des vanités, tout est vanité... ».

R.V.S.

LÉVY Bernard-Henry, *Le testament de Dieu*, coll. « Figures », Paris, Grasset, 1979.

S'il est un livre dont tout le monde parle pour l'instant, c'est bien de ce « Testament de Dieu » admiré par les uns comme le retour, — enfin, — au spiritualisme et aux valeurs bibliques, dénoncé par les autres comme un ramassis de belles paroles creuses. Seules ses valeurs historiques, ou pseudo-historiques, pourront cependant nous intéresser ici et nous n'aborderons pas la finalité éthique ou philosophique de l'ouvrage. Précisons tout d'abord qu'il s'agit d'un auteur auréolé de charme et de prestige, qui écrit avec toute l'élégance d'un homme cultivé. Son ouvrage est, de plus, remarquablement articulé.

La première partie du livre commence par le problème de l'Etat. Bizarrement, B.-H. Lévy accuse tout le monde, et spécialement les « Etats-forts », de vouloir, en fait, le démanteler. Il met à ce propos dans le même sac Pol Pot et Fidel Castro, Mao et Hitler, Baader et Staline. Tous sont des totalitaristes et surtout des anti-sémites !

L'auteur veut rompre avec un « siècle de totalitarisme » et propose un retour à l'Etat libéral (celui de l'esclavagisme et du travail des enfants dans les mines ?) et à la théocratie. Il se dit anti-fasciste mais donne à ce mot une signification très singulière puisqu'il s'exclame « le fascisme c'est la haine de l'institution » (p. 23).

B.-H. Lévy est « évidemment » opposé à l'autogestion : « le seul modèle de peuple autogéré, ce serait un peuple d'inquisiteurs » (p. 36), à l'union de la gauche (je ne veux pas qu'on « change une vie qui n'appartient qu'à moi » (p. 49) et professe un anticommunisme maladif et assez démodé (p. 40). Par exemple il pose l'équation communisme-nazisme et la justifie ainsi : « entre les deux familles la frontière était si floue, si perméable [en Allemagne], qu'on ne compte pas le nombre de communistes passés discrètement par la S.A., de S.A. passés bruyamment au K.P.D., sans parler des indécis faisant interminablement la navette dans les deux sens » (p. 66). En généralisant ainsi des cas d'espèces, B.-H. Lévy, par la grâce de son titre de normalien, essaie de faire passer de grossières contre-vérités.

Le professeur Vidal-Naquet (*Nouvel Observateur*, 18 juin 1979) a relevé une série d'autres mensonges ou « erreurs » que nous ne reprendrons pas ici.

La deuxième partie de l'ouvrage, intitulée *Athènes ou Jérusalem*, retrace le conflit entre « paganisme » et monothéisme, où l'auteur prend bien évidemment le parti du second. La matrice du fascisme est, selon B.-H. Lévy, le paganisme antique. Il va donc, — en toute modestie ! — guider le lecteur à comprendre le message grec « qui ne dit à peu près rien de ce que prétendent y lire ses apôtres contemporains » ! (p. 78). Ce passage de la Grèce devant le tribunal présidé par B.-H. Lévy conclut évidemment à la totale insignifiance dans tous les domaines et au « totalitarisme » (sic, p. 92) de la civilisation non judaïque.

En parallèle à ce chapitre vient évidemment un chapitre digne des plus fougueux apologistes catholiques du XIX^e siècle et intitulé *Le génie du christianisme* tandis qu'un autre fait un procès délirant à la laïcité (tous les tyrans sont des athées qui poursuivent, à travers le génocide de leur peuple, leur désir de mettre Dieu à mort (p. 106).

Le quatrième chapitre fait la critique du « paganisme politique ». Ce paganisme politique prend sa source dans le stoïcisme pour arriver tout naturellement au marxisme et au fascisme qui se nourrissent de la haine du monothéisme, et du judaïsme en particulier. B.-H. Lévy ajoute à ce propos que mettre sur le même plan l'extermination des juifs et celle des communistes est une « ignominie morale ».

L'auteur en arrive donc à nous présenter dans les deux dernières parties de son ouvrage la *Bible* comme seul recours pour sauver l'homme. Il prétend trouver dans le texte tous les fondements d'une éthique d'insoumission et de résistance. Les amateurs d'anachronismes, qui ont déjà trouvé dans la *Bible* les bases de l'écologie, de la prospective et de la libération des femmes et des homosexuels, pardonneront à B.-H. Lévy cette longue-faiblesse (mais les historiens reliront tout de même dans la *Bible* les passages où la barbarie sanguinaire est légitimée par Dieu).

L'auteur prétendait entraîner dans son étrange itinéraire tous les « antifascistes conséquents ». Gageons que peu d'entre eux l'aient suivi jusqu'au bout. Les snobs trouveront cependant dans cet ouvrage, caractérisé par son manque absolu de sens historique, de nombreuses thèses à développer à l'encontre des idées les plus couramment émises dans notre société.

A. Mor.

SOCIOLOGIE

BLAMPAIN Daniel, *La littérature de jeunesse pour un autre usage*, coll. « Dossiers Media », Paris-Bruelles, Nathan-Labor, 1979.

Dans cette très bonne approche sociologique de la question, l'auteur remarque que la qualité d'un ouvrage destiné à la jeunesse est saisie unanimement à travers trois catégories consacrées : le Bien, le Vrai et le Beau. Le but de ce genre littéraire est de faciliter l'insertion du jeune dans la vie, d'où l'intérêt de certains thèmes abordés dans cette étude comme par exemple celui du héros.

Dans une autre section de son ouvrage, Daniel Blampain met en corrélation la conception que la société a de l'enfance et la littérature à lui destinée : s'étendant du XVI^e siècle à mai 68 et à la crise actuelle de lecture, ce chapitre pourrait faire l'objet d'une exploitation intéressante par les professeurs du secondaire dans leurs cours de sciences sociales, par exemple.

J.P.F.

GICQUEL Roger, *La violence et la peur*, Paris, France-Empire, 1977.

Le livre de R. Gicquel aborde un problème sociologique actuel : la violence, sous deux aspects, la place qu'il occupe dans notre société, la responsabilité du journaliste face à l'événement violent. Comme toile de fond, l'auteur reprend les conclusions du rapport Peyrefitte.

Journaliste, il se met en question et pose le problème de l'influence des *media* de masse sur la représentation qu'a l'opinion de la violence actuelle. Cette interrogation débouche sur la déontologie du présentateur de journal télévisé dont le rôle est accablant : submergé d'informations qu'il doit trier très rapidement, il n'est pas à l'abri d'erreurs de jugement ; il se peut qu'il ne réfléchisse pas suffisamment à l'impact d'une communication forcément tronquée et qu'il soit, de ce fait, superficiel et partial.

L'étude n'est ni d'un écrivain, ni d'un sociologue mais d'un journaliste critique qui se pose des questions et les soumet à la réflexion du public.

Les élèves des cours de sciences sociales pourront y trouver une base de travail utile sur le thème de la violence, du rôle des *media*, de l'efficacité des peines et tout particulièrement de la peine de mort.

M.S.

HOCART Arthur M., *Rois et courtisans*, avec une introduction de Rodney NEEDHAM, coll. « Recherches anthropologiques », Paris, Seuil, 1978.

Lorsque, au temps du fonctionnalisme illustré par A. R. Radcliffe-Brown et B. Malinowski, un anthropologue, de surcroît belge de naissance quoique d'origine anglo-normande et officier de Sa Majesté britannique, devance tous les courants de l'ethnologie comparée et historique, il est normal qu'il faille quarante années et un professeur de l'Université d'Oxford pour lui rendre justice : génial rime avec marginal, audace avec grimace, dans le sésail académique.

Né à Etterbeek en 1883, élève de l'Athénée royal d'Ixelles, Arthur Hocart meurt au Caire en 1939 titulaire depuis peu d'une chaire de sociologie à l'Université Fouad I^{er}. Auteur de *Les Castes*, préfacé par Marcel Mauss, un autre marginal, et de plusieurs articles et ouvrages à contre courant des idées reçues, une bonne part de son œuvre doit le jour à titre posthume à son ami Lord Raglan. Edité sous le titre *Kings and Councilors*, en 1936, voici seulement que cet ouvrage est connu en français. Il avait coutume de dire :

« Ce qui importe n'est pas ce que nous pensons, nous, mais uniquement ce que pensent les peuples que nous étudions ». Combien d'historiens, même chevronnés, ne devraient-ils pas méditer cette attitude. Quant au reste de nos censeurs... !

Le présent ouvrage est une analyse de traits généraux communs aux sociétés humaines qui s'appuient sur des faits ramassés dans le monde entier. Il traite de l'origine du pouvoir. Rejetant l'alternative *autocratie*, imposée par la force, ou *communauté*, régie par un contrat social, A. Hocart estime que tout gouvernement est le résultat d'activités sociales antérieures à toute définition de la fonction et du statut administratif : « Toutes les fonctions gouvernementales existent chez les peuples sans gouvernement ». Le gouvernement naît en quelque sorte d'une organisation préalable à *caractère rituel*, fondée sur la préservation de la vie, de la fertilité, de la prospérité. La valeur première de la *vie sociale*, ce n'est pas la *société*, mais la *vie*. Une approche du problème par l'étude des religions, de leur histoire et de leurs vestiges, conduit sur le même chemin que cette analyse fondée sur l'ethnologie comparée.

L'auteur prétend qu'il y a une évolution systématique de la société : de la segmentation à la centralisation, de la non différenciation à la spécialisation, de la présence à l'autorité, de la complémentarité à la hiérarchie, de la représentation à l'administration. C'est là une théorie générale et cohérente de l'organisation sociale centralisée s'achevant dans la forme étatique, dont la prégnance s'exprime dans le *rituel*, ce terme couvrant mythes et religions sous leurs diverses formes et manifestations. Le champ, l'homme, le temple, la cité sont des expressions du *cosmos* réduites aux dimensions humaines et interprétées en fonction de l'état des connaissances, croyances ou convictions.

L'originalité du propos se trouve dans la démarche méthodologique. L'auteur conçoit en effet la société comme un corps aux vastes dimensions et le corps humain comme une société en miniature. Nous trouvons là les premières formes de cette idée de structures par emboîtement ou *intégresses* que François Jacob a vulgarisée dans *La Logique du vivant*.

L'ethnologie comparée, comme l'histoire comparée, est une dissection à la recherche des structures communes des phénomènes observables, la découverte des racines, de la partie immergée de l'*iceberg*.

Le langage de Hocart, physiologique et évolutionniste, reste toutefois attaché à l'homme, la société n'étant pas un organe, mais seulement un concept d'ordre circonstanciel, essentiellement mouvant. Il en pratique l'*ethnotomie*, en s'excusant auprès de Cuvier.

Il dénonce le préjugé, tenace chez bien des historiens hostiles à la méthode indirecte ou comparative : « C'est principalement la peur de passer pour fou qui empêche d'appliquer aux coutumes les méthodes comparatives qui ont si bien réussi pour la langue ». Quand donc la sémantique historique fera-t-elle partie, avec l'étymologie comparée, de la formation de base des futurs historiens ? Conséquence : « La Grèce, Rome, l'Europe moderne ont une histoire ; pour les pays qui ne connaissent pas leur histoire, nous faisons comme s'ils n'en avaient pas »... « encore » serait-on tenté aujourd'hui quand même d'ajouter : l'hypothèse de l'utilité, sinon de l'efficacité, de l'histoire comparée en vaut bien une autre, elle peut aider à faire des découvertes. C'est cela qui compte : « Le but de l'anatomie comparée des sociétés n'est pas de reconstituer le passé jusqu'au moindre détail, mais de traduire l'évolution en formules ». Il convient, en effet, de ne pas perdre de vue que « toute histoire n'est jamais qu'une reconstitution dont le degré de probabilité dépend du nombre de témoignages possibles ».

Il y a bien de la suffisance chez ceux qui, péremptoirement, déclarent : « C'est impossible ! », tout simplement parce qu'ils n'y ont jamais pensé.

Sans négliger assurément la valeur du témoignage direct, nous trouvons dans cet ouvrage un plaidoyer et une illustration de la valeur et de la pertinence du témoignage indirect par le biais de la méthode comparative bien connue des sciences hautement estimées comme l'astronomie, la biologie, la géologie et plusieurs autres lorsqu'elles empruntent les voies historiques.

Certes, depuis 1936, l'idée a fait son chemin en histoire, mais elle est loin encore d'avoir rallié tout le monde et d'avoir fourni la somme de données qu'elle est sensée procurer. Un livre comme celui-ci doit ouvrir des horizons que nul historien ne devrait s'empêcher de connaître.

R.V.S.

LECLERC Gérard, *L'observation de l'homme. Une histoire des enquêtes sociales*, coll. « Sociologie », Paris, Le Seuil, 1979.

A l'heure où l'histoire agrandit ses champs de réflexion à la sociologie, Gérard Leclerc s'efforce de dresser les lignes générales d'une théorie de l'observation sociale. D'observateurs privilégiés, l'ethnologue et le sociologue se retrouvent donc dans la position moins confortable de sujets observés.

Les résultats obtenus sont prodigieusement intéressants. La première partie de l'ouvrage concerne l'observation des groupes, de 1800 à nos jours. Il ne s'agit pas d'une histoire sociale ou d'une histoire des idées sociales, mais d'une approche raisonnée de l'interaction entre les systèmes d'observation sociale et les systèmes sociaux observés, une « histoire de l'envers des sciences sociales ».

L'enquêteur, qu'il soit sociologue ou ethnologue, apparaît comme un supérieur social. L'enquête est un déplacement dans un espace culturel autre, elle observe une culture ressentie *a priori* comme inférieure.

L'accent est mis sur la différence entre sociologie « *technè* » et sociologie « *théoria* ». La première, et elle domine largement jusqu'aux années soixante, s'assigne des fins essentiellement pratiques : orienter l'action du *Welfare State*, précéder l'implantation coloniale. La seconde, confinée longtemps aux récits de quelques ethnologues marginaux (Léry, Las Casas) des temps modernes, vise, en dévoilant les variétés culturelles, à critiquer l'ethnocentrisme de la société occidentale.

Gérard Leclerc montre clairement le point commun qui unit l'observateur bourgeois du monde ouvrier et l'ethnologue. L'observation est une descente dans une *terra incognita*, peuplée de sauvages à civiliser. De nombreux textes montrent la parenté étroite, quasi sémantique, entre le discours tenu sur le Trobriandais et sur le prolétaire. Au-delà de l'enquête apparaît l'obsession idéologique des « classes dangereuses » qu'il s'agit de moraliser. L'observation devient un moyen privilégié de connaître les « perversions » du bas peuple et d'œuvrer à leur disparition.

Je ne résiste pas à la tentation de citer ici quelques uns des documents allégués par Leclerc : « Les barbares qui menacent la société ne sont point au Caucase ni dans les steppes de la Tartarie, ils sont dans les faubourgs de nos villes manufacturières [...]. Il faut que la classe moyenne sache bien quel est l'état des choses, il faut qu'elle connaisse bien sa position. Elle a au-dessous d'elle une population de prolétaires qui se trouve mal, qui veut changer. Voilà le danger de la société moderne ; c'est de là que peuvent sortir les barbares qui la détruisent. » (BERTIN, *Journal des débats*, 1830, cité dans G. LECLERC, *op.cit.*, p. 165).

« Au début de leur carrière, ils gardent, sans avoir conscience, l'attrait qui devient tout à fait irrésistible chez les jeunes gens des races plus ou moins rapprochées de l'état sauvage, qui ont pour principal moyen de subsistance la chasse, la

pêche et la cueillette. Obéissant aux instincts de la vie sauvage, ils ont une répugnance prononcée pour les efforts qu'il faut faire pour s'élever au bien-être que comporte la vie sédentaire. Ils n'obéissent pas volontiers à un maître. » (LE PLAY à propos des ouvriers nomades, cité dans L. CHEVALIER, *Classes laborieuses et classes dangereuses*, p. 462, Paris, 1958).

La seconde partie de l'ouvrage s'attache à l'observation des *processus*, analysant l'objet anthropologique du point de vue dynamique, définissant les modèles qui ont organisé l'observation des phénomènes sociaux.

L'historien chargé du cours de sciences sociales pourra difficilement se passer de la lecture d'un livre tel que celui-ci, sous peine de ne reproduire, dans une matière qu'il connaît en général assez mal, que le discours non décrypté d'une science humaine, c'est-à-dire éminemment subjective.

J.-P. Dev.

MAERTENS Jean Thierry, *Ritologie 3. Le masque et le miroir*, coll. « Etranges étrangers », Paris, Aubier, 1978.

En prenant conscience d'être, l'être humain découvre l'altérité, c'est-à-dire l'Autre en lui et l'Autre en l'autre. Au stade sauvage, il vit sa labilité en communion avec l'Autre exprimé dans le masque généralement inventé par les femmes mais accaparé par les hommes. Le masque permet la communion avec l'inconnaissable et l'évacuation des psychoses par le choc de la révélation initiatique au cours de laquelle a lieu la démystification dans le maintien du mythe. Ancêtre ou force surnaturelle décrite par le chaman chargé de la matérialiser, le masque aide à vivre la vie sociale. Au stade barbare, le masque se personnalise, le corps est promu en « moi », mais au prix de l'érogène refoulé et barré et en vertu seulement de la fonctionnalité sociale de sa force de travail ou de reproduction : le corps est alors effet de miroir, modelé sur les « surmoi » de la société. Au stade civilisé, le corps est aliéné à la fois de son érogène et de sa force de travail ou de reproduction ; il n'est plus que signe à l'état pur, corps castré de son érogène et vierge de sa productivité, ne tirant son sens que des autres signes qui le parent et le font circuler. Le reflet du corps est sorti du miroir et circule seul comme une ombre qui marcherait au soleil sans corps pour lui donner corps, il n'est plus qu'un signal.

Le masque sauvage, signe de la fusion avec l'Autre, devient, en système barbare, l'objet maléfique par lequel on se distingue de l'Autre,

désormais démoniaque et dangereux. Alors s'affirme la victoire du miroir sur le masque, conséquence de la répression violente des empires barbares dont nous sommes les héritiers à jamais marqués. Alors apparaissent la logique de l'identité, face à l'hétérogénéité évacuée dans l'image du Dieu, et l'émergence du moi.

La couronne, symbole de sacrifice et exaltation de la personne, le voile, enceinte abolissant la signification, ont des points de ressemblance avec le masque, mais alors que derrière le masque l'individu est réintroduit dans le discours à partir des objets créés qu'il ramène de son voyage dans l'au-delà et des interprétations données par les pouvoirs (stade oral), l'individu voilé est rejeté du discours dans la mesure où celui-ci s'autosatisfait de significants qu'il produit sur le vide (stade anal).

Là où les masques ont eu la vie dure, l'Eglise en est venue à bout en déplaçant leur signification, les utilisant comme illustration de la liturgie dans les coutumes de la Saint-Nicolas et du Père Fouettard, des saints innocents, des rois mages et du mardi gras (situés précisément à la période du renouvellement de l'année solidaire dans le système sauvage de l'apparition des masques).

Le couronnement des reines de beauté, en défiant la dominée, n'est que le signe de la déification de la société elle-même suffisamment puissante que pour promouvoir de la sorte des corps issus de rien. En associant à ces concours des représentants du tiers monde, il permet de faire miroiter devant les pays pauvres des modèles de bonheur qui, d'être liés à l'idéologie capitaliste, entravent le développement des changements révolutionnaires nécessaires.

Rien n'est innocent, particulièrement dans l'aliénation ou... l'altérité.

R.V.S.

MAERTENS Jean Thierry, *Ritologiques 4. Dans la peau des autres. Essai d'interprétation des inscriptions vestimentaires*, coll. « Etranges étrangers », Paris, Aubier, 1978.

Mondialisé comme il l'est, notre monde exige de chacun de nous une approche systématique d'autrui. Etrange, l'étranger suscite, hélas, trop souvent le réflexe primaire de curiosité malsaine suivi de jugement abrupt par opposition à soi-même, critère de toute orthodoxie. D'un ordre différent du nôtre, l'étranger dérange. De là à l'exorciser, à le proscrire, par la dérision, par l'expulsion, par la suppression, il n'y a que l'embarras du choix. Le comprendre n'est-il pas

préférable ? Alors, un livre comme celui-ci au même titre que ses trois précédents : *Le dessin sur la peau*, *Le corps « sexionné »*, *Le masque et le miroir*, constitue un instrument précieux, même s'il faut surmonter le jargon des psychanalistes et les écartèlements verbaux des structuralistes.

Dans notre société occidentale bourgeoise où l'uniformité des *jeans* masque les différences sociales au lieu de les gommer, on ne peut nier que le vêtement exprime un symbolisme dont le décryptage peut être singulièrement révélateur. C'est à quoi s'emploie cet ouvrage. Nés en système sauvage, les rites du vêtement prennent toute leur ampleur dans les cultures tant barbares que civilisées. Ce n'est pas gratuitement que la tradition biblique prête à *Adam*, l'homme, *Eve*, la femme, chassés du paradis terrestre par la grâce du fruit défendu de l'arbre de la Connaissance, le souci de voiler leur nudité. Faute originelle, le *désir*, pour être effacé, devait être barré. Le vêtement s'en chargea, feuille pubienne ou étui pénien refoulant l'érogène anticipant sur la variété des instruments vestimentaires dorénavant liés aux modes de production comme aux rapports sociaux. Pudeur, protection, confort masquent la réalité du corps qui, d'érogène qu'il est naturellement, n'est plus que porte insigne d'érotisme ou de son substitut, le prestige, signe de distinction et de domination d'un sexe sur l'autre, d'une classe sur l'autre, d'un groupe ethnique sur l'autre. Le code vestimentaire décorporeise le corps à ce point que le monde se renverse lorsque « le Roi est nu » ou que le joueur a « perdu sa culotte ». L'actuel nudiste lui-même, dans nos sociétés occidentales, contrairement aux adamistes du moyen âge, contestataires vigoureux, n'est plus que l'acteur de l'auto-célébration du système en place dans le goût d'une certaine transgression. Phallicité et flaccidité se rejoignent dans la détresse de l'impossible retour et la tentation de l'éternel féminin, opprobrieux parce que victorieux.

R.V.S.

RESSOURCES DES AMBASSADES

Australie

L'ambassade réserve un bon accueil aux enseignants soucieux de s'informer des problèmes du pays. Elle distribue gratuitement un grand nombre de publications à caractère économique et social. Ses services possèdent plus ou moins 2.000 livres et périodiques, 350 films. Malheureusement, aucun catalogue n'a été publié.

Adresse de l'ambassade : Ambassade d'Australie
avenue des Arts 51-52
1040 Bruxelles
Tél. : (02)511.39.97

Autriche

Le service de presse fédéral (*Ballhausplatz*, 2, A- 1014- Vienne) publie en langue française :

- 1) *L'Autriche, Les faits et les chiffres*, Vienne, 1977. Cet ouvrage, fourni par l'ambassade, contient d'intéressants renseignements relatifs à l'histoire, la situation politique, économique, sociale et culturelle du pays (photographies, statistiques).
- 2) Des articles concernant des points précis de la vie autrichienne, — septante années de films autrichiens, énergie solaire et production de courant électrique, etc. Sur demande, on peut obtenir ces articles et de la documentation iconographique relative à ces sujets.

Pour les films, consulter les sociétés MULTIFILMS et SOFEDI.

Adresse de l'ambassade : Ambassade d'Autriche
rue de l'Abbaye 47
1050 Bruxelles
Tél. : (02)649.91.70

Bangladesh

Des dépliants et des films touristiques sont mis à la disposition des professeurs.

Adresse de l'ambassade : Ambassade de Bangladesh
rue Baron de Castro 27
1040 Bruxelles
Tél. : (02)734.99.50
(02)734.99.30

Brésil

L'ambassade propose une documentation touristique. Pour les films et les diapositives, le prêt est gratuit. Consulter aussi la société MULTIFILMS.

L'horaire pour le public est le suivant : ouverture de 10 h 15 à 13 h et de 15 à 18 heures.

Adresse de l'ambassade : Ambassade du Brésil
avenue de Tervueren 245
1150 Bruxelles
Tél. : (02)770.30.63

Bulgarie

L'ambassade prête des films culturels pour environ 150 FB par semaine (plus les frais d'expédition). Consulter aussi le service MULTIFILMS qui dispose de films en 16 millimètres, en version française, concernant les aspects touristiques du pays.

Adresse de l'ambassade : Ambassade de Bulgarie
avenue Hamoir 58
1180 Bruxelles
Tél. : (02)374.59.63

Cameroun

Le Ministère de l'information et de la culture publie un mensuel *Cameroun Informations* (bilingue français-anglais), donnant les renseignements sur la politique suivie en matière d'éducation, travaux publics, économie, etc...

Outre diverses brochures touristiques, l'ambassade envoie gracieusement l'ouvrage de A. DEBEL, *Kamerun in Farbe*, éd. J.A.S.D., s.l., s.d.

Adresse de l'ambassade : Ambassade du Cameroun
avenue Brugmann 131
1060 Bruxelles
Tél. : (02)345.18.70

Israël

L'ambassade d'Israël fournit sur simple demande une série de brochures, certaines d'allure touristique, d'autres présentant le pays aux points de vue économique, social, culturel, politique, juridique, militaire. Des fascicules peuvent être également obtenus ; ceux-ci font le point sur la situation au Moyen Orient (exemple : F.A. von GEUSAU, *La situation au Moyen Orient*, Bruxelles, Fonds européen de coopération, 1978). Un petit opuscule peut aussi être envoyé gracieusement par l'ambassade : M. COMAY, *Sionisme et Israël. Questions et réponses*, Jérusalem, Keterpress Enterprises, 1977.

Le catalogue de MULTIFILMS peut être consulté : des films présentant le pays sous ses différents aspects (mise en valeur du territoire, mentalités, etc.) sont disponibles. Ces films sont en 16 millimètres et en version française.

Adresse de l'ambassade : Ambassade d'Israël
avenue de l'Observatoire 40
1180 Bruxelles
Tél. : (02)374.90.80/89

Irlande

Pour le prêt de films, voir le service MULTIFILMS : onze films sont disponibles gratuitement (en français et en anglais). Signalons *Le soulèvement irlandais de 1916*, film d'archives en 16 millimètres, en noir et blanc, version française.

Adresse de l'ambassade : Ambassade d'Irlande
rue Luxembourg 19-21
1040 Bruxelles
Tél. : (02)513.66.33

Liban

Le Conseil national du tourisme au Liban publie une revue visant à relancer le tourisme. Des brochures touristiques sont envoyées émanant de l'Office du tourisme libanais (rue Ravenstein 14, 1000 Bruxelles).

Adresse de l'ambassade : Ambassade du Liban
rue Guillaume Stocq 2
1050 Bruxelles
Tél. : (02)649.94.60

Luxembourg (Grand duché de)

A titre exceptionnel, les documents peuvent être prêtés. Aucune précision n'a été fournie, il n'existe pas de catalogue.

Trois films sont mis gratuitement à la disposition des personnes intéressées traitant des différents visages du Luxembourg, de son industrie, de son folklore.

Adresse de l'ambassade : Ambassade du Grand Duché de Luxembourg
avenue Corthenbergh 75
1040 Bruxelles
Tél. : (02)733.99.77.

Madagascar

Outre des dépliants touristiques, l'ambassade offre des brochures relatives à l'origine et à la formation du peuple malgache, à l'histoire du pays, etc.

Le guide de S. ANDRIAMIRADO, *Madagascar, aujourd'hui*, 1978, est aussi envoyé par les services de l'ambassade. Il présente un tableau assez complet du pays et sa lecture est attrayante.

Adresse de l'ambassade : Ambassade de la république malgache
avenue de Tervueren 276
1150 Bruxelles
Tél. : (02)770.17.26

Mauritanie

Des fiches sont publiées ; elles concernent l'économie du pays (pêche, gomme arabique...). Des brochures touristiques sont envoyées sur demande.

Adresse de l'ambassade : Ambassade de Mauritanie
avenue de Colombie 8
1050 Bruxelles
Tél. : (02)660.49.38

Emirats arabes unis

Des services de l'ambassade mettent à la disposition des lecteurs :

- 1) un *Guide aux Emirats arabes unis* publié par le ministère de l'information et de la culture, contenant essentiellement des renseignements d'ordre pratique ;
- 2) une *Etude sur les Emirats arabes unis, 1971-1977* qui retrace l'histoire de l'Etat et explique son fonctionnement général. On peut y trouver aussi des informations concernant le politique pétrolière, la politique d'aide aux nations en voie de développement.

Adresse de l'ambassade : Ambassade des Emirats arabes unis
avenue F.D. Roosevelt 73
1050 Bruxelles
Tél. : (02)640.60.00

Etats-Unis d'Amérique

A ce sujet, consulter la notice *Les ressources de l'American Library* publiée dans les *Cahiers de Clio, Sciences de l'homme et de son environnement*, n° 55, pp. 141-143, Bruxelles-Liège, Centre de la pédagogie de l'histoire et des sciences de l'homme, 3^e trim. 1978.

Adresse de l'*American Library* : square du Bastion 1c
1050 Bruxelles
Tél. : (02)512.21.29

Adresse de l'ambassade :Ambassade des Etats-Unis d'Amérique
boulevard du Régent 27
1000 Bruxelles
Tél. : (02)513.38.30

Finlande

Sur demande, les professeurs recevront l'ouvrage *Survol de la Finlande* où ils trouveront une présentation générale du pays, une bibliographie et des documents iconographiques.

Pour les films, consulter la société SOFEDI ; le prêt est gratuit ou non selon le film demandé.

Adresse de l'ambassade :Ambassade de Finlande
place Stéphanie 20
1050 Bruxelles
Tél. : (02)512.98.93

Ghana

Sont disponibles des brochures relatives aux différents aspects du pays : situation démographique, éducation, religion, etc..., avec des références bibliographiques.

Une revue de propagande *New Ghana* est publiée.

Adresse de l'ambassade :Ambassade du Ghana
rue Gachard 44
1050 Bruxelles
Tél. : (02)648.22.60

Indonésie

Il n'existe pas de prêt de livres. Des films et des diapositives sont mis à la disposition des professeurs, à l'ambassade même, en présence d'une personne

spécialisée. Il faut téléphoner le matin entre 9 et 12 h au poste 17 et demander M. Defesche.

Adresse de l'ambassade : Ambassade d'Indonésie
avenue de Tervueren 294
1150 Bruxelles
Tél. : (02)771.20.14

Nouvelle Zélande

Sont fournis sur demande des fascicules présentant le pays, la population, l'économie, etc., des fiches concernant l'histoire, le mode de gouvernement, des brochures touristiques.

Pour les films, consulter la société MULTIFILMS. Les films disponibles ont un aspect essentiellement touristique.

Adresse de l'ambassade : Ambassade de la Nouvelle Zélande
boulevard du Régent 47/48
1000 Bruxelles
Tél. : (02)512.10.40

Pays-Bas

Les services de l'ambassade fournissent des brochures diverses : *Profil des Pays-Bas* (institutions, histoire, etc.), *Plan Delta*, *Zuiderzee*, etc.

Adresse de l'ambassade : Ambassade des Pays-Bas
rue de la Science 35
1040 Bruxelles
Tél. : (02)230.30.20

Pologne

Des films en 16 millimètres sont prêtés pour une somme d'environ 150 F + les frais d'expédition. Citons, parmi ceux-ci : *Vie de N. Copernic*, *Souvenirs de guerre*, *Art et culture*...

Les bureaux sont ouverts de 10 à 12 heures.

Adresse de l'ambassade : Ambassade de Pologne
avenue des Gaulois 29
Bruxelles
Tél. : (02)733.77. 29

Suisse

Pour les films, consulter le catalogue MULTIFILMS, le prêt de films en 16 millimètres est gratuit, les films sont en version française et présentent des aspects géographiques, artistiques, etc. du pays.

Adresse de l'ambassade : Ambassade de Suisse
rue de la Loi 26, boîte 9
1040 Bruxelles
Tél. : (02)230.61.45

Uruguay

Outre des brochures touristiques, l'ambassade fournit des fiches relatives à l'économie du pays ainsi que des cartes. Une revue est diffusée présentant les différents aspects du pays : *Uruguay to the World*.

Adresse de l'ambassade : Ambassade d'Uruguay
avenue Louise 437
1050 Bruxelles
Tél. : (02)640.11.69

F. BOVY-LIÉNAUX

ULg - C.I.C.B.



709717032

LIBER

**INSTRUCTIONS POUR LES COLLABORATEURS
DES CAHIERS DE CLIO
CONSEILS POUR LA REDACTION DES MANUSCRITS**

1. TOUS LES MANUSCRITS SERONT DACTYLOGRAPHIES.
2. Les textes à imprimer en **italiques** seront soulignés d'un **trait continu**, tant pour les minuscules que pour les capitales. Les textes à imprimer en gras seront soulignés d'un **trait ondulé**.
3. Les textes en CAPITALES courantes seront soulignés de **deux traits continus**, les textes en **CAPITALES GRASSES** seront soulignés **trois fois**. Ces caractères seront obligatoirement utilisés pour les titres et sous-titres.
4. Toute mention manuscrite sera considérée comme exclue de la composition à condition qu'elle soit enfermée dans un ovale fermé.
5. Les références bibliographiques et les notes seront rédigées selon les modèles suivants :
MORAZE Charles, *Les bourgeois conquérants*, p. 101, coll. « Destin du Monde », Paris, Colin, 1957.
CHAUNU Pierre, *La population de l'Amérique indienne (nouvelles recherches)* dans *Revue historique*, t. 232, p. 111, Paris, P.U.F., 1964.
Le nom de l'auteur sera écrit en petites capitales, le titre de la publication en italique, le reste (y compris le prénom) en romain bas de casse; les éléments de la référence seront séparés par des **virgules**, en un texte suivi, sans interruption ni changement de ligne pour une même note; ils formeront un même alinéa.
6. Toute instruction complémentaire sera prise dans l'ouvrage suivant :
HALKIN Léon-E., *La technique de l'édition. Conseils aux auteurs pour la préparation de leur copie et la correction des épreuves*, 6^e éd. revue et augmentée, Bruxelles, Le Livre d'enseignement, 14, rue des Comédiens, 1960.
7. Toute citation de texte sera transcrite en **italique**. Les textes documentaires accompagnant les articles pédagogiques seront munis d'une notice d'identification.
8. Pour les comptes rendus d'ouvrages : pas plus d'une colonne des *Cahiers de Clio*, Notes et glanures (environ 40 lignes dactylographiées). Mentionner avec grand soin :
 - a) ce qui est utile à l'enseignement;
 - b) ce qui est original et permet une révision des vues traditionnelles sur un problème;
 - c) les ressources didactiques : cartes, statistiques, textes, iconographies, etc.

LA REDACTION.

Les articles sont publiés sous la responsabilité de leurs auteurs.

Editeur responsable : Maggy HODEIGE
rue Saint-Gilles, 343 - boîte 054
4000 LIEGE

TABLE DES MATIERES

EDITORIAL

- Maggy HODEIGE et René VAN SANTBERGEN, *Les jeunes retrouveront en 1980-1981 un enseignement de l'histoire digne de ce nom* 5

DIALOGUE AVEC...

NOS COLLEGUES FLAMANDS

- Paul MORREN, *Le cours de formation historique et sociale dans l'enseignement secondaire de l'Etat en Belgique néerlandophone* 17

TRIBUNE LIBRE

- La foire du livre et l'histoire* 31

INFORMATION SCIENTIFIQUE

- Pierre LEBRUN, *Histoire quantitative et développement de la Belgique au XIX^m siècle. Etat des recherches, règles méthodiques, choix épistémologiques* 35
- Philip VAN PRAAG, *Apparence et réalité dans l'interprétation de l'expansion démographique en Belgique* 59
- Eddy STOLS, *L'archéologie industrielle, une source pour l'histoire du mode de vie dans une société industrielle. Suite et fin* 64

INFORMATION PEDAGOGIQUE

- Dominique FRAIKIN, sous la direction de Maggy HODEIGE, *Les outils préhistoriques, utilisation d'un film* 81
- ATELIER D'HISTOIRE DE SAINT-GILLES et M.-G. WEIS, *Les problèmes de l'alimentation de l'être humain dans les sociétés archaïques de ramasseurs-chasseurs d'aujourd'hui et dans le passé. Histoire - géographie* 91

CHRONIQUE CINEMATOGRAPHIQUE

- Un jour les témoins disparaîtront* (F. BEYENS) 103
- Les Européens* (J. IVORY) 104
- La prise du pouvoir par Philippe Pétain* (J. CHERASSE) 105
- Alexandrie, pourquoi ?* (Y. CHAKINE) 106

INFORMATION BIBLIOGRAPHIQUE

A PROPOS DE...

- L'histoire et le cinéma* 111
- L'Institut Jules Destrée à Charleroi (Belgique)* 114

NOTES ET GLANURES 116

- RESSOURCES DES AMBASSADES (suite) 137